COMMUNE DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE
GEMEENTE SINT-AGATHA-BERCHEM

CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2015
GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2015

REGISTRE
REGISTER

Présents **Aanwezig**	Joël Riguelle, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ; Jean Marie Colot, Michaël Vander Mynsbrugge, Vincent Riga, Stéphane Tellier, Marc Vande Weyer, Pierre Tempelhof, Agnès Vanden Bremt, *Echevins/Schepenen* ; Marc Hermans, Monique Dupont, Peter Decabooter, Christian Boucq, Marc Ghilbert, Marie Kunsch, Chantal Duboccage, Said Chibani, Luc Demullier, Ndongo Diop, Vincent Lurquin, Yonnec Polet, Katia Van den Broucke, Nicolas Stassen, Nicolas Pantidis, François Robe, Dirk Moors, Maude Van Gyseghem, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ; Philippe Rossignol, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.*
Excusés **Verontschuldigd**	Fatiha Metioui-Amanzou, *Conseillère communale/Gemeenteraadslid* ; Jean-François Culot, *Président du CPAS/Voorzitter van het OCMW.*

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

Le Conseil communal observe un moment de recueillement en mémoire de Monsieur Paul JONET (FDF), 1er Echevin honoraire depuis le 29 novembre 2012. Il était Conseiller communal à Berchem-Sainte-Agathe pendant 2 mandatures complètes de 1977 à 1989, à nouveau Conseiller communal du 19 avril 1990 à la fin de cette mandature-là (1995), 1er Echevin pendant 1 mandature complète de 1995 à 2001 (désigné en séance du Conseil communal du 16 janvier 1995) et enfin à nouveau Conseiller communal de 2001 au 5 février 2004. Pendant la mandature complète de 1995 à 2001, ses attributions comme 1er Echevin étaient "Affaires sociales et Solidarités", "Emancipation du 3ème âge", "Tiers-monde et Quart-monde" et "Jeunesse francophone et famille".

Le Conseil communal observe également un moment de recueillement en mémoire de la petite Malaïka MPOLO MATA.

De Gemeenteraad houdt een moment van ingetogenheid ter nagedachtenis van Mijnheer Paul JONET (FDF), 1e Ereschepen sinds 29 november 2012. Hij was Gemeenteraadslid in Sint-Agatha-Berchem gedurende 2 volledige mandaturen van 1977 tot 1989, opnieuw Gemeenteraadslid van 19 april 1990 tot het einde van deze mandatuur (1995), 1e Schepen gedurende 1 volledige mandatuur van 1995 tot 2001 (aangeduid in Gemeenteraadszitting van 16 januari 1995) en tenslotte opnieuw Gemeenteraadslid van 2001 tot 5 februari 2004. Gedurende de volledige mandatuur van 1995 tot 2001 waren zijn bevoegdheden als 1e Schepen "Sociale Zaken en Solidariteiten", "Emancipatie van de 3e leeftijd", "Derde en Vierde Wereld" en "Franstalige Jeugd en Gezin".

De Gemeenteraad houdt eveneens een moment van ingetogenheid ter nagedachtenis van de kleine Malaïka MPOLO MATA.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

26.03.2015/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29 janvier 2015 - Approbation**

Le procès-verbal de la séance du 29.01.2015 est approuvé à l'unanimité des voix.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 29 januari 2015 - Goedkeuring

Het proces-verbaal van de zitting van 29.01.2015 wordt goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

1 annexe / 1 bijlage
Register Gemeenteraad 29.01.2015.pdf

26.03.2015/A/0002 **Droit d'interpellation d'habitants de la Commune concernant le permis d'urbanisme AB 7471 relatif à l'abattage de 20 arbres, avenue Josse Goffin n° 83 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation d'habitants de la Commune concernant le permis d'urbanisme AB 7471 relatif à l'abattage de 20 arbres, avenue Josse Goffin n° 83 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe.

*"**Concerne: Permis d'urbanisme AB 7471 (demande du 20/05/2014).***

Mesdames, Messieurs,
Vous trouverez ci-dessous, les raisons motivées de l'interpellation concernant ce permis d'urbanisme.

1. Erreurs dans le permis d'urbanisme du 20/05/2014.

1.1. Pétition des propriétaires des biens de l'avenue Hélène des numéros 66 à 78.

Un propriétaire d'un de ces biens, n'a pas signé cette pétition étant donné qu'il n'était pas du tout en faveur de l'abattage des arbres visés par la demande, tout comme l'ensemble des habitants de ce même bien d'ailleurs. Comment se fait-il qu'il soit inclus dans cette pétition?
Malgré ma demande à double reprise au guichet de l'urbanisme, je n'ai pas pu voir cette pétition.
Il s'agit ici d'un fait grave car:
- soit quelqu'un a signé à la place de ce propriétaire,
- soit la pétition est mensongère et l'y adjoint à son insu,
- soit le permis d'urbanisme ne relate pas la réalité des faits.
En conséquence, pourriez-vous me montrer cette pétition et faire corriger les documents erronés (éventuellement la pétition et certainement le permis d'urbanisme)?

1.2. Pétition des propriétaires de l'avenue Josse Goffin des numéros 75 et 85.

Ici aussi je n'ai pas pu voir la pétition au guichet de l'urbanisme. Pourriez-vous me montrer cette pétition? Est-elle suffisamment représentative de l'ensemble des riverains concernés?

1.3. L'ensemble de ces riverains attestent de la dangerosité des arbres visés.

Comment pouvez-vous prouver ces attestations? L'ensemble des riverains ont-ils bien été interrogés? Ce n'est évidemment pas le cas étant donné que plusieurs riverains ne l'attestent pas.

1.4. Détails du rapport.

Rien qu'en ce qui concerne les arbres jouxtant le 72 avenue Hélène et ceux pour lesquels il est fait référence à cette même adresse, voici mes remarques:
Arbres 7 et 8: sauf erreur de ma part, nulle part on dit que ces arbres sont dangereux dans le permis d'urbanisme de 2014 ni dans celui de 2012. Pourquoi donc les abattre?
Arbre 6: penche très légèrement vers le jardin du 72 avenue Hélène mais ne menace pas de tomber. Pourquoi donc l'abattre?
Arbre 11: ne concerne en aucune façon le numéro 72 avenue Hélène. Pourquoi utiliser cet argument pour l'abattre?
Plans des arbres: l'arbre 7 n'est pas à proximité de la clôture et est bien droit. Pourquoi l'abattre?

1.5. Divers.

Comment peut-on autoriser l'abattage d'arbres bien droits comme le montre la photo 3 en annexe? D'autre part, si on devait abattre ces arbres par ce qu'ils ne seraient pas parfaitement droits, on pourrait alors abattre la majorité des arbres de Belgique, ce qui est un non-sens.
Seuls un ou deux arbres pouvaient effectivement devenir dangereux, les autres auraient simplement dû être élagués comme il se doit afin d'éviter d'éventuelles chutes de branches mortes.
Il ne s'agit pas ici d'un problème de contamination où il faudrait abattre tous les sujets en contact mais bien une question spécifique concernant seulement quelques arbres risquant hypothétiquement de tomber. Je dis bien hypothétiquement car, contrairement à ce qu'affirme le permis d'urbanisme, ces arbres de 40 ans ont vécu de nombreuses tempêtes et tous ces arbres sont toujours restés debout, preuve de leur résistance et leur non dangerosité dans leur ensemble. En outre, ils sont d'ailleurs protégés des vents par les bâtiments qui les entourent.

2. Changements par rapport au précédent permis d'urbanisme AB 7246 (demande du 20/09/2012).

Il y a de fortes inconsistances entre les deux permis:
Dans le permis de 2014, 20 arbres seraient à abattre au lieu de 9 moins de deux ans plus tôt.
Comment expliquer que, soudainement, 11 arbres seraient devenus dangereux? Un glissemnent de terrains? Une chute de météorites? Ou bien suffit-il d'introduire plusieurs fois une demande pour abattre des arbres pour finalement obtenir une autorisation?
Dans le permis actuel, 10 arbres doivent être replanter pour 20 arbres abattus contre 10 arbres à replanter pour 9 arbres abattus en 2012. Comment expliquer que le taux de compensation végétale doit être moins important qu'il y a deux ans? Les arbres de 2014 auraient-ils plus de hauteur, d'ampleur et de feuillage que ceux de 2012 pour compenser le vis-à-vis et absorberaient-ils plus de carbone qu'il en faille moins? Comment 10 arbres peuvent compenser 20 autres plus grands et plus matures ne fusse qu'en terme de vis-à-vis?
Le permis d'urbanisme du 20/09/2012 est plus objectif quant aux faits, plus large quant à la prise en compte des différents aspects de la problématique et plus équilibré dans la conclusion. Pourquoi ce revirement en 2014?

3. Manquements et oublis.

Il n'y a pas eu de prise en compte de la situation après abattage notamment en ce qui concerne plusieurs conséquences humaines et écologiques.

3.1. Conséquences humaines.

Je ne vous cache pas qu'une riveraine qui, choquée par l'abattage de ces arbres, a été sous médication (Tranxène).
Imaginer également les relations de voisinage et les doutes qui résultent de l'impossibilité d'avoir une vision claire sur ce qui s'est réellement passé en ce qui concerne les pétitions.
Pour de nombreux riverains, c'est avec indignation et une grande tristesse qu'ils voient partir ces arbres et tout ce qu'ils apportent comme bonheur.
Enfin, nous vivions dans un petit paradis écologique (voir photos 1 et 2 en annexe) et nous voici dans ce qui ressemble à une cours de prison (voir photos 3 et 4 en annexe).

3.2. Conséquences écologiques.

Il ne faut pas oublier que cette zône était une zône d'alimentation et d'habitats pour les oiseaux, les insectes, les chauves-souris et autres animaux (voir notamment photos 1 et 2 en annexe).
Le permis ne fait pas mention non plus:
- du lierre qui s'enroulait autour des sapins visés et qui jouait un rôle positif sur la biodiversité, comme le montre le document consultable sur le site suivant: http://documentation.bruxellesenvironnement.be/documents/Biodiversite_2010_FR.PDF
- du sureau qui poussait au milieu des sapins qui servait de garde-manger pour les oiseaux et permettait aux insectes d'en butiner les fleurs.

4. Procédure.

A ma connaissance, avant le début des travaux d'abattage, aucun avis aux intéressés de l'avenue Hélène n'a été:
- affiché sur la voie publique à leur hauteur,
- déposé dans leurs boîtes aux lettres.
Il n'y a pas eu non plus, à ma connaissance, de recherche de la part de la commune pour voir s'il n'y avait pas d'avis différents que ceux des pétitions. Les personnes d'avis différents ont donc été ainsi laissées dans l'ignorance de ce qui se tramait à leur insu. Il leur était donc impossible de réagir avant la catastrophe.
Même s'il s'avèrerait que personne n'a signé la pétition à la place du propriétaire dont il est question au point 1.1., il y a donc vraisemblablement soit:
- pas eu de vérification sérieuse des pétitions (correspondance des signatures et des personnes ou du périmètre indiqués sur la pétition),
- eu un amalgame de personnes étrangères à cette pétition.

5. Suivi.

Aucune mesure de contrôle de la replantation n'est mentionnée. Pourriez-vous me dire quand les contrôles des replantations seront faits?
La grandeur "moyenne" des arbres qui doivent être replantés, comme indiqué dans le permis:
- reste une notion très vague: quelle hauteur en mètres à la plantation, quelle hauteur en mètres lorsque les arbres seront adultes?
- ne garantit pas une compensation végétale suffisante,
- ne garantit pas l'absence de vis-à-vis avec les immeubles d'en face comme c'était le cas avant l'abattage.

6. Généralités.

Comment a-t-on oublié certains aspects écologiques?
Comment a-t-on oublié d'évaluer les conséquences humaines?
Comment a-t-on pu occulter ou oublier les arguments en défaveur de l'abattage?
Pourquoi avoir oublié de considérer certaines espèces végétales coupées par la même occasion?
Comment a-t-on pu passer à côté de l'évidence qu'il suffisait d'élaguer les arbres et d'en abattre un ou deux éventuellement pour que tout danger soit écarté?
Je rappelle aussi que sur la page d'accueil internet de notre commune il est dit:
"Les témoignages de son passé rural, ses bois, parcs et sites naturels en font une commune verte de la Région de Bruxelles-Capitale".
Elle est dorénavant un peu moins.
"Riche d'un tissu associatif très dense, notre commune a une tradition d'écoute et d'information de ses habitants".
Cela n'a pas été le cas dans ce dossier me semble-t-il (pas toutes les informations et pas à l'écoute de tout le monde).
"Ce site vise à renforcer la participation de tous à la vie de la Cité, ainsi qu'à faciliter vos contacts avec l'administration communale".
C'est vrai qu'on peut consulter les permis d'urbanisme mais pourquoi certains documents ne nous sont pas montrés malgré nos demandes?
"N'hésitez pas à nous faire part de vos informations et suggestions".
C'est bien l'objet de cette interpellation.

7. Demandes.

En conséquence, pouvez-vous:
Vérifier qu'il n'y a pas eu d'abus de signature dans les pétitions.
Corriger le rapport du permis d'urbanisme compte tenu des erreurs et imprécisions.
Arrêter les abattages qui sont inutiles sachant qu'on ne peut déjà plus rien faire pour les autres arbres abattus.
Revoir le taux de compensation végétale.
Faire en sorte de garantir l'absence de vis-à-vis dans un délai raisonnable.
Revoir la procédure d'enquête (commodo/incommodo) dans le futur. A savoir, quand une pétition est introduite, pour effectuer certains travaux, mettre en place une procédure qui permette, avant l'exécution de ceux-ci:
- aux riverains, qui ne seraient pas en faveur de ces travaux, de réagir,
- aux riverains abusivement inclus dans une pétition de demander correction,
- aux autorités communales de:
- mieux juger de la volonté de la majorité des citoyens,
- s'assurer qu'une pétition représente bien la majorité.
Sinon, quand uen minorité se manifeste, une majorité silencieuse pourrait ne pas voir ses droits respectés.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

L'interpellateur."

Le Collège donne la réponse suivante:

*"**Concernant les pétitions**, celles-ci ont fait l'objet de vérifications. Elles n'ont pas fait l'objet de falsification.*
***Concernant la dangerosité des arbres visés par la demande de permis**, les voisins se*

déclarent favorables à la demande pour des raisons de sécurité (dégâts potentiels à leurs propriétés par grands vents, en cas de chute) et de nuisances (chutes d'épines, de pins et manque d'éclairement). Ils mentionnent en outre que l'étêtage des arbres ne règlerait pas le problème et serait inesthétique.

Les troncs des arbres 6, 7, 8 et 11 sont des pins couverts de parasites. La demande mentionne que l'arbre 7 penche vers le terrain du demandeur et le 6 vers le 72, Avenue Hélène. Les ramures des arbres 6 et 7 sont par ailleurs enchevêtrées. Il est aussi mentionné dans la demande que l'arbre 11 penche vers le n°68 de l'avenue Hélène et non le 72.

L'abattage est justifié par le fait que la grande densité de conifères n'a pas permis un développement équilibré de ceux-ci, ni une bonne croissance des autres espèces. Par ailleurs, puisque des replantations sont demandées, il convient de veiller à ce que le sol permette la replantation. Or, les conifères acidifient le sol et empêche la croissance d'autres espèces, tout comme la présence des autres végétaux dans la zone de jardin.

L'élagage des conifères n'est généralement appliqué que pour les plantations en haies parce qu'il empêche certes la croissance en hauteur mais porte définitivement atteinte à l'esthétique de l'arbre.

Le fait que des arbres de 40 ans soient toujours debout ne suppose pas qu'ils sont invulnérables en cas de tempête. Il s'agissait de sujets à maturité dont la croissance n'avait pas été maitrisée en raison de leur densité. Rien ne permettait d'affirmer qu'ils ne présentaient aucun risque.

***Concernant la compensation végétale demandée,** celle-ci vise à garantir une couverture végétale en adéquation avec la taille de la parcelle, de manière à ce que chaque sujet puisse s'épanouir et se développer de façon à ce que sa stabilité soit assurée.*

Entre les deux demandes de permis, celui de 2012 exigeait la replantation de 10 arbres à basses tiges (moins de 6m) ou arbustes puisque les grands sujets étaient maintenus.

Le permis de 2014 exige par contre la replantation de 10 arbres de moyenne grandeur (6 à 10m à l'âge adulte) et n'autorise pas l'abattage des 8 thuyas demandés.

***Concernant la replantation**, le demandeur a dès à présent entrepris la replantation. Il faut laisser le temps aux arbres de pousser.*

D'une manière générale, la Commune de Berchem-Sainte-Agathe veille à toujours conserver un bon équilibre végétal et à préserver ses zones vertes. La carte de la Commune ou les photos aériennes peuvent en attester. Par ailleurs quand un poumon de verdure risque de disparaître (par exemple le nouveau complexe de loisir), la Commune n'hésite pas à acquérir les biens. Il est évident que les replantations permettront à terme la recolonisation par la faune qui y nichait ou trouvait à s'y alimenter.

***Concernant la procédure de publicité**, l'affichage d'un permis prescrit par l'ordonnance doit avoir lieu uniquement à l'adresse concernée par la demande. La procédure légale n'impose pas la consultation officielle du voisinage pour les abattages.*

***Concernant le suivi**, la grandeur moyenne d'un arbre est définie dans les ouvrages spécialisés. Il s'agit d'arbres atteignant à l'âge adulte une hauteur de 6 à 10m. Le demandeur doit procéder à la replantation dans l'année qui suit l'abattage. Le début des travaux a été annoncé début novembre 2014.*

***Concernant les demandes particulières de l'interpellateur**, les permis d'urbanisme relatifs aux abattages ne sont pas soumis à enquêtes publiques (excepté dans le cas spécifique d'intervention dans des sites classés ou dans les périmètres de protection de ceux-ci).*

Il ne revient pas à la Commune de revoir les procédures de traitement et de délivrance des permis puisqu'il s'agit d'une législation régionale. Cette procédure ne prévoit actuellement ni la consultation des voisins, ni l'obligation d'accord de ceux-ci avant autorisation d'un abattage.

***En conclusion**, comme signalé ci-avant, toute demande d'abattage fait l'objet d'un examen sérieux et approfondi, englobant les aspects écologiques, humains, techniques, esthétiques et de sécurité. Aucune décision n'est jamais prise à la légère comme en atteste d'ailleurs le fait que la première demande très peu argumentée de 2012 ait fait l'objet d'une autorisation beaucoup plus restrictive.*
La Commune de Berchem-Sainte-Agathe reste une commune très verte puisqu'elle abrite 2 sites naturels classés, un bois cédé en emphytéose à la Région jusqu'à la fin du 21ème siècle, des parcs de quartier, une zone verte au PRAS (Hogenbos) pour laquelle elle a demandé à Bruxelles-environnement, dans le cadre du plan nature, d'entreprendre les démarches auprès du propriétaire (CPAS de la Ville de Bruxelles) en vue de l'aménagement d'un espace naturel régional. La faible densité bâtie de la Commune a par ailleurs permis de préserver de vastes intérieurs d'îlots, verts et plantés."

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatierecht van inwoners van de Gemeente betreffende de stedenbouwkundige vergunning AB 7471 met betrekking tot het omkappen van 20 bomen, Josse Goffinlaan nr. 83 te 1082 Sint-Agatha-Berchem

De Raad neemt kennis van de interpellatie van inwoners van de Gemeente betreffende de stedenbouwkundige vergunning AB 7471 met betrekking tot het omkappen van 20 bomen, Josse Goffinlaan nr. 83 te 1082 Sint-Agatha-Berchem.

*"**Concerne: Permis d'urbanisme AB 7471 (demande du 20/05/2014).***

Mesdames, Messieurs,
Vous trouverez ci-dessous, les raisons motivées de l'interpellation concernant ce permis d'urbanisme.

1. Erreurs dans le permis d'urbanisme du 20/05/2014.

1.1. Pétition des propriétaires des biens de l'avenue Hélène des numéros 66 à 78.

Un propriétaire d'un de ces biens, n'a pas signé cette pétition étant donné qu'il n'était pas du tout en faveur de l'abattage des arbres visés par la demande, tout comme l'ensemble des habitants de ce même bien d'ailleurs. Comment se fait-il qu'il soit inclus dans cette pétition?
Malgré ma demande à double reprise au guichet de l'urbanisme, je n'ai pas pu voir cette pétition.
Il s'agit ici d'un fait grave car:
- soit quelqu'un a signé à la place de ce propriétaire,
- soit la pétition est mensongère et l'y adjoint à son insu,
- soit le permis d'urbanisme ne relate pas la réalité des faits.
En conséquence, pourriez-vous me montrer cette pétition et faire corriger les documents erronés (éventuellement la pétition et certainement le permis d'urbanisme)?

1.2. Pétition des propriétaires de l'avenue Josse Goffin des numéros 75 et 85.

Ici aussi je n'ai pas pu voir la pétition au guichet de l'urbanisme. Pourriez-vous me montrer cette pétition? Est-elle suffisamment représentative de l'ensemble des riverains concernés?

1.3. L'ensemble de ces riverains attestent de la dangerosité des arbres visés.

Comment pouvez-vous prouver ces attestations? L'ensemble des riverains ont-ils bien été interrogés? Ce n'est évidemment pas le cas étant donné que plusieurs riverains ne l'attestent pas.

1.4. Détails du rapport.

Rien qu'en ce qui concerne les arbres jouxtant le 72 avenue Hélène et ceux pour lesquels il est fait référence à cette même adresse, voici mes remarques:
Arbres 7 et 8: sauf erreur de ma part, nulle part on dit que ces arbres sont dangereux dans le permis d'urbanisme de 2014 ni dans celui de 2012. Pourquoi donc les abattre?
Arbre 6: penche très légèrement vers le jardin du 72 avenue Hélène mais ne menace pas de tomber. Pourquoi donc l'abattre?
Arbre 11: ne concerne en aucune façon le numéro 72 avenue Hélène. Pourquoi utiliser cet argument pour l'abattre?
Plans des arbres: l'arbre 7 n'est pas à proximité de la clôture et est bien droit. Pourquoi l'abattre?

1.5. Divers.

Comment peut-on autoriser l'abattage d'arbres bien droits comme le montre la photo 3 en annexe? D'autre part, si on devait abattre ces arbres par ce qu'ils ne seraient pas parfaitement droits, on pourrait alors abattre la majorité des arbres de Belgique, ce qui est un non-sens.
Seuls un ou deux arbres pouvaient effectivement devenir dangereux, les autres auraient simplement dû être élagués comme il se doit afin d'éviter d'éventuelles chutes de branches mortes.
Il ne s'agit pas ici d'un problème de contamination où il faudrait abattre tous les sujets en contact mais bien une question spécifique concernant seulement quelques arbres risquant hypothétiquement de tomber. Je dis bien hypothétiquement car, contrairement à ce qu'affirme le permis d'urbanisme, ces arbres de 40 ans ont vécu de nombreuses tempêtes et tous ces arbres sont toujours restés debout, preuve de leur résistance et leur non dangerosité dans leur ensemble. En outre, ils sont d'ailleurs protégés des vents par les bâtiments qui les entourent.

2. Changements par rapport au précédent permis d'urbanisme AB 7246 (demande du 20/09/2012).

Il y a de fortes inconsistances entre les deux permis:
Dans le permis de 2014, 20 arbres seraient à abattre au lieu de 9 moins de deux ans plus tôt.
Comment expliquer que, soudainement, 11 arbres seraient devenus dangereux? Un glissemnent de terrains? Une chute de météorites? Ou bien suffit-il d'introduire plusieurs fois une demande pour abattre des arbres pour finalement obtenir une autorisation?
Dans le permis actuel, 10 arbres doivent être replanter pour 20 arbres abattus contre 10 arbres à replanter pour 9 arbres abattus en 2012. Comment expliquer que le taux de compensation végétale doit être moins important qu'il y a deux ans? Les arbres de 2014 auraient-ils plus de hauteur, d'ampleur et de feuillage que ceux de 2012 pour compenser le vis-à-vis et absorberaient-ils plus de carbone qu'il en faille moins? Comment 10 arbres peuvent compenser 20 autres plus grands et plus matures ne fusse qu'en terme de vis-à-vis?
Le permis d'urbanisme du 20/09/2012 est plus objectif quant aux faits, plus large quant à la prise en compte des différents aspects de la problématique et plus équilibré dans la

conclusion. Pourquoi ce revirement en 2014?

3. Manquements et oublis.

Il n'y a pas eu de prise en compte de la situation après abattage notamment en ce qui concerne plusieurs conséquences humaines et écologiques.

3.1. Conséquences humaines.

Je ne vous cache pas qu'une riveraine qui, choquée par l'abattage de ces arbres, a été sous médication (Tranxène).
Imaginer également les relations de voisinage et les doutes qui résultent de l'impossibilité d'avoir une vision claire sur ce qui s'est réellement passé en ce qui concerne les pétitions.
Pour de nombreux riverains, c'est avec indignation et une grande tristesse qu'ils voient partir ces arbres et tout ce qu'ils apportent comme bonheur.
Enfin, nous vivions dans un petit paradis écologique (voir photos 1 et 2 en annexe) et nous voici dans ce qui ressemble à une cours de prison (voir photos 3 et 4 en annexe).

3.2. Conséquences écologiques.

Il ne faut pas oublier que cette zône était une zône d'alimentation et d'habitats pour les oiseaux, les insectes, les chauves-souris et autres animaux (voir notamment photos 1 et 2 en annexe).
Le permis ne fait pas mention non plus:
- du lierre qui s'enroulait autour des sapins visés et qui jouait un rôle positif sur la biodiversité, comme le montre le document consultable sur le site suivant: http://documentation.bruxellesenvironnement.be/documents/Biodiversite_2010_FR.PDF
- du sureau qui poussait au milieu des sapins qui servait de garde-manger pour les oiseaux et permettait aux insectes d'en butiner les fleurs.

4. Procédure.

A ma connaissance, avant le début des travaux d'abattage, aucun avis aux intéressés de l'avenue Hélène n'a été:
- affiché sur la voie publique à leur hauteur,
- déposé dans leurs boîtes aux lettres.
Il n'y a pas eu non plus, à ma connaissance, de recherche de la part de la commune pour voir s'il n'y avait pas d'avis différents que ceux des pétitions. Les personnes d'avis différents ont donc été ainsi laissées dans l'ignorance de ce qui se tramait à leur insu. Il leur était donc impossible de réagir avant la catastrophe.
Même s'il s'avèrerait que personne n'a signé la pétition à la place du propriétaire dont il est question au point 1.1., il y a donc vraisemblablement soit:
- pas eu de vérification sérieuse des pétitions (correspondance des signatures et des personnes ou du périmètre indiqués sur la pétition),
- eu un amalgame de personnes étrangères à cette pétition.

5. Suivi.

Aucune mesure de contrôle de la replantation n'est mentionnée. Pourriez-vous me dire quand les contrôles des replantations seront faits?
La grandeur "moyenne" des arbres qui doivent être replantés, comme indiqué dans le permis:
- reste une notion très vague: quelle hauteur en mètres à la plantation, quelle hauteur

en mètres lorsque les arbres seront adultes?
- ne garantit pas une compensation végétale suffisante,
- ne garantit pas l'absence de vis-à-vis avec les immeubles d'en face comme c'était le cas avant l'abattage.

6. Généralités.

Comment a-t-on oublié certains aspects écologiques?
Comment a-t-on oublié d'évaluer les conséquences humaines?
Comment a-t-on pu occulter ou oublier les arguments en défaveur de l'abattage?
Pourquoi avoir oublié de considérer certaines espèces végétales coupées par la même occasion?
Comment a-t-on pu passer à côté de l'évidence qu'il suffisait d'élaguer les arbres et d'en abattre un ou deux éventuellement pour que tout danger soit écarté?
Je rappelle aussi que sur la page d'accueil internet de notre commune il est dit:
"Les témoignages de son passé rural, ses bois, parcs et sites naturels en font une commune verte de la Région de Bruxelles-Capitale".
Elle est dorénavant un peu moins.
"Riche d'un tissu associatif très dense, notre commune a une tradition d'écoute et d'information de ses habitants".
Cela n'a pas été le cas dans ce dossier me semble-t-il (pas toutes les informations et pas à l'écoute de tout le monde).
"Ce site vise à renforcer la participation de tous à la vie de la Cité, ainsi qu'à faciliter vos contacts avec l'administration communale".
C'est vrai qu'on peut consulter les permis d'urbanisme mais pourquoi certains documents ne nous sont pas montrés malgré nos demandes?
"N'hésitez pas à nous faire part de vos informations et suggestions".
C'est bien l'objet de cette interpellation.

7. Demandes.

En conséquence, pouvez-vous:
Vérifier qu'il n'y a pas eu d'abus de signature dans les pétitions.
Corriger le rapport du permis d'urbanisme compte tenu des erreurs et imprécisions.
Arrêter les abattages qui sont inutiles sachant qu'on ne peut déjà plus rien faire pour les autres arbres abattus.
Revoir le taux de compensation végétale.
Faire en sorte de garantir l'absence de vis-à-vis dans un délai raisonnable.
Revoir la procédure d'enquête (commodo/incommodo) dans le futur. A savoir, quand une pétition est introduite, pour effectuer certains travaux, mettre en place une procédure qui permette, avant l'exécution de ceux-ci:
- aux riverains, qui ne seraient pas en faveur de ces travaux, de réagir,
- aux riverains abusivement inclus dans une pétition de demander correction,
- aux autorités communales de:
- mieux juger de la volonté de la majorité des citoyens,
- s'assurer qu'une pétition représente bien la majorité.
Sinon, quand uen minorité se manifeste, une majorité silencieuse pourrait ne pas voir ses droits respectés.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

L'interpellateur."

Het College geeft volgend antwoord:

*"**Wat de petities betreft,** deze werden onderzocht en werden niet gemanipuleerd.*
***Door het gevaar dat de desbetreffende bomen met zich meebrengen en om veiligheidsredenen,** zijn de buren voorstander van deze vergunningsaanvraag (potentiële schade aan hun woningen in geval van het omvallen door felle wind) en overlast (vallen van doornen, dennennaalden en gebrek aan licht). Zij vermelden eveneens dat het snoeien van de bomen het probleem niet zou oplossen en dat het niet esthetisch zou zijn.*
De boomstammen van de coniferen 6, 7, 8 en 11 zijn bedekt met parasieten. De aanvraag vermeldt dat boom 7 overhelt naar het terrein van de aanvrager en boom 6 naar nummer 72 van de Helenalaan. De takken van de bomen 6 en 7 zijn trouwens verstrengeld. Er wordt ook vermeld dat boom 11 overhelt naar nummer 68 van de Helenalaan en niet naar nummer 72.
Het omhakken is gerechtvaardigd door het feit dat de grote dichtheid geen evenwichtige ontwikkeling van de coniferen heeft toegestaan, noch een goede groei van andere soorten.
Omdat er een nieuwe aanplanting is gevraagd, is het voldoende om na te gaan of de bodem wel geschikt is voor nieuwe aanplantingen. Coniferen verzuren echter de grond en voorkomen de groei van andere soorten, zoals de aanwezigheid van andere planten in die tuinzone.
Het snoeien van coniferen wordt over het algemeen toegepast bij hagen om de groei in hoogte tegen te gaan, maar heeft zeker invloed tot de esthetiek van de boom.
Het feit dat de bomen na 40 jaar nog steeds rechtstaan, betekent niet dat ze onkwetsbaar zijn in geval van storm. Het betrof bomen waarvan de groei niet onder controle kon gehouden worden door de dichtheid. Niets bewees dat deze geen risico inhielden.
***Ten aanzien van de gevraagde compensatie** is het de bedoeling om te zorgen dat de beplanting in lijn staat met de grootte van het perceel zodat elke plant op zo een manier kan bloeien en groeien dat zijn stabiliteit gewaarborgd is.*
Tussen de twee vergunningsaanvragen vereiste die van 2012 de herbeplanting van 10 bomen of struiken met lage takken (minder dan 6m) aangezien de grootste ervan werden bewaard.
De vergunning van 2014 vereist daarentegen het opnieuw aanplanten van 10 bomen van gemiddelde grootte (6 tot 10 meter op volgroeide leeftijd) en staat de omhakking van de 8 levensbomen niet toe.
De aanvrager is momenteel begonnen met het opnieuw aanplanten. De bomen hebben tijd nodig om te groeien.
Over het algemeen kijkt de Gemeente Sint-Agatha-Berchem er op toe om een goed evenwicht te behouden in de beplanting en zijn groene zones te bewaren. De kaart van de Gemeente of de luchtfoto's kunnen dit bevestigen. Ook als een groene long dreigt te verdwijnen (bijvoorbeeld het nieuwe vrijetijdscomplex), zal de Gemeente niet aarzelen de goederen te verwerven. Het is duidelijk dat het opnieuw aanplanten er op termijn zal voor zorgen dat de fauna er zich opnieuw zal kunnen nestelen of voedsel zal kunnen vinden.
***Betreffende de bekendmaking** mag de weergave van een vergunning uitsluitend plaatsvinden op het bij de aanvraag betrokken adres. De wettelijke procedure voor het omhakken vraagt geen formeel overleg met de buren.*
***Wat betreft de opvolging** is de gemiddelde grootte van een boom vastgelegd in gespecialiseerde naslagwerken. Het betreft bomen die op een volgroeide leeftijd een hoogte bereiken van 6 tot 10 meter. De aanvrager moet een heraanplanting aanvragen binnen het jaar na de omhakking. Het begin van de werken werd begin november 2014 voorzien.*
Op de specifieke eisen van de aanvrager kunnen wij enkel antwoorden dat stedenbouwkundige vergunningen voor het omhakken van bomen niet onderworpen

zijn aan openbaar onderzoek (behalve in het specifieke geval van interventie in geclassificeerde sites of beschermingszones hiervan). Het is niet aan de Gemeente om de verwerking en de afgifte van vergunningen te herzien aangezien het om een regionale wetgeving gaat. Deze procedure voorziet momenteel niet in het overleg met de buren, noch in een akkoordverplichting tussen deze voor de goedkeuring van een omhakking.

***Tot slot,** zoals hierboven vermeld, wordt elke aanvraag tot omhakken ernstig en diepgaand onderzocht, waaronder zowel de ecologische, als de menselijke, technische, esthetische aspecten en de veiligheid. Er wordt zeker geen lichtzinnige beslissing genomen zoals ook blijkt uit de eerste aanvraag van 2012 die een veel beperktere toestemming kreeg.*

De Gemeente Sint-Agatha-Berchem blijft een zeer groene Gemeente daar zij beschikt over 2 geklasseerde sites, een bos in erfpacht van het Gewest tot het einde van de 21ste eeuw, een groene zone (Hogenbos) waarvoor zij, met het oog op de inrichting van een regionaal natuurpunt en in het kader van een natuurplan, aan Leefmilieu Brussel gevraagd heeft stappen te ondernemen bij de eigenaar (OCMW van Brussel Stad). De lage bevolkingsdichtheid van de Gemeente heeft het daarenboven mogelijk gemaakt om de groene, zowel natuurlijke als aangelegde, pleintjes te bewaren."

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen
Liste des signatures.pdf, Droit d'interpellation d'habitants - AB 7471.pdf

---

26.03.2015/A/0003 **Marchés publics lancés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vertu des articles 234§3 et 236§2 de la Nouvelle Loi Communale - Communication**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 et article 236§2;
Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de passer des marchés par procédure négociée selon l'article 26§1, 1°a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE QUANT AUX MARCHES SUIVANTS:

- Etude de la rénovation des voiries de la rue des Chats (entre l'avenue du Roi Albert et la rue du Zénith) et de la section de la rue du Zénith entre les numéros 49 et 67 (petit clos) – Montant estimé: € 80.000,00 (HTVA) ou € 96.800,00 (21 % TVAC) – Article 421/747-60 BEO – Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 10.02.2015
- Travaux de fourniture et pose de clôtures - Programme 2015 - Montant estimé: € 17.500,00 (HTVA) ou € 21.175,00 (21% TVAC) - Article 766/725-60 BEO - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale - Collège du 10.03.2015

Le Conseil est informé.

Overheidsopdrachten opgestart door het College van Burgemeester en Schepenen krachtens artikelen 234§3 en 236§2 van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 en artikel 236§2;
Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE VOOR DE VOLGENDE OPDRACHTEN:

- Studie van de renovatie van de wegenissen van de Kattestraat (tussen de Koning Albertlaan en de Zenitstraat) en van de sectie van de Zenitstraat tussen de nummers 49 en 67 (kleine gaarde) – Geraamd bedrag: € 80.000,00 (excl. BTW) of € 96.800,00 (21 % BTWI) – Artikel 421/747-60 BGB – Goedkeuring van de voorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 10.02.2015
- Werken van levering en plaatsing van afsluitingen - Programma 2015 - Geraamd bedrag € 17.500,00 (excl. BTW) of € 21.175,00 (21% BTWI) - Artikel 766/725-60 BGB - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet - College van 10.03.2015

De Raad wordt geïnformeerd.

1 annexe / 1 bijlage
IC - Remarque - Opmerking.docx

26.03.2015/A/0004 **Fabrique d'Eglise de la Basilique Nationale du Sacré-Coeur – Budget 2015 – Avis**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002;
Vu les articles 255 et 256 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la décision du Conseil de la Fabrique d'Eglise de la Basilique Nationale du Sacré-Cœur du 10 juin 2014 arrêtant une nouvelle version de son budget 2015 et qui présente les résultats suivants:
Recettes : € 185.934,94
Dépenses : € 185.934,94
Boni : € 0,00
Considérant qu'il résulte de l'examen de ce document que cette Fabrique d'Eglise, pour présenter un budget en équilibre, a inscrit un total de € 150.295,34 comme subside pour couvrir les frais ordinaires du culte (art. 17 des recettes ordinaires);
Considérant que ce subside est à répartir entre les Communes de Ganshoren, Jette, Berchem-Sainte-Agathe et Koekelberg, au prorata du nombre de paroissiens, ce qui représente pour la Commune de Berchem-Sainte-Agathe une intervention de € 21.079,96:
€ 150.295,34 x 1,911 = € 21.079,96

13,625
Considérant que la Commune de Jette a émis un avis favorable;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article unique:
Un avis favorable au budget 2015 de la Fabrique d'Eglise de la Basilique Nationale du Sacré-Coeur est émis.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.
Abstention : Marc Hermans, Luc Demullier, Katia Van den Broucke, Nicolas Stassen.

Kerkfabriek van de Nationale Basiliek van het Heilig Hart – Begroting 2015 – Advies

DE RAAD,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten, inzonderheid artikel 8, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;
Gelet op de artikels 255 en 256 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de beslissing van de Bestuursraad van de Kerkfabriek van de Nationale Basiliek van het Heilig Hart van 10 juni 2014 houdende vaststelling van een nieuwe aangepaste versie van haar begroting 2015 en waarvan het overzicht hierna volgt:
Ontvangsten : € 185.934,94
Uitgaven : € 185.934,94
Boni : € 0,00
Overwegende dat uit het onderzoek van dit document blijkt dat de Kerkfabriek een evenwichtige begroting dient voor te leggen en hiervoor een totaal van € 150.295,34 heeft ingeschreven als toelage voor het dekken van de gewone kosten van de eredienst (art. 17 van de gewone ontvangsten);
Overwegende dat deze toelage te verdelen is tussen de Gemeenten Ganshoren, Jette, Sint-Agatha-Berchem en Koekelberg, naar rato van het aantal parochianen, wat voor de Gemeente Sint-Agatha-Berchem een tussenkomst betekent van € 21.079,96:
€ 150.295,34 x 1,911 = € 21.079,96
13,625
Overwegende dat de Gemeente Jette een gunstig advies heeft verleend;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt:

Enig artikel:
De begroting 2015 van de Kerkfabriek van de Nationale Basiliek van het Heilig Hart wordt gunstig geadviseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.
Onthouding : Marc Hermans, Luc Demullier, Katia Van den Broucke, Nicolas Stassen.

2 annexes / 2 bijlagen
B2015 FE Basilique - Avis Commune Jette.pdf, Courrier+commentaire Trésorier-Budget 2015.pdf

---

26.03.2015/A/0005 **"Assainissement et amélioration du logement populaire" (ASSAM) scrl - Approbation des statuts, adhésion comme associé et acquisition de parts sociales**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 120§2 de la Nouvelle Loi Communale;
Considérant que dans le cadre de la fusion projetée des SISP ASSAM, Home Bruxellois et La Cité Moderne, c'est la scrl "Assainissement et amélioration du logement populaire" (ASSAM) qui sera la société absorbante des autres SISP;
Considérant que la nouvelle entité gérera un patrimoine de près de 3.300 logements dont environ 800 sont situés sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe;
Considérant que la nouvelle entité sera renforcée en 2016 par les apports de SORELO dont la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et son CPAS sont les deux actionnaires de référence avec respectivement 524 parts et 50 parts, soit 23,13% des votes en Assemblée Générale;
Considérant qu'il est dès lors de l'intérêt de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe d'adhérer à ASSAM sans attendre la fusion;
Vu les statuts de la scrl ASSAM tels que publiés au Moniteur belge du 19.12.2014;
Attendu les courriers d'ASSAM du 19.01.2015 puis du 29.01.2015 informant la Commune de Berchem-Sainte-Agathe de la décision de leur Conseil d'Administration du 28.01.2015;
Vu la décision du Conseil d'administration d'ASSAM du 28.01.2015 d'admettre la Commune de Berchem-Sainte-Agathe comme associée et de lui céder 5 parts d'une valeur de €10,00 chacune;
Considérant que l'approbation de la SLRB a été sollicitée par ASSAM;
Vu que l'article 12 des statuts d'ASSAM prévoit que le nouvel associé doit verser la fraction immédiatement libératoire des parts souscrites;
Considérant que le montant à libérer s'élève donc à 25% de €50,00, soit un montant de €12,50;
Considérant que le versement sera effectué à partir de l'article 922/816-51 du service extraordinaire du budget 2015;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
La Commune de Berchem-Sainte-Agathe adhère comme associée à la scrl "Assainissement et amélioration du logement populaire" (ASSAM) dont le siège est situé Place de Brouckère 12-22 à 1000 Bruxelles et en approuve les statuts.
Article 2:
La Commune de Berchem-Sainte-Agathe acquiert cinq parts sociales de l'ASSAM à €10,00 libérables à concurrence d'un quart. La dépense sera effectuée à partir de l'article 922/816-51 du service extraordinaire du budget 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

"Sanering en verbetering voor de volkshuisvesting" (ASSAM) cvba - Goedkeuring van de statuten, toetreding als geassocieerde en aankoop van sociale aandelen

DE RAAD,

Gezien de artikels 117 en 120§2 van de Nieuwe Gemeentewet;
Overwegende dat, in het kader van de vooropgestelde fusie van de OVM ASSAM,

Brussels Thuis en "La Cité Moderne", het de cvba "Sanering en verbetering voor de volkshuisvesting" (ASSAM) is die de overkoepelende onderneming van de andere OVM zal zijn;
Overwegende dat de nieuwe entiteit een patrimonium zal beheren van om en bij de 3.300 woningen waarvan er ongeveer 800 gesitueerd zijn op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem;
Overwegende dat de nieuwe entiteit in 2016 versterkt zal worden door de rapporten van SORELO, waarvan de Gemeente Sint-Agatha-Berchem en haar OCMW de twee referentie-aandeelhouders zijn met respectievelijk 524 en 50 aandelen, hetzij 23,13% van de stemmen in de Algemene Vergadering;
Overwegende dat het aldus in het belang van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem is om tot ASSAM toe te treden zonder te wachten op de fusie;
Gezien de statuten van de cvba ASSAM zoals deze op 19.12.2014 gepubliceerd werden in het Belgisch Staatsblad;
Gelet op de brieven dd. 19.01.2015 en 29.01.2015 van ASSAM die de Gemeente Sint-Agatha-Berchem informeren over de beslissing van hun Raad van Bestuur van 28.01.2015;
Gezien de beslissing van de Raad van Bestuur van ASSAM dd. 28.01.2015 om de Gemeente Sint-Agatha-Berchem toe te laten als geassocieerde en deze 5 aandelen over te dragen van elk €10,00;
Overwegende dat de goedkeuring van de BGHM gevraagd werd door ASSAM;
Gezien artikel 12 van de statuten van ASSAM voorziet dat de hoedanigheid van geassocieerde slechts verworven wordt door onmiddellijke volstorting van de fracties van de onderschreven aandelen;
Overwegende dat het vrij te maken bedrag dus 25% van €50,00 bedraagt, wat neerkomt op €12,50;
Overwegende dat de storting uitgevoerd zal worden vanaf artikel 922/816-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2015;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:
De Gemeente Sint-Agatha-Berchem treedt toe als geassocieerde tot de cvba "Sanering en verbetering voor de volkshuisvesting" (ASSAM), waarvan de zetel gevestigd is te 1000 Brussel, Brouckèreplaats 12-22 en keurt er de statuten van goed.
Artikel 2:
De Gemeente Sint-Agatha-Berchem verwerft vijf sociale aandelen van ASSAM aan €10,00 die voor één vierde volgestort kunnen worden. De uitgave zal uitgevoerd worden vanaf artikel 922/816-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2015.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
Statuten Assam_NL.pdf, STATUTS ASSAM.pdf, Courrier ASSAM 29.01.2015.pdf

---

26.03.2015/A/0006 **Création de l'asbl Comité du Bal du Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe - Approbation des statuts**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117;
Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

Vu la décision du Conseil communal dd. 20 juin 2013 concernant l'organisation du Bal du Bourgmestre, notamment son article 3: *"Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de la préparation de la création d'une asbl communale dont l'objectif est l'organisation d'un "Bal du Bourgmestre" à des fins strictement caritatives et de soutien financier à des projets sociaux"*;
Attendu l'amendement écrit de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, déposé le 24.03.2015, proposant de compléter l'article 32 comme suit: *"La convocation doit être faite par mail dans un délai de huit jours calendriers au moins avant la date prévue pour la réunion. Elle mentionnera l'ordre du jour. La convocation peut également être adressée par courrier postal sur demande formulée auprès du président du conseil d'administration.* ***Le PV de la séance précédente est joint à la convocation."***;
Vu que le Conseil communal a approuvé cet amendement par 25 voix oui et 1 voix non;
Attendu l'amendement écrit de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, déposé le 24.03.2015, proposant de modifier l'article 35 comme suit: *"Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans un procès-verbal inscrit dans un registre tenu au siège social. Les procès-verbaux sont signés par le président ou la personne qui le remplace et un administrateur.* ***~~Lecture en est faite à la première séance qui suit pour approbation~~. Le PV est approuvé à la séance suivante."***;
Vu que le Conseil communal a approuvé cet amendement par 25 voix oui et 1 voix non;

ARRETE ce qui suit:

Article unique:
Le projet de statuts de l'asbl Comité du Bal du Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe, est approuvé comme suit:

"COMITE DU BAL DU BOURGMESTRE DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE ASBL

STATUTS

En vertu de la décision du Conseil communal du 20 juin 2013 relative à l'organisation du Bal du Bourgmestre, les soussignés ... (nom, prénoms, domicile,)

- *Joël RIGUELLE, domicilié Avenue Evariste De Meersman, 56, 1082-Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité Belge*
- *Agnès VANDEN BREMT, domiciliée Zevensterrenstraat, 35/b3.1, 1082-Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité Belge*
- *Michaël VANDER MYNSBRUGGE, domicilié Avenue Josse Goffin, 114, 1082-Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité Belge*

ont convenu de constituer une association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921, dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

CHAPITRE I - Dénomination, siège social

Article 1 - Dénomination
L'association sans but lucratif prend pour dénomination: " Comité du Bal du Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe asbl " (ci-après: "l'association").

Article 2 - Siège social

L'association a son siège social dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Il est établi à l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe, avenue du Roi Albert 33, à 1082 Berchem-Sainte-Agathe.

Article 3
Le siège de l'association peut être transféré à tout autre endroit sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des membres présents et valablement représentés.

CHAPITRE II - Objet, durée de l'association

Article 4 - But
L'association a pour but d'apporter un soutien de toute nature à des personnes ou groupements en situation de difficulté matérielle ou morale.
Entrent notamment dans son objet social:

- *l'organisation et le financement des activités et des manifestations sociales, humanitaires, philanthropiques, culturelles, récréatives, sportives et d'éducation permanente ainsi que des formations, conférences, séjours, excursions et vacances;*
- *l'organisation d'activités ou manifestations visant la récolte de fonds destinés à rencontrer l'objet social de l'association;*
- *l'apport d'une aide financière ponctuelle aux bénéficiaires en situation de détresse;*
- *l'apport d'une aide financière ou logistique, dans le cadre d'un accord de coopération, aux partenaires de la commune ou des associations reconnues.*

Article 5
L'association peut accomplir toute opération juridique et accorder son aide par tout moyen à des personnes physiques ou morales poursuivant les mêmes buts ou dont l'activité contribuerait ou pourrait contribuer à la réalisation de ceux-ci.

Article 6
L'association peut disposer de tous les moyens et accomplir tous les actes nécessaires, directement ou indirectement, à la réalisation de son objet. L'association peut bénéficier de la mise à disposition de biens ou de personnel par l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe.

Article 7 - Durée
L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute par l'assemblée générale.

CHAPITRE III - Membres de l'association

Article 8
Les membres de l'association sont désignés par le Conseil communal de Berchem-Sainte-Agathe. La qualité de conseiller communal n'est pas exigée pour être membre.

Article 9
L'association est composée:

- *d'un délégué par deux élus du Conseil communal, élus sur la même liste, tel qu'il apparait aux dernières élections; Si le nombre de membres issus d'une*

même liste est impair, le nombre de membres est arrondi à l'unité supérieure;

- *du Bourgmestre, en tant que membre de droit ou de son délégué. Le Bourgmestre n'est pas pris en compte pour la répartition des mandats;*
- *d'un fonctionnaire désigné par le conseil d'administration pour assurer sans voix délibérative la fonction de secrétaire comptable de l'association.*

Le nombre minimum des membres ne peut être inférieur à 8.

Article 10 - Cotisations
Les membres ne sont astreints à aucun droit d'entrée, ni aucune cotisation.

Article 11 - Durée du mandat
La durée du mandat des membres est identique à la durée d'une législature communale.
Les mandats expirent de plein droit le 1er jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel les élections communales ont été organisées.
Les mandats des membres sont renouvelables.

Article 12 - Démission – exclusion - décès
Tout membre est libre de se retirer de l'association en adressant sa démission par écrit au président du conseil d'administration.
L'exclusion ou la suspension d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale, statuant au scrutin secret et à la majorité des 2/3 des voix des membres présents ou valablement représentés.

Article 13
Le membre démissionnaire, suspendu, ou exclu, ainsi que les héritiers et ayants droit du membre décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social.
Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaires.

Article 14 - Registre des membres
Le conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres de l'association indiquant leurs noms, prénoms, et domiciles conformément à la loi du 27 juin 1921.
Toutes les décisions d'admission, de démission, de suspension ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du conseil d'administration dans les huit jours de la connaissance desdites décisions.
Une copie du registre des membres sera déposée au greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles, conformément à la loi du 27 juin 1921.

CHAPITRE IV - Assemblée générale

Article 15 - Composition
L'assemblée générale est composée de tous les membres. Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou, s'il est absent, par le vice-président ou par le plus âgé des administrateurs présents.

Article 16 - Réunions
L'assemblée générale tient au moins deux réunions par an, la première au plus tard six mois après la clôture de l'exercice afin d'examiner et d'approuver les comptes de l'exercice écoulé, et la seconde avant le 31 décembre afin d'approuver le budget de l'exercice suivant.
Un rapport d'activités relatif à l'exercice écoulé sera présenté annuellement à

l'approbation des membres de l'association et transmis au Conseil communal.

Article 17
L'assemblée générale peut également être convoquée à tout moment par décision du conseil d'administration.
Elle doit être réunie lorsqu'un cinquième au moins des membres ayant droit de vote en fait la demande.
L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration dans les cas prévus par la loi ou les statuts ou lorsqu'un cinquième au moins des membres en fait la demande. Dans ce dernier cas, à défaut de dispositions statutaires, le conseil d'administration convoque l'assemblée générale dans les vingt et un jours de la demande de convocation. L'assemblée générale se tient au plus tard le quarantième jour suivant cette demande.

Article 18
La convocation à l'assemblée générale est envoyée aux membres par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par deux administrateurs, par courrier électronique adressée au moins quinze jours calendrier avant l'assemblée. La convocation peut également être adressée par courrier postal sur demande formulée auprès du président du conseil d'administration.
L'ordre du jour est mentionné dans la convocation.
Les réunions se tiennent au jour, à l'heure et au lieu mentionnés dans la convocation.
Toute proposition signée par le vingtième des membres ayant droit de vote doit également être portée à l'ordre du jour.

Article 19
Sauf dans les cas prévus par la loi du 27 juin 1921, l'assemblée générale peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour si cette demande recueille l'approbation de la moitié au moins des membres ayant droit de vote présents ou représentés.

Article 20
Les membres de l'association qui ne peuvent assister à une réunion peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre. Chaque mandataire ne peut être porteur que d'une procuration par réunion.

Article 21
Tous les membres ont un droit de vote égal à l'assemblée générale.

Article 22
Les décisions sont adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou valablement représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts. En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.
Les votes nuls ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

Article 23 - Procès-verbaux
Les réunions de l'assemblée générale font l'objet d'un procès-verbal signé par le président du conseil d'administration ou la personne qui le remplace et un administrateur. Les procès-verbaux sont conservés au siège de l'association, où ils peuvent être consultés sur simple demande écrite par toute personne justifiant d'un intérêt légitime.

Article 24 - Pouvoirs
L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Sont réservés à sa compétence:

- *La modification des statuts*
- *La nomination et la révocation des administrateurs*
- *La nomination et la révocation des vérificateurs aux comptes et la fixation de leur rémunération au cas où elle leur est attribuée*
- *La décharge à octroyer aux vérificateurs aux comptes*
- *La décharge à octroyer aux administrateurs*
- *L'approbation des budgets et des comptes*
- *La conclusion d'emprunts*
- *Les admissions et exclusions des membres*
- *La dissolution volontaire de l'association.*

Article 25
L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou la modification des statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres.
Une modification des statuts ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou valablement représentés à la première réunion, il en sera convoqué une seconde, qui peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

CHAPITRE V - Conseil d'administration

Article 26 - Composition
L'association est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au minimum, désignés par l'assemblée générale.
Toutefois, le conseil d'administration devra compter:

- *un membre par fraction de trois conseillers, élus sur la même liste, tel qu'il apparait aux dernières élections;*
- *le Bourgmestre, administrateur de droit.*

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale en son sein et sont de tout temps révocables par elle. La durée de leur mandat ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Article 27
Les administrateurs sont libres de démissionner à tout moment, par courrier recommandé adressé au président du conseil d'administration. La démission est effective à l'issue de l'assemblée générale nommant un successeur.

Article 28
En cas de vacance d'une place d'administrateur ou de vérificateur aux comptes, les administrateurs restants et les vérificateurs aux comptes réunis ont le pouvoir d'y pourvoir provisoirement. Dans ces cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion qui suit cette cooptation, procède à l'élection définitive pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat.

Article 29
Le Bourgmestre est de droit le président de l'association. Le secrétaire et le trésorier de l'association sont désignés par le conseil d'administration en son sein.
Le fonctionnaire communal désigné par le conseil d'administration conformément à l'article 9 des présents statuts, assure, sans voix délibérative, la fonction de secrétaire-comptable du conseil d'administration.

Article 30 - Gratuité du mandat
Le mandat d'administrateur de l'association est gratuit.

Article 31 - Réunions
Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, sauf délégation de cette compétence à un autre membre.
Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige.

Article 32
La convocation doit être faite par mail dans un délai de huit jours calendriers au moins avant la date prévue pour la réunion. Elle mentionnera l'ordre du jour. La convocation peut également être adressée par courrier postal sur demande formulée auprès du président du conseil d'administration. Le PV de la séance précédente est joint à la convocation.

Article 33
Le conseil d'administration délibère valablement lorsque la moitié des membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est à nouveau convoqué dans la huitaine. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre d'administrateur présents ou représentés.

Article 34
Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 35
Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans un procès-verbal inscrit dans un registre tenu au siège social.
Les procès-verbaux sont signés par le président ou la personne qui le remplace et un administrateur.
Le PV est approuvé à la séance suivante.

Article 36 - Pouvoirs
Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires de l'association.
Tous ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi et les statuts est de sa compétence.

Article 37 - Bureau
Le conseil d'administration peut désigner en son sein un bureau composé d'un(e) vice-président(e), un(e) trésorier(e) et un(e) secrétaire. Il peut également désigner un(e) secrétaire adjoint(e) et un(e) trésorier adjoint(e), externe à l'association.
Le bureau est présidé par le président du conseil d'administration.

Article 38
Le conseil d'administration délègue au bureau, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion.

Il peut également déléguer des pouvoirs spéciaux à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, agissant soit individuellement, soit conjointement, soit en collège.
La décision de délégation doit être prise à l'unanimité des administrateurs présents ou valablement représentés. Elle précise la manière d'exercer les pouvoirs délégués.
Les administrateurs agissent, sauf délégation spéciale, en collège.

Article 39
Sauf dérogations légales ou statutaires, l'association est valablement représentée dans tous les actes ou en justice par son président. En tant qu'organe, il n'aura pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable ou d'une procuration du conseil d'administration.

Article 40
Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association. Sauf cas de dol ou de fautes répétées, leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et aux fautes commises dans leur gestion.

Article 41
La démission ou la révocation d'un administrateur met fin à tout pouvoir délégué par le conseil d'administration.

Article 42 - Experts externes
Le conseil d'administration peut faire appel à des experts externes à l'association, qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Article 43 - Vérification des comptes
La gestion du conseil d'administration est surveillée par deux vérificateurs aux comptes nommés pour un an maximum par l'assemblée générale. Cette nomination peut être renouvelée.
Les vérificateurs aux comptes ont un droit illimité de contrôle et de surveillance.
Ils peuvent prendre connaissance sans déplacement de toutes les écritures de l'association. Ils soumettront à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils estiment convenables.

CHAPITRE VI - Dispositions finales

Article 44 - Mentions légales
Tous les actes, documents, annonces, publications quelconques et autres pièces émanant de l'association mentionneront le nom de l'association suivi de l'indication "asbl".

Article 45 - Exercice social
L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Article 46 - Dissolution
En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.
L'actif net de l'association dissoute sera transmis à l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe, à charge pour cette dernière de l'affecter à des activités entrant dans les buts poursuivis par l'association.

Article 47 - Dispositions applicables

Tout ce qui n'est pas expressément prévu par les présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif et les arrêtés pris pour son exécution."

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 24 votes positifs, 1 vote négatif, 1 abstention.
Non : Luc Demullier.
Abstention : Nicolas Stassen.

Oprichting van de vzw Comité van het Bal van de Burgemeester van Sint-Agatha-Berchem - Goedkeuring van de statuten

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 117;
Gezien de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;
Gezien de beslissing van de Gemeenteraad dd. 20 juni 2013 betreffende de organisatie van het Bal van de Burgemeester, meer bepaald artikel 3: *"Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met de voorbereiding van de oprichting van een gemeentelijke vzw waarvan het objectief het organiseren is van een "Bal van de Burgemeester", enkel bestemd voor liefdadigheidsdoelen en als financiële ondersteuning aan sociale projecten "*;
Gelet op het schriftelijke amendement van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, ingediend op 24.03.2015, waarbij voorgesteld wordt om artikel 32 als volgt te vervolledigen: *"De oproeping moet gebeuren via mail minstens acht dagen voor de voorziene vergaderdatum. Zij vermeldt de dagorde. De oproepingsbrief kan eveneens, op vraag aan de voorzitter van de raad van bestuur, per gewone brief bezorgd worden.* ***Het PV van de vorige zitting wordt bij de oproeping gevoegd."***;
Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft goedgekeurd met 25 jastemmen en 1 neenstem;
Gelet op het schriftelijke amendement van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, ingediend op 24.03.2015, waarbij voorgesteld wordt om artikel 35 als volgt te wijzigen: *" De beslissingen van de raad van bestuur zijn opgetekend in een register van processen-verbaal bewaard op de hoofdzetel. De processen-verbaal worden getekend door de voorzitter of de persoon die hem vervangt en een bestuurder.* ***~~Deze worden gelezen ter goedkeuring tijdens de eerstvolgende vergadering~~. Het PV wordt goedgekeurd tijdens de volgende vergadering."***
Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft goedgekeurd met 25 jastemmen en 1 neenstem;

BESLUIT wat volgt:

Enig artikel:
Het ontwerp van statuten van de vzw Comité van het Bal van de Burgemeester van Sint-Agatha-Berchem wordt als volgt goedgekeurd:

"COMITE VAN HET BAL VAN DE BURGEMEESTER VAN SINT-AGATHA-BERCHEM VZW

STATUTEN

Krachtens het besluit van de Gemeenteraad van 20 juni 2013 met betrekking tot de organisatie van het Bal van de Burgemeester, hebben de ondergetekenden ... (naam,

voornaam, woonplaats)

- *Joël RIGUELLE, wonende Evariste De Meersmanlaan,56, 1082-Sint-Agatha-Berchem, van Belgische nationaliteit*
- *Agnès VANDEN BREMT, wonende Zevensterrenstraat,35/b3.1, 1082-Sint-Agatha-Berchem, van Belgische nationaliteit*
- *Michaël VANDER MYNSBRUGGE, wonende Josse Goffinlaan,114, 1082-Sint-Agatha-Berchem, van Belgische nationaliteit*

ingestemd met de oprichting van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921, en er de statuten als volgt van vast te leggen:

HOOFDSTUK I - Benaming, maatschappelijke zetel

Artikel 1 - Benaming
De vereniging zonder winstoogmerk draagt de naam: "Comité van het Bal van de Burgemeester van Sint-Agatha-Berchem vzw" (hierna: "de vereniging").

Artikel 2 - Maatschappelijke zetel
De vereniging heeft haar zetel in het gerechtelijk arrondissement Brussel. Hij is gevestigd bij het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem, Koning Albertlaan 33 te 1082 Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 3
Mits beslissing van de algemene vergadering bij twee derde meerderheid van de aanwezige en geldig vertegenwoordigde stemmen, kan de zetel verplaatst worden naar elke andere plaats op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.

HOOFDSTUK II - Doel, duur van de vereniging

Artikel 4 - Doel
De vereniging heeft als doel om ondersteuning te bieden aan personen of groeperingen in een moeilijke situatie, op materieel of moreel vlak.
Maken onder andere deel uit van de sociale doelstelling:

- *de organisatie en financiering van activiteiten en sociale, humanitaire, filantropische, culturele, recreatieve, sportieve evenementen en permanent onderwijs, alsmede opleiding, conferenties, verblijven, excursies en vakanties;*
- *de organisatie van activiteiten of evenementen om fondsen te werven voor het voldoen aan de sociale doelstellingen van de vereniging;*
- *het verstrekken van een éénmalige financiële steun aan begunstigden in een noodsituatie;*
- *het verlenen van financiële of logistieke hulp, in het kader van een samenwerkingsovereenkomst met de gemeentelijke partners of erkende verenigingen.*

Artikel 5
De vereniging kan alle juridische transacties uitvoeren en bijstand verlenen aan fysieke of morele personen met dezelfde doelen of waarvan de activiteiten bijdragen tot het realiseren van deze.

Artikel 6
De vereniging mag voor de realisatie van haar doel over alle middelen beschikken en

alle noodzakelijke besluiten uitvoeren, direct of indirect. Om haar sociaal doel te bereiken, kan de vereniging genieten van de ter beschikkingstelling van goederen of personeel door het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 7 - Duur
De vereniging is opgericht voor onbepaalde duur. Ze kan te allen tijde worden ontbonden door de algemene vergadering.

HOOFDSTUK III - Leden van de vereniging

Artikel 8
De leden worden aangewezen door de Gemeenteraad van Sint-Agatha-Berchem. De hoedanigheid van gemeenteraadslid is niet vereist voor het lidmaatschap.

Artikel 9
De vereniging is samengesteld uit:

- *een vertegenwoordiger per twee verkozenen van de Gemeenteraad, verkozen op dezelfde lijst, zoals vermeld tijdens de laatste verkiezingen; Indien het aantal leden uit dezelfde lijst oneven is, wordt het aantal leden afgerond naar de hogere eenheid.*
- *de Burgemeester, als lid van rechtswege of als afgevaardigde. Met de Burgemeester wordt geen rekening gehouden bij de verdeling van de mandaten.*
- *een ambtenaar die door de raad van bestuur benoemd werd om, zonder stemrecht, de functie van boekhoudkundig secretaris van de vereniging te verzekeren.*

Het aantal leden mag niet minder zijn dan 8.

Artikel 10 - Bijdragen
De leden zijn niet onderworpen aan toegangsgeld noch aan lidgeld.

Artikel 11 - Duur van het mandaat
Het mandaat van de leden is hetzelfde als de duur van een gemeentelijke legislatuur. De mandaten verlopen van rechtswege op de eerste dag van de vierde maand die volgt op diegene tijdens dewelke de gemeenteraadsverkiezingen werden georganiseerd. Het mandaat is hernieuwbaar.

Artikel 12 - Ontslag – uitsluiting - overlijden
Elk lid kan op elk moment een einde stellen aan zijn mandaat door zijn ontslag schriftelijk mede te delen aan de voorzitter van de raad van bestuur.
De uitsluiting of het ontslag van een lid kan enkel uitgesproken worden door de algemene vergadering, na geheime stemming en met een 2/3 meerderheid der stemmen van de aanwezige of geldig vertegenwoordigde leden.

Artikel 13
Het ontslagnemend lid, geschorst of uitgesloten, evenals de erfgenamen of rechthebbenden van overleden leden, hebben geen enkel recht op het sociaal fonds. Zij kunnen geen aanspraak maken of verzoeken om verklaringen over lijsten, rekeningen, verzegelingen of inventarissen.

Artikel 14 - Ledenregister
De raad van bestuur houdt een register van de leden bij op het adres van de zetel van de vereniging dat vermelding maakt van hun naam, voornaam en woonplaats

overeenkomstig de wet van 27 juni 1921.
Alle beslissingen betreffende de toetreding, het ontslag of de uitsluiting van de leden worden in dit register opgenomen door toedoen van de raad van bestuur binnen de acht dagen volgend op de kennisname van deze beslissingen.
Een kopie van het ledenregister zal worden neergelegd bij de griffie van de Rechtbank van Koophandel van Brussel, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921.

HOOFDSTUK IV - Algemene vergadering

Artikel 15 - Samenstelling
De algemene vergadering is samengesteld uit alle leden. Ze wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens afwezigheid, door de vice-voorzitter of de oudste der aanwezige bestuurders.

Artikel 16 - Vergaderingen
De algemene vergadering houdt minstens twee vergaderingen per jaar, de eerste ten laatste zes maanden na de afsluiting van het boekjaar teneinde de rekeningen van het voorbije jaar te onderzoeken en goed te keuren, en een tweede vóór 31 december teneinde de begroting voor het volgend boekjaar goed te keuren.
Er zal jaarlijks een activiteitenverslag voorgesteld worden van het voorbije werkjaar ter goedkeuring door de leden van de vereniging en overgemaakt worden naar de Gemeenteraad.

Artikel 17
De algemene vergadering kan eveneens op elk moment bijeengeroepen worden per beslissing van de raad van bestuur.
Ze moet samengeroepen worden wanneer één vijfde van de stemgerechtigde leden zulks vraagt.
De algemene vergadering wordt bijeengeroepen door de raad van bestuur, zoals bepaald door de wet of de statuten of wanneer ten minste één vijfde van de leden daarom verzoekt.
In het laatste geval, bij gebrek aan statutaire bepalingen, roept de raad van bestuur, binnen de eenentwintig dagen na de oproeping, de algemene vergadering bijeen. De algemene vergadering wordt uiterlijk op de veertigste dag na het verzoek gehouden.

Artikel 18
De bijeenroeping tot de algemene vergadering wordt aan de leden verstuurd door de voorzitter van de raad van bestuur, of bij diens afwezigheid, door twee bestuurders, per elektronische brief, ten minste vijftien dagen voor de vergadering. De oproepingsbrief kan eveneens, op vraag aan de voorzitter van de raad van bestuur, per gewone brief bezorgd worden.
De oproepingsbrief vermeldt de dagorde.
De vergaderingen zullen plaatsvinden op de dag, het uur en de plaats vermeld in de oproepingsbrief.
Elk voorstel dat door minstens één twintigste van de effectieve leden wordt ondertekend, moet eveneens op de dagorde komen.

Artikel 19
Tenzij in de gevallen voorzien door de wet van 27 juni 1921, kan de algemene vergadering slechts rechtsgeldig beraadslagen over punten die niet op de dagorde werden geplaatst indien deze aanvraag de goedkeuring krijgt van minstens de helft van de effectieve of geldig vertegenwoordigde leden.

Artikel 20

De leden van de vereniging die niet kunnen deelnemen aan een vergadering, kunnen zich in de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een ander lid. Elke mandataris kan slechts houder zijn van één volmacht per zitting.

Artikel 21
Alle leden hebben gelijk stemrecht in de algemene vergadering.

Artikel 22
De beslissingen worden bij eenvoudige meerderheid van de aanwezige of geldig vertegenwoordigde stemmen genomen, behalve wanneer anders werd beslist bij wet of in onderhavige statuten. In geval van verdeeldheid der stemmen is de stem van de voorzitter of de bestuurder die hem vervangt doorslaggevend.
Ongeldige stemmen en onthoudingen worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de meerderheid.

Artikel 23 - Processen-verbaal
De algemene vergaderingen zijn het onderwerp van een proces-verbaal ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of de persoon die hem vervangt en een beheerder.
De processen-verbaal wordt bewaard op de zetel van de vereniging waar de leden er kennis van kunnen nemen op eenvoudige schriftelijke vraag gericht aan de voorzitter.

Artikel 24 - Bevoegdheden
De algemene vergadering heeft de soevereine bevoegdheid van de vereniging. Ze heeft meer bepaald volgende bevoegdheden:

- *De wijziging der statuten*
- *De benoeming en herroeping van de bestuurders*
- *De benoeming en herroeping van diegenen die aangesteld zijn om de rekeningen te controleren en de vaststelling van hun bezoldiging wanneer deze voorzien is*
- *Kwijting te geven aan diegenen die aangesteld zijn om de rekeningen te controleren*
- *Kwijting te geven aan de bestuurders*
- *De goedkeuring van begrotingen en rekeningen*
- *Het afsluiten van leningen*
- *De aanwervingen en uitsluitingen van leden*
- *De vrijwillige ontbinding van de vereniging.*

Artikel 25
De algemene vergadering kan slechts geldig beraadslagen over de ontbinding van de vereniging of de wijziging van de statuten indien dit speciaal vermeld is in de oproeping en indien de vergadering vertegenwoordigd is door minstens twee derde van de leden.
Geen enkele wijziging aan de statuten kan aangebracht worden dan bij een tweederde meerderheid van de stemmen van de aanwezige of geldig vertegenwoordigde leden.
Indien tweederde van de leden niet aanwezig zijn of geldig vertegenwoordigd zijn tijdens de eerste vergadering, zal een tweede vergadering worden bijeengeroepen, die dan geldig kan beraadslagen, onafhankelijk van het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

HOOFDSTUK V - Raad van bestuur

Artikel 26 - Samenstelling
De vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur, samengesteld uit minstens drie leden, aangesteld door de algemene vergadering.
Evenwel moet de raad van bestuur bestaan uit:

- *een lid per fractie van drie raadsleden, verkozen op dezelfde lijst, zoals verschenen tijdens de laatste verkiezingen;*
- *de Burgemeester, lid van rechtswege.*

De bestuurders worden benoemd tijdens de algemene vergadering en zijn ten allen tijd herroepbaar door deze. De duur van hun mandaat mag niet meer dan zes jaar bedragen. Het is hernieuwbaar.

Artikel 27
De leden kunnen op elk moment een einde stellen aan hun mandaat door hun ontslag per aangetekend schrijven mede te delen aan de voorzitter van de raad van bestuur. Het ontslag gaat van kracht indien op het einde van de algemene vergadering een opvolger is benoemd.

Artikel 28
In geval van een vacante plaats als bestuurder of controleur van de rekeningen, hebben de bestaande bestuurders en de controleurs van de rekeningen de macht om dit tijdelijk te overzien. In deze gevallen zal de algemene vergadering tijdens haar eerste vergadering volgend op deze coöptatie, overgaan tot de definitieve stemming voor de tijd die nodig is voor de voltooiing van het mandaat.

Artikel 29
De Burgemeester is van rechtswege de voorzitter van de vereniging. De secretaris en de schatbewaarder van de vereniging zijn verkozen door de raad van bestuur.
De door de raad van bestuur aangewezen gemeenteambtenaar, overeenkomstig artikel 9 van deze statuten, zal, zonder stemrecht, de functie van secretaris-boekhouder van de raad van bestuur verzekeren.

Artikel 30 - Onbezoldigdheid van het mandaat
Het mandaat van bestuurder van de vereniging is gratis.

Artikel 31 - Vergaderingen
De raad van bestuur komt samen op vraag van de voorzitter, behoudens volmacht van deze bevoegdheid aan een ander lid.
Hij vergadert telkens als de vereniging het nodig acht.

Artikel 32
De oproeping moet gebeuren via mail minstens acht dagen voor de voorziene vergaderdatum. Zij vermeldt de dagorde. De oproepingsbrief kan eveneens, op vraag aan de voorzitter van de raad van bestuur, per gewone brief bezorgd worden. Het PV van de vorige zitting wordt bij de oproeping gevoegd.

Artikel 33
De raad van bestuur kan geldig vergaderen wanneer de helft van de leden aanwezig is. Indien dit quorum niet wordt bereikt, wordt de raad van bestuur opnieuw bijeengeroepen binnen de acht dagen. Hij kan dan geldig beraadslagen, onafhankelijk van het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Artikel 34
De beslissingen van de raad van bestuur worden bij eenvoudige meerderheid genomen. In geval van verdeeldheid der stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Artikel 35
De beslissingen van de raad van bestuur zijn opgetekend in een register van processen-verbaal bewaard op de hoofdzetel. De processen-verbaal worden getekend door de voorzitter of de persoon die hem vervangt en een bestuurder. Het PV wordt goedgekeurd tijdens de volgende vergadering.

Artikel 36 - Bevoegdheden
De raad van bestuur is bevoegd voor alle materies met betrekking tot het beleid van de vereniging.
Alles wat niet uitdrukkelijk is voorbehouden aan de algemene vergadering door de wet en de statuten valt onder zijn bevoegdheid.

Artikel 37 - Bureau
De raad van bestuur kan een bureau oprichten samengesteld uit een vice-voorzitter, een schatbewaarder en een secretaris. Hij kan eveneens een adjunct-secretaris en een adjunct-schatbewaarder aanduiden, extern aan de vereniging
Het bureau wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur.

Artikel 38
De raad van bestuur delegeert, onder zijn verantwoordelijkheid, aan het bureau het dagelijks bestuur van de vereniging, met gebruikmaking van de hiervoor noodzakelijke handtekeningen.
Hij kan eveneens bijzondere delegatie geven aan één of meerdere personen, al dan niet bestuurders, die of in eigen naam, of samen of collegiaal handelen.
De beslissing tot delegeren dient beslist te worden met éénparigheid van stemmen der aanwezige of geldig vertegenwoordigde leden. Zij vermeldt de wijze van het uitoefenen van de gedelegeerde bevoegdheden. De bestuurders nemen collegiaal beslissingen, behoudens uitzonderlijke delegatie.

Artikel 39
Behoudens wettelijke of in de statuten voorziene uitzonderingen is de vereniging wettelijk vertegenwoordigd voor alle daden, of voor het gerecht, door de voorzitter. Als orgaan dient het zich tegenover derden niet te rechtvaardigen voor beslissingen genomen voorafgaandelijk aan een volmacht gegeven door de raad van bestuur.

Artikel 40
De bestuurders gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan met betrekking tot de engagementen van de vereniging. Tenzij in geval van bedrog of herhaaldelijke fout, is hun verantwoordelijkheid beperkt tot de uitvoering van het mandaat dat ze verkregen en tot de fouten gemaakt uit hoofde van hun bestuur.

Artikel 41
Het ontslag of de herroeping van een bestuurder maakt een einde aan alle macht die aan deze gedelegeerd was door de raad van bestuur.

Artikel 42 - Externe experten
De raad van bestuur kan beroep doen op experten extern aan de vereniging die de vergaderingen bijwonen met raadgevende stem.

Artikel 43 - Controle der rekeningen
Het beheer van de raad van bestuur wordt gecontroleerd door twee controleurs, benoemd door de algemene vergadering voor een periode van maximum één jaar. Deze benoeming kan hernieuwd worden.
De controleurs van de rekeningen hebben een onbeperkt recht tot controle en nazicht. Zij kunnen kennis nemen zonder het verplaatsen van alle verslagen van de vereniging. Zij zullen het resultaat van hun missie aan de algemene vergadering voorleggen met de voorstellen die zij geschikt achten.

HOOFDSTUK VI - Slotbepalingen

Artikel 44 - Wettelijke vermeldingen
Alle akten, documenten, aankondigingen, publicaties en andere stukken vanuit de vereniging zullen de naam van de vereniging, gevolgd door het indicatie "vzw" vermelden.

Artikel 45 - Sociaal dienstjaar
Het sociaal dienstjaar loopt gelijk met het kalenderjaar.

Artikel 46 - Ontbinding
In geval van ontbinding van de vereniging, zal de algemene vergadering één of meerdere vereffenaars aanstellen en hun bevoegdheden vastleggen.
Het nettoactief van de ontbonden vereniging zal overgedragen worden aan het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem en deze laatste wordt gelast met de aanwending voor activiteiten die overeenstemmen met het doel van de vereniging.

Artikel 47 - Toepasbare maatregelen
Alles wat niet uitdrukkelijk geregeld wordt door onderhavige statuten, wordt geregeld door de wet van 27 juni 1921 met betrekking tot de verenigingen zonder winstoogmerk en de uitvoeringsbesluiten tot uitvoering ervan."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 24 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 1 onthouding.
Nee : Luc Demullier.
Onthouding : Nicolas Stassen.

26.03.2015/A/0007 **Activités du Comité du Bal du Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe asbl - Autorisation pour la mise à disposition de personnel communal et de matériel communal**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;
Vu la décision du Conseil communal du 26.03.2015 de créer une asbl Comité du Bal du Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe;
Considérant que les activités organisées par ce Comité sont strictement à des fins caritatives et de soutien à divers projets sociaux;
Considérant la nécessité pour le Comité, dans l'intérêt communal, de faire appel aux services communaux et à l'infrastructure communale afin d'assurer le bon déroulement et l'aspect pratique de l'organisation;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

L' affectation ponctuelle de personnel communal pour la préparation pratique des activités organisées par l'asbl Comité du Bal du Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe ainsi que la mise à disposition de la salle des fêtes communale et autre matériel communal nécessaire sont autorisées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 21 votes positifs, 1 vote négatif, 4 abstentions.
Non : Luc Demullier.
Abstention : Marc Ghilbert, Yonnec Polet, Nicolas Stassen, Dirk Moors.

Activiteiten van het Comité van het Bal van de Burgemeester van Sint-Agatha-Berchem vzw - Toelating om gemeentepersoneel en materiaal ter beschikking te stellen

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet;
Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 26.03.2015 om een vzw Comité van het Bal van de Burgemeester van Sint-Agatha-Berchem op te richten;
Overwegende dat de activiteiten georganiseerd door dit Comité strikt ten behoeve van caritatieve doeleinden en de ondersteuning van diverse sociale projecten zijn;
Overwegende dat voor het goede verloop en de praktische organisatie het Comité, in het gemeentelijk belang, beroep dient te doen op de gemeentediensten en de gemeentelijke infrastructuur;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:
Er wordt toelating gegeven om punctueel gemeentepersoneel in te zetten voor de praktische voorbereiding van de activiteiten georganiseerd door de vzw Comité van het Bal van de Burgemeester van Sint-Agatha-Berchem alsook voor het ter beschikking stellen van de gemeentelijke feestzaal en ander benodigd materiaal van de Gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 4 onthoudingen.
Nee : Luc Demullier.
Onthouding : Marc Ghilbert, Yonnec Polet, Nicolas Stassen, Dirk Moors.

26.03.2015/A/0008 **Création d'un Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 117§1er et 120bis;
Vu la motion relative à l'égalité entre femmes et hommes au niveau local;
Considérant la nécessité de construire une politique de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale sur la base d'une réflexion et d'un dialogue constants avec le monde associatif et tous les acteurs concernés au niveau local;
Considérant l'opportunité de susciter une réflexion large et permanente en lien avec la population, les institutions communales et para-communales et les associations locales;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
Les statuts du Conseil consultatif de l'égalité entre les femmes et les hommes sont

arrêtés comme suit:

"CONSEIL CONSULTATIF POUR L'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES – REGLEMENT

TITRE I: DENOMINATION, SIEGE, OBJET:

Article 1
Il est créé un Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce Conseil consultatif agit comme organe d'avis. Le pouvoir de décision appartient exclusivement au Conseil communal et au Collège des Bourgmestre et Echevins.
Article 2
Le siège du Conseil consultatif est fixé à la Maison communale de Berchem-Sainte-Agathe.
Article 3
Le Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes émet un avis sur toute question qui lui est soumise par le Collège des Bourgmestre et Echevins, par le Conseil communal ou par le Centre Public d'Action Sociale. Il peut également agir d'initiative auprès de ces trois instances officielles, par l'intermédiaire du Collège.
Article 4
Le Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes a pour objet l'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques, l'élimination de toute forme de discrimination entre les femmes et les hommes.

TITRE II: STRUCTURE – COMPOSITION DU CONSEIL

Article 5
Le Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes est constitué:

a) de représentant(e)s de toute institution communale ou para-communale et de toute association oeuvrant en faveur de la promotion des droits des femmes ou intéressées par les questions de genre, ayant leur siège sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe. Chaque association présente une double liste à savoir, une liste où figure d'une part, les membres effectifs et d'autre part, les membres suppléants;
b) de personnes actives et impliquées, sensu lato, dans des activités de promotion de la défense des droits des femmes ou intéressées par les question de genre, se présentant à titre personnel, choisies par le Bureau du Conseil consultatif – ou à défaut par le ou la Président(e) – sur la base d'une lettre de motivation, habitant la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe. Les personnes qui se présentent à titre individuel n'ont pas de suppléant;
c) de l'Echevin(e) de l'Egalité des chances et du/de la Président(e) du Centre Public d'Action Sociale, ou leurs représentant(e)s, en tant que membres de plein droit du Conseil consultatif;
d) de minimum un délégué par groupe politique représenté au Conseil communal et maximum un délégué par deux élus. Les membres de droit cités au point c) ne sont pas pris en compte pour la répartition des mandats;

Les représentant(e)s auprès du Conseil consultatif se divisent en deux catégories de membres:

e.1.) les membres ayant voix délibérative:

i. l'Echevin(e) de l'Egalité des chances, qui est membre de plein droit du Conseil consultatif, ou sa/son représentant(e);
ii. La/le Président(e) du Centre Public d'Action Sociale, qui est membre de plein droit du Conseil consultatif, ou sa/son représentant(e);
iii. Les membres effectifs délégués par les organisations et associations et en cas d'absence, un de leurs suppléant(e)s;
iv. Les personnes isolées acceptées au sein du Conseil consultatif sur la base d'une lettre de motivation;
v. Les membres effectifs délégués par les groupes politiques représentés au Conseil communal, et en cas d'absence, leur suppléant(e).

e.2.) Les membres ayant voix consultative (sans droit de vote):

i. Un(e) secrétaire faisant partie du personnel de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe désigné(e) par le Collège;
ii. Un(e) membre de la Maison de la Participation et de la Citoyenneté de la Commune de Berchem- Sainte-Agathe;
iii. Occasionnellement, à la demande de quelque membre que ce soit et moyennant l'autorisation préalable de la/du Président(e), il pourra être fait appel à des spécialistes à l'occasion de la discussion d'un projet requérant une telle présence.

Article 6

Les membres ayant voix délibérative du Conseil consultatif sont nommés pour une durée de six ans par le Conseil communal. Toutefois, le mandat - qui est renouvelable - expire de plein droit le 1er janvier qui suit les élections communales.

Article 7

Tout membre est libre de se retirer du Conseil consultatif. Sa démission est adressée par écrit au Collège, elle est actée par le Conseil communal.

Article 8

Le membre qui ne remplit plus l'une des conditions prévues par le présent règlement ou celui qui, sans excuse valable, n'aurait pas assisté à 3 séances consécutives du Conseil consultatif sera considéré comme démissionnaire d'office. La démission sera actée par le Conseil communal.

Article 9

Tout membre qui transgresse ses obligations envers le Conseil consultatif ou se rend indigne d'en faire partie peut être révoqué de sa fonction par le Conseil communal, après avoir été entendu.

Article 10

§1er. Les candidatures des membres ayant voix délibérative sont soumises aux Conseil communal. Une priorité de désignation est accordée afin qu'un minimum de deux personnes de nationalité étrangère ou d'origine étrangère figurent parmi les membres du Conseil consultatif prévus à l'article 5 a) et que le Conseil consultatif se compose, dans la mesure du possible, d'une représentation égale de femmes et d'hommes.

§2. - Les candidats doivent satisfaire aux critères suivants:

- à l'exceptions des membres désignés à l'article 5 d)1 i et ii, ne pas être détenteur d'un mandat électif au 1er ou 2ème degré;
- être majeur;
- ne pas faire partie d'un mouvement anti-démocratique, quel qu'il soit;
- s'engager à ne pas faire de prosélytisme au sein du Conseil consultatif;
- s'engager au respect de chacun des membres, tant aux points de vue linguistique ou philosophique que religieux.

§3. - Tous les membres du Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes ayant voix délibérative sont agréés par le Conseil communal.

§4. - Les membres du Conseil communal désirant être informés régulièrement des travaux du Conseil consultatif ou assister à ses réunions sont invités à le notifier par écrit à la/au Président(e).

Article 11

En cas de démission, de décès, ou d'absence due à un cas de force majeure, un membre suppléant remplace d'office le membre effectif. Il sera procédé à la désignation d'un nouveau suppléant conformément aux règles prévues à l'article 10 uniquement en cas de démission ou de décès.

Article 12

§1er. – L'Echevin(e) chargé(e) de l'Egalité des chances est désigné Président de droit du Conseil consultatif.

§2. - Le Conseil consultatif choisit en outre au scrutin secret, parmi ses membres effectifs avec voix délibérative, deux Vice-Président(e)s. Un de ces deux Vice-Président(e)s devra être reconnu comme francophone et l'autre comme néerlandophone. Au moins un(e) de ces deux Vice-Président(e)s devra être de sexe opposé à celui du / de la Président(e). Ces trois personnes forment ensemble le Bureau. Leur mandat est valable pour la durée de la mandature.

Article 13

Le mandat au sein du Conseil consultatif est gratuit. Il ne donne pas droit à l'attribution de jetons de présence.

TITRE III: ORGANISATION DES SEANCES

Article 14

Le Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes se réunit au moins trois fois par an. Le/la président(e) est tenu(e) de le convoquer à la demande d'un tiers de ses membres.

Article 15

Le Conseil consultatif peut créer en son sein des commissions chargées d'étudier des problèmes spécifiques. Les avis de ces commissions sont transmis au Bureau qui les porte à la connaissance des membres du Conseil consultatif.

Article 16

Les convocations se font au moins 15 jours avant la réunion. La convocation comporte la proposition d'ordre du jour de la séance.

Article 17

Toutes les résolutions sont prises à la majorité des suffrages émis par les membres ayant voix délibérative présents, la proposition de la minorité éventuelle étant actée au procès-verbal. En aucun cas, une personne ne peut disposer de plusieurs voix. Chaque membre dispose d'une seule voix. Toutes les voix sont équivalentes. En cas de partage des voix, la proposition sera rejetée.

Article 18

Les avis et les décisions adoptées par le Conseil consultatif siégeant dans les formes statutaires, sont transmis dans les plus bref délais au Collège. Les instances compétentes doivent faire connaître au Conseil consultatif, dans un délai raisonnable, et au plus tard lors de la prochaine séance du Conseil consultatif, les suites données à ces avis.

Article 19

Sauf sur autorisation préalable du/de la Président(e), les séances ne sont pas publiques. Cependant, les membres du Collège, du Conseil communal et du Centre Public d'Action Sociale sont autorisés à y assister comme observateurs et ne pourront prendre la parole qu'avec l'accord de la/du Président(e).

Article 20

Une liste de présences est dressée au début de chaque réunion. Le Conseil consultatif est valablement constitué dès que la moitié de ses membres sont présents. Les votes sont acquis à la majorité simple. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans les 15 jours. Dans ce cas, l'Assemblée délibère valablement quel que soit le quorum atteint. Le résultat de tous les votes est repris dans

un procès-verbal des séances et l'avis des minorités est communiqué au Collège.
Article 21
La séance est présidée par le ou la Président(e) ou, à défaut, par le ou la Vice-président(e) le / la plus âgé(e). Chaque membre s'exprime dans sa langue.
Article 22
Le secrétaire ou celui qui le remplace établit un procès-verbal de chaque réunion. Celui-ci est approuvé ensuite, au début de la réunion suivante. Le procès-verbal est rédigé dans les langues imposées dans la Région de Bruxelles-Capitale. Le procès-verbal mentionne la liste des résolutions adoptées et le résultat des votes ainsi que le nom de tous les membres présents ou excusés.
Article 23
Le Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes peut établir et modifier, dans le respect du présent règlement, un règlement d'ordre intérieur.
Article 24
Tous les frais de fonctionnement et d'administration sont à la charge de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe.
Article 25
Tous les avis et propositions sont transmis aux membres du Conseil consultatif et à ceux du Collège des Bourgmestre et Echevins.
Article 26
Toute situation non prévue par le présent règlement sera traitée par le Collège des Bourgmestre et Echevins."

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Oprichting van een Adviesraad voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 117§1 en 120bis;
Gelet op de motie betreffende de gelijkheid tussen vrouwen en mannen op lokaal vlak;
Gezien de noodzaak om een gelijkheidsbeleid tussen vrouwen en mannen op lokaal vlak op te richten in samenwerking met de associatieve wereld en de betrokken actoren op lokaal vlak;
Gezien de opportuniteit bestaat om een brede en permanente reflectie op te wekken bij de bevolking, de (para-)gemeentelijke instellingen en de lokale verenigingen;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:
De statuten van de Adviesraad voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen op lokaal vlak worden als volgt goedgekeurd:

"ADVIESRAAD VOOR DE GELIJKHEID TUSSEN VROUWEN EN MANNEN – REGLEMENT

TITEL I: BENAMING, ZETEL, DOEL

Artikel 1
Er wordt een Adviesraad voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen opgericht. Deze Adviesraad heeft de functie van adviesorgaan. Het beslissingsrecht berust uitsluitend bij de Gemeenteraad en het College van Burgemeester en Schepenen.
Artikel 2

De zetel van de Adviesraad is gevestigd in het Gemeentehuis van Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 3

De Adviesraad voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen geeft advies over elke kwestie die hem wordt voorgelegd door het College van Burgemeester en Schepenen, door de Gemeenteraad of door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn. Hij mag eveneens uit eigen beweging handelen ten aanzien van deze drie officiële instanties, door bemiddeling van het College.

Artikel 4

De Adviesraad voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen heeft als doel de integratie van de genderdimensie in alle beleidsdomeinen en de eliminatie van elke vorm van discriminatie tussen vrouwen en mannen.

TITEL II: STRUCTUUR – SAMENSTELLING VAN DE RAAD

Artikel 5

De Adviesraad voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen wordt samengesteld uit:

a) vertegenwoordig(st)ers van elke gemeentelijke of para-gemeentelijke instelling en elke vereniging die ijvert voor de bevordering en de verdediging van vrouwenrechten of die zich bezighouden met genderkwesties, zetelend op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem en/of hier effectief hun activiteiten uitvoeren. Elke vereniging stelt een dubbele lijst voor, bestaande uit enerzijds de effectieve leden en anderzijds plaatsvervangende leden.

b) personen die, lato sensu, actief betrokken zijn bij activiteiten rond vrouwenrechten die zich in de hoedanigheid van particulier voorstellen of die zich bezighouden met genderkwesties. Zij worden geselecteerd op basis van een gemotiveerd schrijven en wonen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem en/of voeren hier hun activiteiten uit. Personen die zich kandidaat stellen op persoonlijke basis hebben geen plaatsvervangers.

c) de Schepen van Gelijke Kansenbeleid en de voorzitter van het OCMW, of hun vertegenwoordiger(s), als volwaardige leden van de Adviesraad;

d) ten minste één afgevaardigde per politieke strekking vertegenwoordigd in de Gemeenteraad en maximum één afgevaardigde per twee verkozen leden. De leden van rechtswege bedoeld in punt c) zijn niet in rekening genomen voor de verdeling van de mandaten;

De vertegenwoordigers die in de Adviesraad zetelen worden onderverdeeld in twee categorieën:

e.1.) de stemgerechtigde leden met beraadslagende stem:

i. de Schepen van Gelijke Kansen, die van rechtswege lid van de Adviesraad is, of haar/zijn vertegenwoordig(st)er;

ii. de Voorzitter van het OCMW, die van rechtswege lid van de Adviesraad is, of haar/zijn vertegenwoordig(st)er;

iii. de effectieve leden afgevaardigd door de verenigingen, en in geval van afwezigheid, hun vervangers;

iv. Individuele mensen geaccepteerd door de Adviesraad, op basis van een motivatiebrief.

v. de effectieve leden afgevaardigd door de politieke strekkingen vertegenwoordigd in de Gemeenteraad, en in geval van afwezigheid, hun vervangers.

e.2.) de adviserende leden (zonder stemrecht):

i. een secretaris die deel uitmaakt van het personeel van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem, hiertoe aangewezen door het College;

ii. een lid van het Huis van Participatie en Burgerschap, in staat om in advies te voorzien tijdens de debatten van de Raad;
iv. bij gelegenheid kan, op aanvraag van om het even welk lid en mits de voorafgaandelijke goedkeuring van de Voorzit(s)ter, beroep worden gedaan op specialisten ter gelegenheid van de discussie over een onderwerp dat zo een aanwezigheid vereist.

Artikel 6

De stemgerechtigde leden van de Adviesraad worden door de Gemeenteraad benoemd voor een termijn van 6 jaar. Het mandaat - dat hernieuwbaar is - vervalt echter op de 1e januari volgend op de gemeentelijke verkiezingen.

Artikel 7

Ieder lid heeft het recht om zich terug te trekken uit de Adviesraad. Het ontslag wordt schriftelijk aan het College gericht en wordt geacteerd door de Gemeenteraad.

Artikel 8

Het lid dat niet meer aan één van de voorziene voorwaarden van het onderhavig reglement voldoet of 3 die opeenvolgende zittingen afwezig is zonder zich te verontschuldigen of zich te laten vervangen door zijn plaatsvervanger, zal als ontslagnemend worden beschouwd. Het ontslag zal door de Gemeenteraad geacteerd worden.

Artikel 9

Ieder lid dat zijn verplichtingen tegenover de Adviesraad niet naleeft of onwaardig wordt geacht om er deel van uit te maken, kan na verhoor door de Gemeenteraad ontheven worden van zijn functie.

Artikel 10

§1. - De kandidaturen van de leden met beraadslagende stem zijn onderworpen aan de Gemeenteraad. Er zal een prioriteit van toekenning worden gehanteerd opdat minimaal twee personen met de buitenlandse nationaliteit of van buitenlandse afkomst als vertegenwoordigers voorzien in artikel 5 a) in de Adviesraad zetelen, en opdat de Adviesraad voor, zover het mogelijk is, streeft naar een gelijke vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.

§2. - De kandidaten moeten voldoen aan de volgende criteria:
- behalve de leden aangeduid door artikel 5 d)1 i en ii, geen houder zijn van een verkozen mandaat in de eerste of tweede graad;
- de volwassen leeftijd hebben bereikt;
- geen deel uitmaken van om het even welke antidemocratische beweging;
- zich ertoe verbinden niet aan proselitisme te doen in de Adviesraad;
- zich ertoe verbinden respect te hebben voor elkeen van de leden, wat hun voorkeurstaal, levensvisie of religie ook moge zijn.

§3. - Alle leden van de Adviesraad voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen die een beraadslagende stem hebben, worden aangesteld door de Gemeenteraad.

§4. - De leden van de Gemeenteraad die regelmatig geïnformeerd wensen te worden over de bezigheden van de Adviesraad, of aanwezig te zijn bij diens vergaderingen, worden uitgenodigd dit kenbaar te maken aan de Voorzit(s)ter middels een voorafgaandelijk schrijven.

Artikel 11

In geval van ontslag, overlijden of afwezigheid wegens overmacht, vult een plaatsvervangend lid de plaats van het effectieve lid in. Enkel in geval van ontslag of overlijden zal worden overgegaan tot het aanwijzen van een nieuw plaatsvervangend lid, en dit conform aan de regels voorzien in het artikel 10.

Artikel 12

§1. - De Schepen van Gelijke Kansen is van rechtswege aangeduid als Voorzit(s)ter van de Adviesraad.

§2 - De Adviesraad kiest met geheime stemming uit haar effectieve, stemgerechtigde leden twee Ondervoorzit(s)ters. Een van beide Ondervoorzit(s)ters zal worden erkend

als Franstalig, de andere als Nederlandstalig. Een van beide Ondervoorzit(s)ters zal van het ander geslacht moeten zijn. Deze drie personen vormen samen het Bureau en hun mandaat is geldig voor de gehele duur van de mandatuur.

Artikel 13

Het mandaat in de Adviesraad is gratis. Het geeft geen recht op zitpenningen.

TITEL III: ORGANISATIE VAN DE ZITTINGEN

Artikel 14

De Adviesraad voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen vergadert minstens driemaal per jaar. De Voorzit(s)ter is verplicht om de Adviesraad bijeen te roepen op vraag van minstens één derde van zijn leden.

Artikel 15

De Adviesraad kan in zijn midden comités oprichten, belast met het bestuderen van specifieke problemen. De adviezen van deze comités worden overgemaakt aan het Bureau, die ze ter kennis van de leden van de Raad brengt.

Artikel 16

De convocaties gebeuren minstens 15 dagen voor de vergadering. De convocatie bevat het voorstel tot dagorde van de zitting.

Artikel 17

Alle beslissingen worden genomen met meerderheid van de stemmen, uitgebracht door de aanwezige leden met beslissende stem. Het voorstel van de eventuele minderheid wordt genotuleerd in het proces-verbaal.

In geen geval kan eenzelfde persoon over meerdere stemmen beschikken. Elk lid beschikt over één stem. Alle stemmen zijn gelijkwaardig. Bij gelijke stemming zal het voorstel verworpen worden.

Artikel 18

De adviezen en de besluiten van de Adviesraad, wanneer deze zetelt volgens zijn statutaire voorschriften, worden zo snel mogelijk overgemaakt aan het College. De bevoegde instanties moeten het gevolg dat gegeven wordt aan dit advies binnen een redelijke termijn aan de Adviesraad kenbaar maken, ten laatste bij de volgende zitting van de Adviesraad.

Artikel 19

Met uitzondering op voorafgaande vergunning van de Voorzit(s)ter, zijn de zittingen niet toegankelijk voor het publiek. Desalniettemin hebben de leden van het College, de Gemeenteraad en het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn het recht aanwezig te zijn als waarnemers en kunnen ze enkel het woord nemen mits de toelating van de Voorzit(s)ter.

Artikel 20

Een aanwezigheidslijst wordt opgemaakt bij aanvang van elke vergadering. De Adviesraad is rechtsgeldig samengesteld zodra de helft van zijn leden aanwezig zijn. De stemmen worden behaald met eenvoudige meerderheid. Indien het quorum niet wordt behaald, zal binnen de 15 dagen een nieuwe convocatie worden verstuurd. In dit geval beslist de vergadering rechtsgeldig, ongeacht het behaalde quorum. De resultaten van elke stemming worden hernomen in een verslag van de zittingen en de mening van de minderheid wordt doorgegeven aan het College.

Artikel 21

De zitting wordt geleid door de Voorzit(s)ter of door de oudste Ondervoorzit(s)ter. Ieder lid uit zich in zijn eigen taal.

Artikel 22

De secretaris of zijn plaatsvervanger maakt een verslag op van elke vergadering. Dit wordt vervolgens goedgekeurd bij het begin van de volgende vergadering. Het verslag wordt opgesteld in de talen bepaald door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het proces-verbaal herneemt de lijst met genomen beslissingen, de resultaten van de

stemming alsook de namen van alle aanwezige en verontschuldigde leden.
Artikel 23
De Adviesraad voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen mag een intern ordereglement bepalen en veranderen, in overeenstemming met dit reglement. Dit intern ordereglement dient te worden goedgekeurd door de Gemeenteraad.
Artikel 24
Alle werkings- en administratieve kosten zijn voor rekening van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.
Artikel 25
Alle adviezen en voorstellen worden overgemaakt aan de leden van de Adviesraad en aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen.
Artikel 26
Elke situatie die niet voorzien is door onderhavig reglement zal behandeld worden door het College van Burgemeester en Schepenen."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.03.2015/A/0009 **Panathlon Wallonie-Bruxelles asbl - Adhésion de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 117 et 120 §2;
Vu les statuts de l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles;
Attendu la lettre de l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles du 17.02.2015 proposant que la Commune de Berchem-Sainte-Agathe soit membre adhérent de l'asbl;
Considérant que l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles est une association ayant pour but l'affirmation de l'idéal sportif et de ses valeurs morales et culturelles aussi bien comme moyen de formation et d'épanouissement de la personne que comme facteur de fraternité entre les hommes qu'entre les peuples;
Considérant que la Commune de Berchem-Sainte-Agathe a déjà collaboré avec l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles notamment lors de l'inauguration de la Venelle du Fair Play, lors de l'organisation d'une exposition itinérante de photos et lors des journées du Fair Play;
Considérant que la Commune de Berchem-Sainte-Agathe souhaite poursuivre la collaboration fructueuse avec l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles;
Considérant que le montant de la cotisation annuelle en tant que membre adhérent s'élève en 2015 à € 345,00 et sera prévu annuellement à l'article 764/123-48 du budget communal;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
L'adhésion de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe à l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles en qualité de membre adhérent est approuvée.
Article 2:
Le montant de la cotisation qui s'élève en 2015 à € 345,00 sera payé annuellement à partir de l'article 764/123-48 du budget communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 25 votes positifs, 1 abstention.
Abstention : Luc Demullier.

Panathlon Wallonië-Brussel vzw - Lidmaatschap van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, namelijk artikels 117 en 120 § 2;
Gezien de statuten van de vzw Panathlon Wallonië-Brussel;
Gelet op de brief van de vzw Panathlon Wallonië-Brussel van 17.02.2015 waarin wordt voorgesteld dat de Gemeente Sint-Agatha-Berchem een geassocieerd lid wordt van de vzw;
Overwegende dat de vzw Panathlon Wallonië-Brussel een vereniging is met als doel de bevestiging van het sportideaal en haar morele en culturele waarden, zowel als een middel van opleiding en ontwikkeling van de persoon als een broederschapsfactor onder de mensen;
Overwegende dat de Gemeente Sint-Agatha-Berchem reeds heeft samengewerkt met de vzw Panathlon Wallonië-Brussel, namelijk voor de inhuldiging van de Fair Playsteeg, voor de organisatie van een reizende fototentoonstelling en voor de Fair Play-dagen;
Overwegende dat de Gemeente Sint-Agatha-Berchem deze succesvolle samenwerking met de vzw Panathlon Wallonië-Brussel wenst verder te zetten;
Overwegende dat de jaarlijkse bijdrage als geassocieerd lid in 2015 € 345,00 bedraagt en jaarlijks zal worden voorzien op artikel 764/123-48 van de gemeentelijke begroting;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:
Het lidmaatschap van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem aan de vzw Panathlon Wallonië-Brussel als geassocieerd lid wordt goedgekeurd.
Artikel 2:
Het bedrag van het lidmaatschap, dat in 2015 € 345,00 bedraagt, zal jaarlijks betaald worden vanaf het artikel 764/123-48 van de gemeentelijke begroting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 25 positieve stemmen, 1 onthouding.
Onthouding : Luc Demullier.

2 annexes / 2 bijlagen
Panathlon WB - statuts.pdf, Panathlon WB - lettre pour AG.pdf

---

26.03.2015/A/0010 **Intercommunales SIBELGA et INTERFIN scrl – Rapport annuel de l'administrateur désigné par la Commune dans ces intercommunales**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120§2;
Vu la désignation de Monsieur Peter DECABOOTER, Conseiller communal, en tant qu'administrateur dans l'Assemblée Générale des intercommunales SIBELGA et INTERFIN lors du Conseil communal du 28 janvier 2013;
Vu l'article 96bis de la Nouvelle Loi Communale qui prévoit que: *"les représentants du Conseil communal dans les intercommunales, qui exercent une fonction d'administrateur, doivent fournir au Conseil communal un rapport annuel relatif à la gestion de l'intercommunale concernée ainsi que sur leur propre activité au sein de l'intercommunale";*
Attendu le rapport, remis le 3 mars 2015 par Monsieur Peter DECABOOTER,

concernant les intercommunales SIBELGA et INTERFIN;

PREND CONNAISSANCE:

du rapport de Monsieur Peter DECABOOTER concernant la gestion des intercommunales SIBELGA et INTERFIN et sa propre activité au sein de celles-ci en 2014.

Le Conseil prend connaissance.

Intercommunales SIBELGA en INTERFIN cvba – Jaarlijks verslag van de beheerder aangeduid door de Gemeente in deze intercommunales

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 120§2;
Gelet op de aanduiding van Mijnheer Peter DECABOOTER, Gemeenteraadslid, als beheerder in de Algemene Vergadering van de intercommunales SIBELGA en INTERFIN, tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 28 januari 2013;
Gelet op het artikel 96bis van de Nieuwe Gemeentewet: *"De vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de intercommunales met een bestuurdersfunctie dienen bij de gemeenteraad jaarlijks verslag uit te brengen over het beheer van de betrokken intercommunale en over hun eigen activiteit binnen de intercommunale";*
Gelet op het verslag, overgemaakt op 3 maart 2015 door Mijnheer Peter DECABOOTER, betreffende de intercommunales SIBELGA en INTERFIN;

NEEMT KENNIS:

van het verslag van Mijnheer Peter DECABOOTER betreffende het beheer van de intercommunales SIBELGA en INTERFIN en over zijn eigen activiteit binnen deze intercommunales in 2014.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen
werkingsverslag2013.docx, werkingsverslag2013_fr.doc

26.03.2015/A/0011 **Intercommunale HYDROBRU – Rapport annuel de l'administrateur désigné par la Commune dans l'intercommunale**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120§2;
Vu la désignation de Monsieur François ROBE, Conseiller communal, en tant qu'administrateur dans l'Assemblée Générale de l'intercommunale HYDROBRU lors du Conseil communal du 19 juin 2014;
Vu l'article 96bis de la Nouvelle Loi Communale qui prévoit que: *"les représentants du Conseil communal dans les intercommunales, qui exercent une fonction d'administrateur, doivent fournir au Conseil communal un rapport annuel relatif à la gestion de l'intercommunale concernée ainsi que sur leur propre activité au sein de l'intercommunale";*
Attendu le rapport, remis le 4 mars 2015 par Monsieur François ROBE, concernant l'intercommunale HYDROBRU;

PREND CONNAISSANCE:

du rapport de Monsieur François ROBE concernant la gestion de l'intercommunale HYDROBRU et sa propre activité au sein de celle-ci en 2014.

Le Conseil prend connaissance.

Intercommunale HYDROBRU – Jaarlijks verslag van de beheerder aangeduid door de Gemeente in de intercommunale

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 120§2;
Gelet op de aanduiding van Mijnheer François ROBE, Gemeenteraadslid, als beheerder in de Algemene Vergadering van de intercommunale HYDROBRU, tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 19 juni 2014;
Gelet op het artikel 96bis van de Nieuwe Gemeentewet: *"De vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de intercommunales met een bestuurdersfunctie dienen bij de gemeenteraad jaarlijks verslag uit te brengen over het beheer van de betrokken intercommunale en over hun eigen activiteit binnen de intercommunale";*
Gelet op het verslag, overgemaakt op 4 maart 2015 door Mijnheer François ROBE, betreffende de intercommunale HYDROBRU;

NEEMT KENNIS:

van het verslag van Mijnheer François ROBE betreffende het beheer van de intercommunale HYDROBRU en over zijn eigen activiteit binnen deze intercommunale in 2014.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen
Rapport_Activités_HYDROBRU_2013_FR_ROBE F .docx,
Activiteitenverslag_HYDROBRU_2013_ROBE F - nl.docx

26.03.2015/A/0012 **Intercommunale d'Inhumation scrl – Rapport annuel de l'administrateur désigné par la Commune dans l'intercommunale**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120§2;
Vu la désignation de Monsieur Saïd CHIBANI, Conseiller communal, en tant qu'administrateur de l'intercommunale d'Inhumation lors du Conseil communal du 28 janvier 2013;
Vu l'article 96bis de la Nouvelle Loi Communale qui prévoit que: *"les représentants du Conseil communal dans les intercommunales, qui exercent une fonction d'administrateur, doivent fournir au Conseil communal un rapport annuel relatif à la gestion de l'intercommunale concernée ainsi que sur leur propre activité au sein de l'intercommunale";*
Attendu le rapport remis le 4 mars 2015 par Monsieur Saïd CHIBANI concernant l'intercommunale d'inhumation;

PREND CONNAISSANCE:

du rapport de Monsieur Saïd CHIBANI concernant la gestion de l'intercommunale d'inhumation et sa propre activité au sein de celle-ci en 2014.

Le Conseil prend connaissance.

Intercommunale voor teraardebestelling cvba – Jaarlijks verslag van de beheerder aangeduid door de Gemeente in de Intercommunale

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 120§2;
Gelet op de aanduiding van Mijnheer Saïd CHIBANI, Gemeenteraadslid, als beheerder van de intercommunale voor teraardebestelling, tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 28 januari 2013;
Gelet op het artikel 96bis van de Nieuwe Gemeentewet: *"De vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de intercommunales met een bestuurdersfunctie dienen bij de gemeenteraad jaarlijks verslag uit te brengen over het beheer van de betrokken intercommunale en over hun eigen activiteit binnen de intercommunale";*
Gelet op het verslag, overgemaakt op 4 maart 2015 door Mijnheer Saïd CHIBANI, betreffende de intercommunale voor teraardebestelling;

NEEMT KENNIS:

van het verslag van Mijnheer Saïd CHIBANI betreffende het beheer van de intercommunale voor teraardebestelling en over zijn eigen activiteit binnen deze intercommunale in 2014.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen
RAPPORT ANNUEL BERCHEM.pdf, JAARVERSLAG BERCHEM (2).pdf

26.03.2015/A/0013 **Sanctions administratives communales - Conclusion d'un Protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles en matière d'arrêt et de stationnement - Ratification**

LE CONSEIL,

Vu l'article 119bis de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, entrée en vigueur le 1er janvier 2014 et plus précisément l'article 23;
Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales;
Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement;
Vu le règlement général de police adopté par le Conseil communal du 20 février 2014 et plus particulièrement son article 121;
Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit que, pour les infractions visées à l'article 3 (c'est-à-dire les infractions mixtes et les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement), un protocole d'accord peut être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins;
Considérant que cette disposition précise expressément que pour les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement, l'établissement d'un protocole d'accord est

obligatoire;
Considérant que cet article définit le protocole d'accord comme « *une convention établie entre le collège des bourgmestre et échevins ou le collège communal et le procureur du Roi compétent concernant les infractions mixtes* »;
Considérant qu'il s'agit en réalité d'établir une façon de travailler avec le Parquet afin de déterminer qui, du Parquet ou du Fonctionnaire Sanctionnateur, est compétent pour les infractions reprises dans l'arrêté du 9 mars 2014 précité;
Considérant que les 19 Communes de la Région de Bruxelles-Capitale se réunissent régulièrement afin de tenter d'harmoniser les pratiques au sein des 19 communes (GTI SAC);
Considérant que la loi précitée permet que le protocole d'accord en matière d'arrêt et de stationnement soit commun à une zone de police;
Considérant qu'il est de l'intérêt des zones de police de travailler avec un protocole d'accord identique à l'ensemble des 19 Communes de la Région de Bruxelles-Capitale;
Considérant qu'il est de l'intérêt des 19 Communes de la Région de Bruxelles-Capitale de travailler ensemble avec un protocole d'accord identique;
Considérant qu'il est de l'intérêt du Parquet de travailler avec un protocole identique dans les 19 Communes;
Considérant surtout qu'il est de l'intérêt du citoyen de se voir appliquer un protocole d'accord identique quel que soit l'endroit où il se trouve dans la Région de Bruxelles-Capitale;
Considérant que le Procureur général a émis un avis positif sur protocole d'accord en matière d'arrêt et de stationnement;
Considérant que la loi précitée prévoit que le protocole d'accord devra être annexé au règlement général de police;
Vu la décision du Collège du 03.02.2015 (003/03.02.2015/B/0028) d'approuver le « Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes - Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales » (Protocole d'accord en matière d'arrêt et de stationnement);
Considérant que le Conseil communal, en vertu de l'article 23 de la loi précitée, peut ratifier le protocole d'accord;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
Le «Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes - Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales» (Protocole d'accord en matière d'arrêt et de stationnement), est ratifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Gemeentelijke administratieve sancties – Sluiten van een Protocolakkoord met het Parket van Brussel inzake het stilstaan en het parkeren - Bekrachtiging

DE RAAD,

Gelet op artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, in het bijzonder artikel 23;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarden en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de

wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103 vastgesteld met automatisch werkende toestellen;
Gelet op het Algemeen Politiereglement dat door de Gemeenteraad van 20 februari 2014 goedgekeurd werd en meer bepaald het artikel 121;
Overwegende dat artikel 23 van de voormelde wet bepaalt dat er inzake de in artikel 3 bedoelde inbreuken (d.w.z. de gemengde inbreuken en de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren) een protocolakkoord kan worden gesloten tussen de bevoegde Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen;
Overwegende dat deze maatregel uitdrukkelijk preciseert dat voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren de opstelling van een protocolakkoord evenwel verplicht is;
Overwegende dat dit artikel een definitie geeft van het protocolakkoord als "*een overeenkomst die werd opgesteld tussen het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege en de voor de gemengde inbreuken bevoegde Procureur des Konings*";
Overwegende dat het gaat om het opstellen van een procedure voor samenwerking met het Parket, teneinde vast te stellen wie, van het Parket of de Sanctionerend Ambtenaar, bevoegd is voor het behandelen van de dossiers inzake overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren die in het Koninklijk Besluit van 9 maart 2014 voorzien zijn;
Overwegende dat de 19 Gemeenten van het Brussels hoofdstedelijk Gewest regelmatig vergaderen om de praktijken van de 19 Gemeenten te proberen harmoniseren (IGW GAS);
Overwegende dat de voormelde wet toestaat dat het protocolakkoord inzake het stilstaan en het parkeren eveneens gemeenschappelijk is voor een politiezone;
Overwegende dat het in het belang is van de politiezones dat wordt gewerkt met een identiek protocolakkoord voor het geheel van de 19 Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Overwegende dat het in het belang is van de 19 Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat wordt gewerkt met een identiek protocolakkoord;
Overwegende dat het in het belang is van het Parket dat wordt gewerkt met een identiek protocolakkoord voor de 19 Gemeenten;
Overwegende dat het eveneens in het belang van de burger is dat hij kan vaststellen dat er een identiek protocolakkoord op hem wordt toegepast, ongeacht de plaats waar hij zich in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevindt;
Overwegende dat de Procureur-Generaal een positief advies heeft uitgebracht over het protocolakkoord inzake overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren;
Overwegende dat de voormelde wet bepaalt dat het protocolakkoord bij het algemeen politiereglement van de betrokken Gemeente zal moeten worden gevoegd;
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 03.02.2015 (003/03.02.2015/B/0028) tot goedkeuring van het "Protocolakkoord betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in geval van gemengde inbreuken - Verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" (Protocolakkoord inzake overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren);
Overwegende dat de Gemeenteraad, ingevolge artikel 23 van de voormelde wet, het protocolakkoord kan bekrachtigen;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:
Het "Protocolakkoord betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in geval

van gemengde inbreuken - Verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" (Protocolakkoord inzake overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren), wordt bekrachtigd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Protocole+d%27accord+arr%C3%AAt+et+stationnement-version+Parquet_NL_CC_20150126.pdf,
Protocole+d%27accord+arr%C3%AAt+et+stationnement-version+Parquet_FR_20150126.pdf

---

26.03.2015/A/0014 **Règlement complémentaire d'attribution des logements communaux - Adaptations**

Ce point est retiré de l'ordre du jour.

Aanvullend reglement voor de toewijzing van gemeentelijke woningen - Aanpassingen

Dit punt wordt van de dagorde gehaald.

26.03.2015/A/0015 **Service social du personnel - Modification du règlement**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la loi du 19 décembre 1974 modifiée par les lois du 20 juin 1975, 1er septembre 1980 et 19 juillet 1983 réglant les relations entre les autorités et les syndicats;
Vu les délibérations du 26 juin 2008, du 16 décembre 2010 et du 25 octobre 2012 relatives au service social du personnel;
Considérant que d'un point de vue social, il est souhaitable d'étendre les interventions du service social de la Commune et du CPAS;
Considérant que les dépenses supplémentaires pour l'année 2015 devront être inscrites dans le budget 2015 à l'article 131/115-41;
Considérant que ce point sera soumis aux organisations syndicales lors de la réunion du 5 mars 2015;

ARRETE ce qui suit:

"Article 1: Mission du service social
La mission du service social est de donner, sous forme adéquate, une aide matérielle et morale aux agents communaux et du CPAS et ce, d'après des critères objectifs.

Article 2: Bénéficiaires
L'action du service social du personnel communal et du CPAS s'étend:

- *aux agents nommés à titre définitif;*
- *aux agents contractuels pour autant que le contrat ait une durée supérieure ou équivalente à un an;*
- *aux membres du personnel enseignant, à condition d'exercer leur fonction principale dans un établissement communal de Berchem-Sainte-Agathe (= minimum 12 périodes/semaine);*

- *membres du personnel qui sont en activité de service ou en disponibilité pour cause de maladie.*

Par « agents communaux », il faut entendre tous les membres du personnel de l'administration communale et du CPAS quels que soient le service pour lequel ils travaillent, leur statut ou leur contrat de travail.
L'intervention de l'assistance collective est étendue aux agents pensionnés à l'administration communale ou au CPAS, ainsi qu'aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et au Président du CPAS.
Exception faite pour la prime de la mise à la pension et à l'affiliation à l'assurance « soins de santé », le présent règlement ne s'applique pas aux:

- *membres du personnel en interruption de carrière complète;*
- *membres du personnel en congé sans solde d'une durée supérieure à 3 mois;*
- *membres du personnel qui sont absents pour cause de maladie de plus d'un an.*

Article 3: Gestion administrative et financière

Définitions
- Organe de gestion: le Collège des Bourgmestre et Echevins pour les dossiers liés à l'administration communale et le Conseil de l'action sociale pour les dossiers liés au CPAS.
- Comité de consultation: comité composé de manière paritaire de représentants de l'organe de gestion et de délégués des organisations syndicales représentatives (un par organisation syndicale). Chaque membre effectif du comité désigne un suppléant qui siège en cas d'empêchement du membre effectif. Il appartient au membre effectif d'informer son suppléant en cas d'empêchement.

Gestion administrative
L'organe de gestion gère le service social du personnel.
Avant de décider une intervention non-automatique du service social, l'organe de gestion consulte le comité de consultation. Toutefois, en cas d'extrême urgence, l'organe de gestion peut, sur décision motivée, octroyer d'initiative une intervention. Il est alors tenu d'en informer le comité de consultation dans les meilleurs délais.
Le Bourgmestre ou, en cas d'absence, le Président du CPAS est désigné comme Président du comité de consultation. Le Secrétaire communal ou le Secrétaire du CPAS assiste aux réunions de ce comité avec voix consultative.
La gestion administrative quotidienne et le secrétariat sont assurés par le service des ressources humaines. Des représentants de ce service peuvent siéger en qualité d'expert au comité de consultation. Le service peut, si nécessaire, effectuer une enquête.
Le comité de consultation ne peut siéger que lorsque au moins un membre de l'organe de gestion et au moins un membre de la délégation syndicale sont présents.
Les réunions du comité de consultation ont lieu sur convocation du Président. La convocation est adressée trois jours ouvrables avant la réunion. A la demande d'un tiers des membres du comité de consultation, le président est tenu de convoquer celui-ci dans un délai de trois jours ouvrables. L'ordre du jour est annexé à la convocation.
Les membres du comité sont tenus à la discrétion absolue.

Gestion financière
Pour l'application du présent règlement, le service social disposera des crédits régulièrement inscrits chaque année au budget communal et au budget du CPAS, à raison de 0,25 % de la masse salariale brute augmentés d'un montant suffisant pour

couvrir le contrat d'assurance soin de santé. En cas d'insuffisance, une adaptation du crédit budgétaire se fera par modification budgétaire.
Les interventions financières décidées par l'organe de gestion sont exécutées par le Receveur communal ou par le Receveur du CPAS.
Un rapport financier sera communiqué annuellement au Conseil communal et au Conseil de l'action sociale, en même temps que les comptes annuels. Ce rapport sera également communiqué au comité de consultation dont question à l'article 3A.

Article 4: Activités du service social

Assistance individuelle ou familiale

Attribution automatique de primes dans certaines circonstances:
Pour les membres du personnel qui assurent des prestations à temps partiel, le montant des avantages est accordé au prorata du temps de travail, selon la règle suivante:

- *Temps de travail inférieur ou équivalent au ½ temps: ½ des avantages.*
- *Temps de travail supérieur au ½ temps: entièreté des avantages à l'exception de l'allocation de Saint-Nicolas qui sera accordée de manière équivalente, quelle que soit la proportion de temps de travail.*

Les périodes d'absence pour raison médicale sont considérées comme des prestations effectives.
Les primes liées aux enfants ne sont attribuées qu'une fois lorsque les époux sont tous les deux en service à l'administration communale ou en service au CPAS, sauf les primes liées à la naissance d'un enfant.
Pour la prime "25 ans/35ans de service" et la prime "départ en pension", les périodes de détachement ou interruption de carrière complète n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du nombre d'années.

Mariage ou acte de cohabitation légale *NB: lorsque les époux sont tous les deux en service à l'administration communale et/ou au CPAS, ils obtiennent chacun la prime*	*€100,00*
25 ans de service à l'administration communale et/ou au CPAS *35 ans de service à l'administration communale et/ou au CPAS* REMARQUE: mesure transitoire applicable à tous les membres du personnel qui répondaient aux mêmes conditions 5 ans avant l'introduction de ces mesures. Pour 25 ans de service, ils recevront une prime de € 250,00 et pour 35 ans de service, une prime de €375,00.	*€500,00* *€750,00*
Retraite (à partir de 60 ans) REMARQUE: mesure transitoire applicable à tous les membres du personnel qui répondaient en 2014 aux mêmes conditions. Ils recevront une prime calculée comme suit: la moitié de la différence entre l'ancien et le nouveau règlement du service social. Un montant fixe ne sait pas être déterminé vu que les années d'ancienneté jouent	*€35,00 par année d'ancienneté avec un maximum de*

un rôle dans le calcul et qu'ils sont individuels.	*€875,00*
Naissance ou adoption d'un enfant *NB: pour les couples non mariés, une attestation de composition de ménage sera à fournir*	*€75,00*
Allocation pour la Saint-Nicolas pour les enfants de l'agent *NB: Prime de €20,00 ou un cadeau d'un montant de l'ordre de €20,00. Uniquement pour les enfants de moins de 12 ans, pour lesquels l'agent ou son conjoint ou cohabitant légal bénéficie d'allocations familiales.*	*€20,00*
Enfant moins valide *NB: La somme sera payée chaque année en juillet aux personnes qui, en juin, perçoivent les allocations familiales majorées pour enfant handicapé*	*€75,00*
Frais de séjours d'enfants en vacances *a) <u>Séjours avec nuitées</u>* *La prime est octroyée pour un séjour payant de minimum 4 jours et 3 nuits consécutifs aux enfants d'un membre du personnel qui bénéficie pour ceux-ci d'allocations familiales et/ou qui sont fiscalement à sa charge et/ou qui font partie du ménage (attestée par une composition de ménage). Ces séjours doivent être reconnus par l'ONE, Kind en Gezin, ou être agréés par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en accord avec le Conseil de l'Action Sociale. Le paiement de l'intervention ne sera possible que pour les enfants de moins de 18 ans, sur présentation d'une attestation de l'organisme qui organise le séjour. Cette attestation devra mentionner les dates de participation effective de l'enfant au séjour et le prix payé.* *Elle sera attribuée à concurrence de €7,50 /enfant/nuit avec un maximum de €75,00 par an et par enfant, sur présentation de pièces justificatives de paiement. La prime ne pourra pas dépasser 50% du montant effectivement payé.* *Pour les enfants souffrant d'une invalidité supérieure à 66%, ce plafond et le montant des indemnités sont doublés.* *b) <u>Séjours sans nuitées</u>* *La prime est octroyée pour un séjour payant de minimum 4 jours consécutifs aux enfants à charge d'un membre du personnel qui bénéficie pour ceux-ci d'allocations familiales et/ou qui sont fiscalement à sa charge et/ou qui font partie du ménage (attestée par une composition de ménage). Ces séjours doivent être reconnus par l'ONE, Kind en Gezin, ou être agréés par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en accord avec le Conseil de l'Action Sociale. Le paiement de l'intervention ne sera possible que pour les enfants de moins de 18 ans, sur présentation d'une attestation de l'organisme qui organise le séjour. Cette attestation devra mentionner les dates de participation effective de l'enfant au séjour.*	

Elle sera attribuée à concurrence de €5,00 /enfant/jour avec un maximum de €75,00 par an et par enfant, sur présentation de pièces justificatives de paiement. La prime ne pourra pas dépasser 50% du montant effectivement payé. *Pour les enfants souffrant d'une invalidité supérieure à 66%, ce plafond et le montant des indemnités sont doublés.*	

Interventions non-automatiques:

Octroi d'aides financières, de prêts et d'avances récupérables sur les salaires et rémunérations
L'organe de gestion peut octroyer des aides financières, des prêts et avances récupérables sur les salaires et rémunérations. L'intervention du service social est accordée à titre d'avance ou de prêt. L'organe de gestion détermine les modalités de remboursement.
Les prêts ne peuvent être supérieurs à €2.500,00. Ils seront octroyés sans intérêts et devront être remboursés par mensualités dans un délai qui ne peut excéder trois ans, à partir de l'échéance de la première mensualité.
Le demandeur signera une reconnaissance de dette ainsi qu'un document de cession volontaire de salaire. Aucun nouveau prêt ne sera accordé avant que le précédent ne soit intégralement remboursé.
Les contrats de prêts devront prévoir qu'en cas de cessation de fonction ou de décès, le remboursement du solde pourra être immédiatement exigible en totalité auprès de l'intéressé ou de ses ayants-droit. Ce remboursement pourra s'opérer par prélèvement sur toutes les sommes que l'administration communale ou le CPAS devra éventuellement encore à l'intéressé ou à ses ayants-droit.

Aide exceptionnelle pour événement spécifique et grave
L'organe de gestion peut octroyer une intervention pour événement spécifique et grave. Il décidera si cette intervention est à rembourser à l'administration ou non.

Assistance collective

Assurance collective soins de santé: « hospitalisation »
Par l'intervention dans une assurance collective en cas d'hospitalisation, elle évitera ainsi à ses agents des situations financières pénibles. Chaque membre du personnel sera couvert par une assurance groupe « hospitalisation ». Le service social prend à sa charge ce qui suit: intervention à concurrence de 100 % de la prime (formule de base - chambre commune) par membre du personnel tant actif que pensionné. En cas d'hospitalisation, une intervention supplémentaire équivalente à la franchise à payer en chambre commune pour le personnel actif et pensionné, maximum une fois par an et par membre du personnel. La formule étendue (chambre individuelle) est optionnelle et le supplément à charge du membre du personnel.

Vaccination
Le service social du personnel prend en charge la vaccination contre la grippe et ce une fois par an et par membre du personnel actif et pour autant que la vaccination soit dispensée au sein de l'administration ou du CPAS

Encouragement des activités culturelles, sportives et récréatives

Bibliothèques communales
Les membres du personnel pourront bénéficier de la gratuité d'inscription auprès des

bibliothèques communales gérées par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe.

Complexe sportif
Les membres du personnel pourront bénéficier des conditions accordées aux berchemois pour toute utilisation de terrain du complexe sportif, rue des Châlets 1 à 1082 Bruxelles.

Location de salles communales
Les membres du personnel pourront bénéficier des conditions accordées aux associations berchemoises reconnues pour la location de salles communales pour l'organisation d'évènements privés pour lesquels aucune participation aux frais n'est demandée.

Fête du personnel
Au moins une fois par année, une fête pourra être organisée pour les membres du personnel et leur conjoint/cohabitant, pour laquelle les frais d'organisation seront pris en charge par le service social du personnel et pour laquelle une faible participation aux frais pourra être demandée aux membres du personnel et/ou au conjoint/cohabitant.

Fête pour les enfants du personnel
Au moins une fois par année, une fête pourra être organisée pour les membres du personnel et leur enfants, pour laquelle les frais d'organisation seront pris en charge par le service social du personnel et pour laquelle une faible participation aux frais pourra être demandée aux membres du personnel.

Plaines de vacances communales
Les enfants des membres du personnel communal et du CPAS pourront bénéficier du tarif applicable pour les enfants berchemois pour l'inscription aux plaines de vacances organisées par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe

Article 5: Entrée en vigueur
Les décisions ci-avant sont prises sous réserve de l'avis favorable du comité d'accompagnement financier.
Le présent règlement entre en vigueur à partir du 1er avril 2015 et abroge toute décision précédente des organes communaux et du CPAS en matière de service social du personnel."

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Sociale dienst van het personeel - Aanpassing van het reglement

DE RAAD,

Gelet artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de wet van 19 december 1974 gewijzigd door de wetten van 20 juni 1975, 1 september 1980 en 19 juli 1983 dewelke de relaties regelt tussen de overheid en de vakbonden;
Gezien de beraadslagingen van 26 juni 2008, van 16 december 2010 en van 25 oktober 2012 betreffende de sociale dienst van het personeel;
Overwegende dat vanuit sociaal oogpunt het wenselijk is de interventies voorzien door de sociale dienst van het OCMW en van de Gemeente, uit te breiden;
Overwegende dat de extra uitgaven voor het jaar 2015 zullen ingeschreven worden in

de begroting 2015 op het artikel 131/115-41;
Overwegende dat dit punt voorgelegd zal worden aan de vakbondsorganisaties tijdens de vergadering van 5 maart 2015;

BESLUIT wat volgt:

"Artikel 1: Missie van de sociale dienst
De missie van de sociale dienst is het op maat verlenen van materiële en morele hulp aan het OCMW- en gemeentepersoneel en dit volgens objectieve criteria.

Artikel 2: Begunstigden
De werking van de sociale dienst van de Gemeente en het OCMW is van toepassing op:

- *de vastbenoemde personeelsleden;*
- *de contractuele personeelsleden voor zover het contract getekend is voor een periode van meer of gelijk aan één jaar;*
- *het onderwijzend personeel op voorwaarde dat ze hun hoofdfunctie uitoefenen in een gemeentelijke instelling van Sint-Agatha-Berchem (= minimum 12 lestijden/week);*
- *personeelsleden die zich bevinden in dienstactiviteit of in disponibiliteit wegens gezondheidsredenen.*

Onder "gemeentepersoneel" dient men te verstaan, alle leden van het personeel van het gemeentebestuur en van het OCMW ongeacht de dienst waar ze werken en ongeacht hun statuut of hun arbeidsovereenkomst.
De tussenkomst in de collectieve verzekering wordt uitgebreid tot het op rust gesteld personeel van de Gemeente en van het OCMW, evenals tot de leden van het College van Burgemeester en Schepenen, met inbegrip van de voorzitter van het OCMW.
Behoudens de bepalingen betreffende de premie voorzien voor het rustpensioen en het recht op aansluiting op de hospitalisatieverzekering, is dit onderhavige reglement niet van toepassing op:

- *personeelsleden met een voltijdse loopbaanonderbreking;*
- *personeelsleden met een verlof zonder wedde voor een periode van meer dan drie maanden;*
- *personeelsleden die afwezig zijn wegens gezondheidsredenen na een periode van meer dan één jaar ziekte.*

Artikel 3: Administratief en financieel beheer

Definities
- Beheersorgaan: het College van Burgemeester en Schepenen wordt gelast met de dossiers van het gemeentebestuur en de Raad van het beheer wordt gelast met de dossiers van het OCMW.
- Overlegorgaan: het Comité wordt paritair samengesteld uit leden van het beheersorgaan en uit afgevaardigden van de vertegenwoordigende vakbondsorganisatie (één per vakbondsorganisatie). Elk effectief lid duidt een plaatsvervanger aan die hem vervangt in geval van afwezigheid. In geval van verhindering dient de plaatsvervanger door het effectieve lid verwittigd te worden.

Administratief beheer
Het beheersorgaan beheert de sociale dienst van het personeel.
Alvorens over te gaan tot een niet-automatische tussenkomst van de sociale dienst,

raadpleegt het beheersorgaan het overlegorgaan. In geval van hoogdringendheid mag het beheersorgaan niettemin op basis van een gemotiveerde beslissing, op eigen initiatief een tussenkomst toekennen. Zij zijn dan verplicht het overlegorgaan binnen de kortste termijn te informeren.
De Burgemeester of, in geval van afwezigheid, de Voorzitter van het OCMW, wordt aangeduid als Voorzitter van het overlegorgaan. De Gemeentesecretaris of de OCMW-Secretaris wonen de vergadering bij met raadgevende stem.
Het dagelijks administratief beheer en het secretariaat worden waargenomen door de HR-dienst. Vertegenwoordigers van deze dienst kunnen in het overlegorgaan zetelen in hoedanigheid van expert. Indien nodig kan deze dienst een onderzoek houden.
Het comité mag slechts zetelen wanneer minstens één lid van het beheersorgaan en minstens één lid van de vakbondsorganisatie aanwezig is.
De vergaderingen hebben plaats op uitnodiging van de Voorzitter. De uitnodiging wordt drie werkdagen voor de vergadering overgemaakt. Op aanvraag van 1/3 van de leden van het comité moet de Voorzitter binnen de drie werkdagen het comité bijeen roepen. De dagorde van de vergadering wordt aan de uitnodiging toegevoegd.
Van de leden van het comité wordt een volstrekte discretie verwacht.

Financieel beheer
Voor de toepassing van onderhavig reglement zal de sociale dienst over een krediet beschikken, jaarlijks op de begroting ingeschreven à rato van 0,25 % van de bruto loonmassa, verhoogd met een bedrag dat voldoende is om de verzekering gezondheidszorgen te dekken. In geval van een tekort zal een begrotingswijziging het begrotingstekort dekken.
De financiële tussenkomsten, die beslist werden door het beheersorgaan, worden door de Gemeenteontvanger of de Ontvanger van het OCMW uitgevoerd.
Een financieel verslag zal jaarlijks aan de Gemeenteraad en aan de Raad van het OCMW voorgelegd worden, samen met de jaarrekeningen. Dit verslag zal ook aan het overlegorgaan voorgelegd worden waarvan sprake in artikel 3A.

Artikel 4: Activiteiten van de sociale dienst

Individuele of familiale hulp

Automatische toekenning van premies in bepaalde omstandigheden:
Voor de personeelsleden die deeltijdse prestaties leveren, wordt het bedrag van de voordelen toegekend à rato van de werkprestaties volgens de volgende bepalingen:

- Werkprestaties kleiner of gelijk gesteld met ½ tijd: ½ van de voordelen;
- *Werkprestaties hoger dan ½ tijd: volledig voordeel.*

Een uitzondering betreft de premie voor het Sint-Niklaasfeest. Deze zal volledig toegekend worden, ongeacht de werkprestaties.
De afwezigheidsperioden wegens gezondheidsredenen worden meegerekend als effectieve prestaties.
Met uitzondering van de geboortepremies, zullen de premies verbonden aan de kinderen slechts éénmaal toegekend worden wanneer beide echtgenoten in dienst zijn bij het gemeentebestuur of beiden in dienst zijn bij het OCMW.
Voor de premie "25 jaar/35jaar dienst" en de voor de premie "rustpensioen", worden de perioden van ter beschikking stelling of van volledige loopbaanonderbreking niet in aanmerking genomen voor de berekening van het aantal dienstjaren.

Huwelijk of wettelijke samenwoningsakte *NB: wanneer beiden in dienst zijn bij het gemeentebestuur en/of bij het OCMW, krijgt ieder van hen de premie*	*€100,00*

25 jaar in dienst bij het gemeentebestuur en/of het OCMW *35 jaar in dienst bij het gemeentebestuur en/of het OCMW* *OPMERKING: Overgangsmaatregel van toepassing voor alle personeelsleden die 5 jaar voorafgaand aan de invoering van deze maatregelen voldeden aan dezelfde voorwaarden. Voor 25 jaar dienst geldt er voor hen een premie van €250,00 en voor 35 jaar dienst een premie van €375,00.*	*€500,00* *€750,00*
Rustpensioen (vanaf 60 jaar) *OPMERKING: Overgangsmaatregel van toepassing voor alle personeelsleden die in 2014 voldeden aan dezelfde voorwaarden. Voor hen geldt een premie berekend als volgt: de helft van het verschil tussen het oude en het nieuwe reglement van de sociale dienst. Een vast bedrag kan onmogelijk bepaald worden gezien de jaren anciënniteit een rol spelen in de berekening en deze individueel zijn.*	*€35,00 per jaar anciënniteit met een maximum van €875,00*
Geboorte of adoptie van een kind *NB: voor de ongehuwde ouders dient een samenstelling van het gezin voorgelegd te worden.*	*€75,00*
Toelage voor het Sint-Niklaasfeest van de kinderen van het personeelslid *NB: premie van €20,00 of een geschenk ter waarde van ongeveer €20,00. Alleen voor de kinderen van minder dan 12 jaar voor wie het personeelslid, zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende kinderbijslag geniet.*	*€20,00*
Mindervalide kinderen *NB: In juli zal het bedrag betaald worden aan de personen die in juni verhoogde kinderbijslag krijgen voor een mindervalide kind.*	*€75,00*
Tussenkomst in de verblijfskosten van kinderen met vakantie *a) <u>verblijven met overnachting</u>* *De premie wordt toegekend voor een betalend verblijf van minimum 4 dagen en 3 opeenvolgende nachten aan kinderen die ten laste zijn van een personeelslid voor wie hij/zij kinderbijslag krijgt en/of deel uitmaken van het gezin (geattesteerd door een attest van gezinssamenstelling). Deze verblijfplaatsen moeten erkend worden door de "ONE", Kind en Gezin of goedgekeurd zijn door het College van Burgemeester en Schepenen of door de Raad van het OCMW. De betaling van de tussenkomst zal enkel gebeuren voor kinderen van minder dan 18 jaar, op voorlegging van een attest van de inrichting die het verblijf organiseert. Dit attest moet de effectieve deelnemingsdata van het kind aan dit verblijf en de betaalde prijs vermelden.*	

Dit zal toegekend worden à rato van €7,50/kind/nacht met een maximum van €75,00 per jaar per kind, op voorlegging van de betalingsbewijzen. De premie mag 50% van het effectief betaald bedrag niet overschrijden. *Voor de kinderen met een invaliditeit van meer dan 66 %, wordt dit maximum en het bedrag van de vergoedingen verdubbeld.* *b) <u>verblijven zonder overnachting</u>* *De premie wordt toegekend voor een betalend verblijf van minimum 4 dagen aan kinderen die ten laste zijn van een personeelslid voor wie hij/zij kinderbijslag krijgt en/of deel uitmaken van het gezin (geattesteerd door een attest van gezinssamenstelling). Deze verblijfplaatsen moeten erkend worden door de "ONE", Kind en Gezin of goedgekeurd zijn door het College van Burgemeester en Schepenen of door de Raad van het OCMW. De betaling van de tussenkomst zal enkel gebeuren voor kinderen van minder dan 18 jaar, op voorlegging van een attest van de inrichting die het verblijf organiseert. Dit attest moet de effectieve deelnemingsdata van het kind aan dit verblijf vermelden.* *Dit zal toegekend worden à rato van €5,00/kind/dag met een maximum van €75,00 per jaar per kind, op voorlegging van de betalingsbewijzen. De premie mag 50% van het effectief betaald bedrag niet overschrijden.* *Voor de kinderen met een invaliditeit van meer dan 66 %, wordt dit maximum en het bedrag van de vergoedingen verdubbeld.*	

<u>Niet automatische tussenkomsten</u>:

<u>Toekenning van financiële hulp, leningen of terugvorderbare voorschotten op lonen en wedden</u>
Het beheersorgaan kan financiële hulp, leningen of terugvorderbare voorschotten toekennen op de wedden en lonen. De tussenkomst van de sociale dienst wordt toegekend bij wijze van voorschot of lening. De wijze van terugbetaling wordt door het beheersorgaan bepaald.
De leningen mogen niet hoger zijn dan €2.500,00. Ze zullen toegekend worden zonder intresten en zullen maandelijks moeten worden terugbetaald binnen een termijn van maximum 3 jaar vanaf de vervaldag van de eerste maandelijkse termijn.
De aanvrager zal een schuldbetekenis, samen met een vrijwillige loonsafstand ondertekenen. Geen enkele nieuwe lening zal toegekend worden vooraleer de vorige lening integraal werd terugbetaald.
De leningscontracten zullen moeten voorzien dat in geval van werkonderbreking of overlijden, het totale saldo rechtstreeks en onmiddellijk kan ingevorderd worden bij de belanghebbende of bij zijn rechthebbenden.
De terugvordering zal kunnen gebeuren op alle bedragen die het bestuur eventueel nog aan de belanghebbende of zijn rechthebbenden zou moeten betalen.

<u>Uitzonderlijke bijstand verleend als gevolg van een specifiek of ernstig voorval</u>
Het beheersorgaan kan een tussenkomst voor ernstig of specifiek voorval toekennen. Het bepaalt of de tussenkomst wel of niet moet worden terugbetaald.

Collectieve hulpverlening

Collectieve verzekering gezondheidszorgen: "hospitalisatie"
Door een tussenkomst in een collectieve verzekering in geval van hospitalisatie zal ze haar personeel moeilijke financiële toestanden besparen. Elk personeelslid zal gedekt worden door een groepsverzekering "hospitalisatie". De sociale dienst zal het bedrag van de premie (basisformule - gemeenschappelijke kamer) voor zowel actieve als gepensioneerde personeelsleden 100% ten laste nemen. Wanneer een actief of gepensioneerd personeelslid gehospitaliseerd wordt, zal het bedrag van de franchise in een gemeenschappelijke kamer eveneens ten laste genomen worden door de sociale dienst. Deze tussenkomst is beperkt tot één keer per jaar per personeelslid. De uitgebreide formule (éénpersoonskamer) is optioneel en de meerkost is ten laste van het personeelslid.

Inenting
De sociale dienst van het personeel neemt de griepinenting ten laste en dit éénmaal per jaar voor de actieve personeelsleden voor zover deze inenting door de administratie of het OCMW gegeven wordt.

Aanmoedigen van culturele, sportieve en recreatieve activiteiten

Gemeentelijke bibliotheken
De personeelsleden zullen genieten van een gratis inschrijving bij de gemeentelijke bibliotheken die beheerd worden door het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem.

Sportcomplex
De personeelsleden zullen kunnen genieten van dezelfde voorwaarden toegekend aan de Berchemnaren voor het gebruik van de terreinen van het sportcomplex, Lusthuizenstraat 1 te 1082 Brussel.

Huren van de gemeentelijke zalen
De personeelsleden zullen voor het inrichten van privé-aangelegenheden kunnen genieten van de voorwaarden toegekend aan de Berchemse verenigingen voor het huren van de gemeentelijke zalen waarvoor geen tussenkomst in de kosten zal gevraagd worden.

Personeelsfeest
Minstens één keer per jaar zal een personeelsfeest kunnen georganiseerd worden voor het personeel, de echtgenoten/samenwonenden, waarvan de inrichtingskosten ten laste zullen genomen worden door de sociale dienst en waarvoor een lage tussenkomst in de kosten aan de personeelsleden, hun echtgenoten/samenwonenden zal kunnen gevraagd worden.

Feest voor de kinderen van de personeelsleden
Minstens één keer per jaar zal een feest kunnen ingericht worden voor het personeel en hun kinderen, waarvan de inrichtingskosten ten laste zullen genomen worden door de sociale dienst van het personeel en waarvoor een lage tussenkomst in de kosten aan de personeelsleden.

Gemeentelijke speelpleinwerking
De kinderen van personeelsleden van de Gemeente en van het OCMW kunnen genieten van het tarief dat van toepassing is op de Berchemse kinderen bij de inschrijving voor de speelpleinwerking georganiseerd door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 5: Inwerkingtreding
De bovenstaande beslissingen worden genomen onder voorbehoud van een gunstig advies van het financieel begeleidingscomité.
Dit onderhavig reglement zal in werking treden vanaf 1 april 2015 en vernietigt alle vorige beslissingen van de gemeentelijke- of OCMW instellingen betreffende de sociale dienst."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
Berekening+sociale+dienst+%28overgangsmaatregelen%629.pdf, Surcoût modifications 2015.pdf, Surcoût mesures transitoires CPAS.pdf, Statistiques montants payés en 2014.pdf

---

26.03.2015/A/0016 **Règlement relatif à l'octroi d'une prime de premier établissement en matière de travail indépendant - Renouvellement**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, particulièrement les articles 117 et 119;
Considérant que dans la situation économico-financière actuelle et dans le but de dynamiser le commerce local, il est utile de soutenir, sous certaines conditions, l'indépendant qui souhaite s'établir pour la première fois;
Vu que le coût de l'aménagement lors du démarrage d'un premier établissement constitue une charge financière importante;
Considérant que les crédits budgétaires nécessaires sont inscrits au service ordinaire du budget 2015 à l'article 871/331-01;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
En vertu du présent règlement, dans la limite des crédits disponibles au budget, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder une prime de premier établissement:
a) aux personnes physiques qui, sur le territoire de la Commune, s'établissent comme indépendants ou chefs d'entreprise de travail indépendant;
b) aux S.P.R.L. de droit belge, constituées par une seule personne physique, poursuivant les mêmes fins, établissant leur siège d'exploitation sur le territoire de la Commune et dont l'associé unique répond aux conditions fixées par les articles 2 b), 3 et 5.

Article 2:
Est considérée comme chef d'entreprise, la personne qui, soit:
a) gère personnellement son entreprise à son propre compte et à titre principal;
b) soit est l'associée unique d'une S.P.R.L. sans y être liée par un contrat de travail.

Article 3:
Pour bénéficier de la prime, le demandeur doit remplir les conditions suivantes dès le début de l'exercice de l'activité indépendante:
a) soit être de nationalité belge, soit être ressortissant d'un état membre de la U.E. ou être autorisé ou admis au séjour sur le territoire belge;

b) être détenteur d'un extrait du casier judiciaire vierge;
c) être majeur ou émancipé et ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans au moment de la demande ou avoir atteint l'âge de 50 ans et être inscrit depuis plus de six mois à l'Office National de l'Emploi comme demandeur d'emploi;
d) avoir son établissement sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe;
e) être en règle vis-à-vis des lois et règlements régissant la sécurité sociale ainsi que l'exercice de l'activité pour laquelle la prime est sollicitée;
f) prouver par des copies de factures que des investissements professionnels de premier établissement ont été faits pour une valeur minimale de € 3.000,00;
g) avoir suivi avec fruit le cycle de mentorat d'entreprises organisé par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe.

Les dossiers seront traités dans l'ordre de leur arrivée et jusqu'à épuisement des crédits prévus.

Article 4:
Sont exclus du bénéfice de la prime:
a) les personnes qui, avant l'établissement pour lequel la prime est sollicitée, ont déjà exercé une profession de travailleur indépendant à titre d'activité principale;
b) les professions indépendantes et libérales suivantes:
1. les banques et autres institutions financières;
2. les night-shops, phone shops, solderies.

Article 5:
Le bénéficiaire de la prime doit souscrire les engagements suivants:
a) être domicilié ou se domicilier avec son ménage à Berchem-Sainte-Agathe dans les douze mois qui suivent l'établissement et le rester pendant les cinq années suivantes; le demandeur doit indiquer/communiquer la date d'inscription aux registres de population/des étrangers de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe;
b) exercer à titre principal à Berchem-Sainte-Agathe l'activité visée pendant au moins cinq ans à dater de l'octroi de la prime;
c) avertir immédiatement le Collège des Bourgmestre et Echevins dès la cessation de l'activité indépendante ou le transfert de l'établissement et/ou du domicile;
d) restituer la prime soit s'il cesse de respecter les conditions imposées, soit en cas de déclaration inexacte ou incomplète. La prime sera récupérée selon les modalités suivantes:
Si les conditions ne sont plus réunies dans le courant de la première année: 100%, la deuxième année: 80%, la troisième année: 60%, la quatrième année: 40%, la cinquième année: 20%.

Ce montant est augmenté des intérêts au taux légal en vigueur à la date du recouvrement.

Article 6:
Le montant de la prime communale de premier établissement s'élève à € 500,00 pour des investissements professionnels de premier établissement ayant une valeur minimale de € 3.000,00.
A cette prime communale minimale de € 500,00, s'ajoute un montant égal à 1% de la valeur des investissements professionnels de premier établissement dépassant € 3.000,00. Le montant maximum de la prime communale s'élève à € 650,00. Il ne peut être octroyé qu'une seule prime par ménage.

Article 7:
Dans les dix-huit mois de l'établissement à la Commune de Berchem-Sainte-Agathe, la

demande est introduite au Collège des Bourgmestre et Echevins sur le formulaire délivré à cet effet par le Service Commerce et Festivités. Elle doit être accompagnée des attestations et preuves requises suivantes:
□ une copie recto/verso de la carte d'identité du demandeur ou pour les cartes d'identité avec une puce: une copie papier des informations sur la puce;
□ un certificat de résidence;
□ un certificat de composition de ménage;
□ un extrait du casier judiciaire vierge;
□ un document attestant de l'inscription à un guichet d'entreprise;
□ un certificat délivré par l'O.N.E.M. certifiant que le demandeur a plus de 50 ans et attestant qu'il est inscrit depuis plus de six mois comme chômeur demandeur d'emploi;
□ un certificat du receveur des contributions duquel il résulte que le demandeur n'a pas de dettes;
□ une attestation délivrée par l'autorité compétente confirmant que le demandeur est en règle quant à ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale, jusque et y compris l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport à la date de la demande, conformément aux dispositions de la loi belge ou celles du pays où il résidait avant;
□ un certificat attestant de la formation du cycle de mentorat d'entreprise organisé par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe;
□ copie des factures (en français ou en néerlandais) des frais exposés pour des investissements professionnels de premier établissement et la copie de la preuve de paiement (si facture non acquittée).

Article 8:
Le Service Commerce et Festivités est chargé de l'exécution du présent règlement. Il contrôle en particulier la réalité des investissements professionnels.
Le Département des Affaires du Citoyen contrôle la réalité du domicile et l'inscription aux registres de population/étrangers de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe, le cas échéant.

Article 9:
Le Collège des Bourgmestre et Echevins statue sur le bien-fondé de la demande.
Toute contestation relative à l'application du présent règlement est tranchée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.
Article 10:
Le présent règlement entre en vigueur le 1er avril 2015 pour une durée de deux ans.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Reglement betreffende de toekenning van een premie als starter inzake zelfstandige arbeid - Hernieuwing

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 117 en 119;
Overwegende dat het nuttig is om onder bepaalde voorwaarden starters in zelfstandige arbeid te ondersteunen gezien de huidige economische en financiële situatie en het noodzakelijk is de lokale handel te dynamiseren;
Gezien de nodige kredieten ingeschreven zijn in de begroting op artikel 871/331-01 van de gewone dienst 2015;
Overwegende dat de inrichtingskost een belangrijke financiële drempel is voor het opstarten van een nieuwe handelszaak;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:
In toepassing van onderhavig reglement kan het College van Burgemeester en Schepenen binnen de beschikbare kredieten een premie toekennen als zelfstandige starter:
a) aan fysieke personen die zich vestigen als zelfstandige of bedrijfshoofd van zelfstandige arbeid op het grondgebied van de Gemeente;
b) aan de B.V.B.A. naar Belgisch recht, samengesteld uit slechts één fysiek persoon, met dezelfde doelstellingen, hun uitbatingszetel vestigend in de Gemeente, en waarvan de enige vennoot beantwoordt aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 2, b), 3 et 5.

Artikel 2:
Wordt beschouwd als bedrijfshoofd, de persoon die:
a) hetzij persoonlijk zijn onderneming beheert voor eigen rekening;
b) hetzij de enige vennoot is van een B.V.B.A. zonder aan deze vennootschap verbonden te zijn door een arbeidsovereenkomst.

Artikel 3:
Om van de premie te kunnen genieten moet de aanvrager vanaf de aanvang van de activiteit als zelfstandige, aan volgende voorwaarden voldoen:
a) hetzij van Belgische nationaliteit zijn, hetzij onderdaan van een E.U.-lidstaat, of toegelaten of gemachtigd zijn om op het Belgisch grondgebied te verblijven;
b) houder zijn van een blanco uittreksel van het strafregister;
c) meerderjarig zijn of ontvoogd en de leeftijd van 50 jaar niet bereikt hebben op het ogenblik van de aanvraag of de leeftijd van 50 jaar hebben bereikt en sedert tenminste zes maanden ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening als werkzoekende;
d) zijn zaak gevestigd hebben op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem;
e) in orde zijn met de wetten en reglementen die de sociale zekerheid beheren alsmede de uitoefening van de activiteit waarvoor de premie aangevraagd wordt;
f) aan de hand van facturen kunnen bewijzen dat er beroepsinvesteringen als starter gebeurd zijn voor een minimale waarde van € 3.000,00;
g) met vrucht de cyclus bedrijfsmentoraat, georganiseerd door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem, gevolgd hebben;

De dossiers worden behandeld in volgorde van indiening en tot uitputting van het voorziene krediet.

Artikel 4:
Zijn van het voordeel van deze premie uitgesloten:
a) de personen die, voor het starten van de zaak waarvoor de premie wordt aangevraagd, reeds het beroep van zelfstandige hebben uitgeoefend als hoofdberoep;
b) volgende zelfstandige en vrije beroepen:
1. de banken en andere financiële instellingen;
2. de night-shops, phone-shops en solderiën.

Artikel 5
De begunstigde van de premie verbindt er zich toe:
a) met zijn gezin in Sint-Agatha-Berchem gevestigd te zijn, of er zich te vestigen binnen de twaalf maanden na de oprichting, en dit te blijven gedurende de vijf

volgende jaren; de aanvrager dient de datum van inschrijving in de bevolkingsregisters/vreemdelingenregister mede te delen;
b) vanaf de datum van toekenning van de premie, de bedoelde activiteit als hoofdberoep uit te oefenen te Sint-Agatha-Berchem gedurende minstens vijf jaar;
c) in geval van stopzetting van de zelfstandige activiteit of van verandering van adres of zetel van het bedrijf of van het gezinsdomicilie, onmiddellijk het College van Burgemeester en Schepenen hiervan schriftelijk op de hoogte te stellen;
d) de premie terug te storten in geval er niet meer voldaan wordt aan de opgelegde voorwaarden of in geval van onjuiste of onvolledige verklaring. De premie zal als volgt terug gevorderd worden: als aan de voorwaarden niet meer wordt voldaan gedurende het 1e jaar, 100%, 80% in het 2e jaar, 60% in het derde jaar, 40% in het vierde jaar en 20% in het laatste jaar.

Dit bedrag wordt verhoogd met de wettelijke intresten toepasbaar op het ogenblik van invordering.

Artikel 6:
Het bedrag van de gemeentelijke premie als starter bedraagt € 500,00 voor de beroepsinvesteringen met een minimale waarde van € 3.000,00.
Op deze minimale gemeentelijke premie van € 500,00 wordt een toeslag van 1% toegekend berekend op de waarde van de beroepsinvesteringen als starter en op het gedeelte dat de € 3.000,00 overschrijdt. De maximale gemeentelijke premie bedraagt € 650,00. Er kans slechts één premie per gezin toegekend worden.

Artikel 7:
Binnen de achttien maanden van de vestiging te Sint-Agatha-Berchem, dient de aanvraag gericht te worden aan het College van Burgemeester en Schepenen, op het formulier dat wordt afgeleverd door de Dienst Handel en Festiviteiten. De aanvraag dient vergezeld te zijn van volgende vereiste attesten en bewijzen:
□ een recto/verso kopie van de identiteitskaart van de aanvrager of, voor de nieuwe identiteitskaarten met chip: een kopie op papier van de informatie op de chip;
□ een bewijs van inschrijving in de Gemeente;
□ een bewijs van samenstelling van gezin;
□ een blanco uittreksel van het strafregister;
□ een bewijs van inschrijving bij een ondernemingsloket;
□ een bewijs afgeleverd door de R.V.A. waaruit blijkt dat de aanvrager de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt en reeds meer dan zes maanden ingeschreven is als werkzoekende;
□ een attest van de Ontvanger der Belastingen, waaruit blijkt dat de aanvrager geen schulden heeft;
□ een attest dat uitgereikt werd door de bevoegde overheid en waarin bevestigd wordt dat de aanvrager voldaan heeft aan zijn verplichtingen inzake betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid, tot en met diegene die slaan op het voorlaatste afgelopen kalenderkwartaal vóór de datum van aanvraag, overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van het land waar deze voorheen gevestigd was;
□ een attest van de vorming bedrijfsmentoraat, georganiseerd door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem;
□ kopie van de facturen (in het Nederlands of in het Frans) van de gemaakte kosten voor beroepsinvesteringen als zelfstandige starter en kopie van het betalingsbewijs bij factuur waarop niet is vermeld dat ze voldaan zijn.

Artikel 8:
De Dienst Handel en Festiviteiten wordt belast met de uitvoering van onderhavig reglement. De dienst onderzoekt in het bijzonder de echtheid van de beroepsinvesteringen.

Het Departement Burgerzaken onderzoekt, zo nodig, de echtheid van de huisvesting en de inschrijving in de bevolkingsregisters/vreemdelingenregister van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 9:
Het College van Burgemeester en Schepenen beraadslaagt over de gegrondheid van de aanvraag.
Elke betwisting betreffende de toepassing van onderhavig reglement wordt beslecht door het College van Burgemeester en Schepenen.
Artikel 10:
Onderhavig reglement treedt in voege op 1 april 2015 voor een duur van twee jaar.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Formulaire+de+demande+de+la+prime+NL.pdf,
Formulaire+de+demande+de+la+prime+FR-2.pdf

26.03.2015/A/0017 **Département Education et Temps Libre - Service Jeunesse - Organisation de "Vacances Communales" durant les congés d'automne et de détente - Règlement d'ordre intérieur – Approbation**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;
Attendu qu'il y a une demande importante de parents pour élargir et diversifier l'offre d'activités pour les enfants francophones et néerlandophones, berchemois et non-berchemois âgés de 2,5 à 12 ans sur le territoire communal;
Attendu qu'il y a une volonté du Service Jeunesse de proposer une activité non-résidentielle durant les congés de Toussaint et de Carnaval, activité appelée "Vacances Communales";
Attendu qu'il s'agit d'une initiative communale indépendante des "stages communaux" qui sont des stages à thèmes spécifiques;
Vu que cette activité "Vacances Communales" ne rentre pas dans le cadre du décret "Centre de vacances" de la Communauté française, qui concerne les périodes de congés de minimum 2 semaines consécutives, faisant référence à la "Plaine de vacances" s'adressant uniquement aux enfants francophones et qui est subsidiée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
Vu qu'il y a lieu d'instaurer un règlement d'ordre intérieur pour cette activité "Vacances Communales" et d'harmoniser ce règlement avec celui de la plaine de vacances et des stages artistiques, culturels et sportifs tout en respectant les spécificités propres à cette activité "Vacances Communales";
Vu que l'organisation de cette activité durant les périodes de congés scolaires de Toussaint et de Carnaval doit permettre d'accueillir les enfants en assurant leur sécurité et leur épanouissement;
Vu l'existence d'une "garderie" durant les congés de Toussaint et de Carnaval pour les enfants des écoles communales dont le règlement d'ordre intérieur a été approuvé par le Conseil communal lors de la séance du 19 février 2008;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins:

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

Le règlement d'ordre intérieur existant régissant le fonctionnement de la « garderie » pendant les congés scolaires de Toussaint et de Carnaval sera abrogé au 1er septembre 2015.

Article 2:

Le Conseil communal prend acte et approuve le nouveau règlement d'ordre intérieur de l'activité non-résidentielle « Vacances Communales » pendant les congés scolaires de Toussaint et de Carnaval à partir du 1er septembre 2015.

"Règlement d'ordre intérieur « Vacances Communales »

Article 1: Présentation

L'administration communale peut organiser pendant les congés scolaires de Toussaint et Carnaval des « Vacances Communales » dans les infrastructures du bâtiment scolaire communal sis Place Baudouin pour les enfants francophones et néerlandophones de 2 ½ ans à 12 ans, quelles que soient leurs convictions idéologiques, philosophiques ou politiques ou celles de leurs parents.

L'objectif premier de cette activité est de contribuer à l'encadrement, l'éducation et l'épanouissement des enfants et de leur offrir des vacances ludiques et créatives.

Dans ce cadre, les enfants sont encadrés par un coordinateur administratif, un coordinateur pédagogique, une équipe d'animation et des accueillant(e)s scolaires.

Article 2: Dates et heures d'ouverture et de fermeture

Les activités sont assurées de 9h00 à 16h00.

Un accueil des enfants est assuré dès 7h30 et jusqu'à 18h00.

Article 3: Locaux et dépendances

En vue d'accueillir l'activité, l'administration communale met à disposition des enfants les locaux du bâtiment scolaire ainsi que le matériel s'y trouvant habituellement et les installations annexes:

- deux grandes cours de récréation;
- un grand préau couvert;
- un réfectoire;
- deux salles de gymnastique;
- un local polyvalent adapté aux moins de 6 ans;
- les sanitaires adaptés;

Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra affecter d'autres lieux communaux en fonction des circonstances.

Article 4: Inscription

L'inscription à l'activité « Vacances Communales » nécessite de compléter un bulletin d'inscription et une fiche santé concernant l'enfant. Toute omission d'information importante sur la santé et la sécurité physique et psychique de l'enfant peut mener à une annulation d'inscription.

Un document « pour information aux parents », remis en même temps que le bulletin d'inscription et la fiche santé, reprendra la synthèse des informations contenues dans le ROI afin de faciliter la lisibilité des informations communiquées.

L'inscription complète (preuve de paiement + documents) doit parvenir au plus tard à la date de clôture fixée et communiquée par le Service Jeunesse de la Commune.

Toute absence et retard doivent être signalés sur place ou par téléphone au numéro: 02/563.59.20. En cas d'urgence durant l'activité en dehors des heures de bureau, il est possible d'envoyer un SMS ou de laisser un message sur le numéro d'urgence du service Jeunesse: 0XXX/XX.XX.XX.

Article 5: Part d'intervention des parents et remboursement

La part d'intervention des parents dans le coût des « Vacances Communales » pendant les congés scolaires de Toussaint et de Carnaval est fixée par le Conseil communal comme suit :

	berchemois		*non-berchemois*	
	*1er enfant**	*2ème et suivants**	*1er enfant**	*2ème et suivants**
Semaine de 5 jours	*€45,00*	*€40,00*	*€90,00*	*€80,00*
Semaine de 4 jours	*€36,00*	*€32,00*	*€72,00*	*€64,00*
Semaine de 3 jours	*€27,00*	*€24,00*	*€54,00*	*€48,00*

**enfant de la même famille, habitant sous le même toit, à charge des parents ou tuteurs légaux.*

Le montant se rapporte aux frais de participation et est impérativement réglé anticipativement. Il est soit versé sur le compte de l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe destiné à cet effet, soit réglé par voie électronique auprès du Service Jeunesse. Une difficulté financière ne devant cependant pas être un frein à la participation de l'enfant, il est possible de régler les « Vacances Communales » en plusieurs fois uniquement sur base d'un plan de paiement soumis à l'acceptation du Receveur communal.
Le remboursement des sommes payées se fera uniquement si l'absence est couverte par un certificat médical et comprend au minimum 3 jours d'absence consécutifs. Les remboursements seront exclusivement effectués par voie de versement sur un compte bancaire.

Article 6: Réduction d'impôts
Conformément à l'article 145/35 du code des impôts sur les revenus, les parents peuvent obtenir une réduction d'impôt pour les dépenses engagées pour la garde d'un ou plusieurs enfants, ce qui est le cas pour les enfants fréquentant les « Vacances Communales ». Pour ce faire, l'administration communale remettra en temps utile, l'attestation fiscale selon le modèle fourni par le Service Public Fédéral des Finances. Le contenu de cette disposition est modifiable selon l'évolution de la législation fédérale en la matière.

Article 7: Discipline
Tous les actes d'indiscipline ou d'insubordination sont immédiatement communiqués par le coordinateur à la Direction du Département Education et Temps Libre via le Service Jeunesse.
Les sanctions suivantes sont autorisées:

a. *la réprimande et/ou l'exclusion temporaire de l'une ou plusieurs activités. Ces sanctions, prenant cours immédiatement, sont du ressort du coordinateur qui, avant leur application, en informera le Service Jeunesse qui à son tour en informera les parents;*
b. *l'exclusion temporaire et l'exclusion définitive des « Vacances Communales ». Ces sanctions appellent, avant application, l'accord de l'Echevin de la Jeunesse et sont notifiées au Collège des Bourgmestre et Echevins.*

Article 8: Programme type d'une journée
Les activités sont prévues entre 9h et 16h. Les enfants doivent donc arriver avant 9h.

La garderie du soir se termine à 18h, les parents doivent donc venir rechercher leur enfant avant 18h.

Maternelle

7h30 – 9h	*Accueil et garderie*
9h – 12h	*Jeux et/ou activités diverses*
12h – 13h	*Repas du midi*
13h – 14h	*Période de relaxation ou activités calmes*
14h – 15h30	*Jeux et/ou activités diverses*
16h – 18h	*Garderie*

Primaire

7h30 – 9h	*Accueil et garderie*
9h – 12h	*Activité au choix de l'enfant*
12h – 12h30	*Repas du midi*
12h30 – 13h30	*Période de relaxation ou activités calmes*
13h30 – 15h30	*Activité au choix de l'enfant*
16h – 18h	*Garderie*

Une collation est prévue en matinée et en milieu d'après-midi.

Article 9: Clôture de la journée

La journée se clôture à 18h. Après 18h, sauf cas de force majeure, une sanction financière sera facturée aux parents, d'une valeur de 15 euros par enfant/demi-heure supplémentaire entamée. Cette somme sera facturée par l'administration communale aux parents.

Si pour une raison ou l'autre, le parent ne peut venir rechercher son enfant lui-même, il devra prévenir l'équipe encadrante le matin et remettre une procuration avec le nom de la personne qui le remplacera.

Article 10: Repas et collation

Les collations servies en matinée et dans l'après-midi comprennent une boisson et une collation de type fruit, yaourt,...

Le repas du midi (tartines) est amené par les enfants. Afin de favoriser la bonne santé des enfants, les seules boissons acceptées sont l'eau et les jus. Les friandises ne sont pas autorisées.

Article 11: En cas d'accident

Les enfants sont assurés par l'administration communale contre les accidents pouvant survenir pendant les activités et sur le chemin des « Vacances Communales ».

Lorsqu'un accident survient, le coordinateur prend, en concertation avec le Service Jeunesse, les mesures qui s'imposent. Les parents sont tout de suite contactés. Dans ce but, le coordinateur doit être en possession d'un numéro de téléphone où les parents peuvent être contactés à tout moment.

Au moindre doute, des examens médicaux sont effectués. Si la décision de ne pas faire d'examen est prise mais que les parents se rendent malgré tout chez le médecin, ils seront tenus d'assumer eux-mêmes les frais inhérents à cette démarche.

Certaines circonstances peuvent faire que, malgré la vigilance des animateurs, l'enfant présente le soir (après une chute par exemple) des signes préoccupants. Dans ce cas, les parents ayant fait appel à un médecin doivent se présenter, le lendemain, munis de certificats médicaux éventuels qui rendront possible les démarches auprès des compagnies d'assurance dans les délais prévus.

Article 12: Maladies

Dans les cas de maladies suivantes, les parents sont tenus d'avertir immédiatement le coordinateur: diphtérie, fièvre typhoïde, paratyphoïde, dysenterie bacillaire, hépatite épidémique, méningite, poliomyélite, scarlatine, variole, tuberculose, gale, coqueluche, oreillons, rougeole, rubéole, impétigo, teigne du cuir chevelu et pédiculose (présence de poux et/ou lentes).
Pour toutes ces maladies, l'éviction des enfants malades (et des frères et sœurs dans certains cas) est obligatoire. Un certificat attestant la guérison sera exigé au retour aux « Vacances Communales ».
Lorsque la présence de poux et/ou lentes est constatée, l'enfant concerné sera écarté durant 24h. Il pourra réintégrer les « Vacances Communales » sur base d'une attestation des parents certifiant qu'un traitement a été administré.
Aucun médicament ne sera administré sauf en cas d'autorisation écrite du médecin, où il sera stipulé : « Ce médicament doit être administré pendant les « Vacances Communales » avec mention de la fréquence et de la (ou les) dose(s) à administrer.

Article 13: Objets personnels et animaux
La perte, la détérioration ou le vol des vêtements ne sont pas assurés. Par ailleurs, l'apport d'objets étrangers et de valeur (bijoux, jouets, argents, téléphone portable, lecteur mp3, mp4, - iPod, ou tout autre objet à la mode,...) est interdit aux « Vacances Communales ». Aucune assurance ne couvre leur perte ou leur vol.
Nous invitons les parents à marquer les vêtements au nom de l'enfant.
Les objets et vêtements retrouvés peuvent être retirés à l'accueil du matin. Après les « Vacances Communales », ils peuvent être retirés auprès du Service Jeunesse de l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe – Avenue du Roi Albert, 19 - 1082 Bruxelles - (02/563.59.20).
L'accès des animaux domestiques est interdit.

Article 14: Matériel
Les enfants doivent respecter le matériel mis à leur disposition. En cas de détérioration volontaire, les frais de réparation seront récupérés auprès des parents ou de toute autre personne légalement responsable de l'enfant.

Article 15: Suggestions et plaintes
Les parents peuvent adresser leurs suggestions et plaintes éventuelles par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins de Berchem-Sainte-Agathe – Avenue du Roi Albert, 33 – 1082 Berchem-Sainte-Agathe.

Article 16: Cas imprévus
Tous les cas non prévus au présent règlement seront tranchés par le Collège des Bourgmestre et Echevins."

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Departement Opvoeding en Vrije Tijd - Jeugddienst - Organisatie van "Gemeentelijke Vakanties" gedurende de herfst- en krokusvakantie – Reglement van inwendige orde – Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de wens van verschillende ouders om het activiteitenaanbod, georganiseerd door de Gemeente, uit te breiden voor Franstalige en Nederlandstalige kinderen tussen 2,5 en 12 jaar oud;

Gelet op het voorstel van de Jeugddienst om een niet-residentiële activiteit aan te bieden gedurende de Herfst- en Krokusvakantie, genaamd "Gemeentelijke Vakanties";
Gezien het hier een gemeentelijk initiatief betreft dat niet mag verward worden met de gemeentelijke stages, waarbij specifieke thema-activiteiten georganiseerd worden;
Gezien deze activiteit ook niet past binnen het decreet "Centre de vacances" van de Franse Gemeenschap, waarbij activiteiten van ten minste 2 opeenvolgende weken georganiseerd worden onder de noemer "Plaine de vacances" voor Franstalige kinderen die deels gesubsidieerd worden door het "Office de la Naissance et de l'Enfance";
Aangezien er voor deze nieuwe activiteit een reglement van inwendige orde dient opgesteld te worden en dit reglement inhoudelijk dient aan te sluiten bij het reglement van het Franstalige vakantiespeelplein en met het reglement voor artistieke, culturele en sportstages mits inachtneming van de specifieke kenmerken van de activiteit "Gemeentelijke Vakanties";
Gezien de organisatie van deze activiteit kinderen moet toelaten de Herfstvakantie en Krokusvakantie op een aangename manier door te brengen;
Gezien er tot op heden "Opvang" georganiseerd wordt gedurende de Herfst- en Krokusvakantie voor de kinderen van de gemeentelijke basisscholen, waarvan het reglement van inwendige orde door de Gemeenteraad werd goedgekeurd in zitting van 19 februari 2008;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:
Het bestaande reglement van inwendige orde betreffende de "Opvang" gedurende de schoolvakanties van Allerheiligen en Krokus, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19 februari 2008, wordt opgeheven vanaf 1 september 2015.
Artikel 2:
De Gemeenteraad keurt het reglement van inwendige orde van de niet-residentiële activiteit "Gemeentelijke Vakanties" gedurende de Herfst- en Krokusvakantie, dat ingaat op 1 september 2015, goed.

"Reglement van oinwendige orde "Gemeentelijke Vakanties"

Artikel 1: Algemeen
Het gemeentebestuur kan gedurende de Herfst- en Krokusvakantie "Gemeentelijke Vakanties" organiseren in het gebouw van de gemeenteschool op het Koning Boudewijnplein voor Nederlandstalige en Franstalige kinderen van 2 ½ jaar tot 12 jaar, ongeacht hun ideologische, filosofische of politieke ideeën of deze van hun ouders.
De voornaamste doelstelling van de activiteit is bij te dragen aan de omkadering, de opvoeding en de ontwikkeling van kinderen door deze een creatieve en prettige vakantie aan te bieden.
De kinderen worden hiervoor begeleid door een administratief coördinator, een pedagogisch coördinator, animatie- en omkaderingspersoneel.

Artikel 2: Data en openings- en sluitingsuren
De activiteiten voor de kinderen gaan door tussen 9 uur en 16 uur zonder pauze.
Opvang is voorzien van 7u30 tot 9u00 en van 16u00 tot 18u00 (ten laatste).

Artikel 3: Lokalen en bijgebouwen
Het gemeentebestuur stelt voor de activiteit volgende lokalen in het schoolgebouw ter beschikking van de kinderen, evenals het materiaal dat zich daar gewoonlijk bevindt en de bijbehorende voorzieningen:

- twee grote speelplaatsen;
- een grote overdekte speelruimte;
- een refter;
- twee turnzalen;
- een polyvalent lokaal geschikt voor kinderen onder de 6 jaar;
- aangepaste sanitaire voorzieningen;
Het College van Burgemeester en Schepenen kan andere plaatsen binnen de Gemeente toewijzen naargelang de omstandigheden.

Artikel 4: Inschrijving
De inschrijving voor de activiteit "Gemeentelijke Vakanties" vereist het invullen van een inschrijvingsformulier en een fiche betreffende de gezondheid van het kind. Het nalaten om belangrijke informatie over de gezondheid en de fysische en psychische veiligheid van het kind te vermelden kan aanleiding geven tot het ongedaan maken van de inschrijving.
Een document "informatie aan de ouders", dat samen met de inschrijvingsfiche en de fiche betreffende de gezondheidstoestand van het kind wordt overgemaakt, omvat een samenvatting van de inhoud van het reglement van inwendige orde in een makkelijker leesbare versie voor de ouders.
De inschrijvingsdocumenten (betalingsbewijs + ingevulde documenten) moeten uiterlijk op de afsluitdatum voor de inschrijvingsperiode overgemaakt worden aan de gemeentelijke Jeugddienst.
Elke afwezigheid of laattijdigheid moet ter plaatse of per telefoon op nummer 02/563 59 20 gemeld worden. In geval van nood buiten de openingsuren, is het mogelijk een SMS te sturen of een boodschap te laten op de mobiele telefoon van de Jeugddienst: 0XXX/XX.XX.XX.

Artikel 5: Financiële tussenkomst van de ouders en terugbetaling
Het aandeel van de ouders in de prijs van de "Gemeentelijke Vakanties" gedurende de Herfst- en Krokusvakantie wordt vastgelegd door de Gemeenteraad als volgt:

	Berchemnaar		Niet-Berchemnaar	
	1ste kind*	2de en volgende*	1ste kind*	2de en volgende*
Week van 5 dagen	€45,00	€40,00	€90,00	€80,00
Week van 4 dagen	€36,00	€32,00	€72,00	€64,00
Week van 3 dagen	€27,00	€24,00	€54,00	€48,00

**kind van hetzelfde gezin, op hetzelfde adres wonend, ten laste van de ouders of wettelijke voogden.*

De ouderbijdrage betreffende de deelnamekosten dient noodzakelijk betaald te worden voor de aanvang van de activiteit. Het bedrag wordt gestort op de rekening van het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem, hetzij elektronisch betaald bij de Jeugddienst.
Een financieel probleem mag geen rem zijn voor de deelname van een kind, daarom is het mogelijk de "Gemeentelijke Vakanties" in meerdere malen te betalen op basis van een afbetalingsplan mits goedkeuring van de Gemeenteontvanger.
De terugbetaling van de betaalde bedragen kan alleen indien de afwezigheid door een medisch attest wordt gedekt en minstens 3 opeenvolgende dagen betreft. De terugbetalingen gebeuren uitsluitend op een bankrekening.

Artikel 6: Belastingaftrek van opvangkosten
In overeenstemming met Artikel 145/35 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen, zullen de ouders kunnen genieten van een belastingaftrek voor de "Gemeentelijke

Vakanties" voor één of meerdere kinderen. De Gemeente zal daarvoor tijdig een fiscaal attest afleveren conform het model voorzien door de FOD Financiën.
Deze richtlijnen volgen de evolutie van de federale wettelijke bepalingen op dit gebied.

Artikel 7: Discipline
Alle daden die blijk geven van gebrek aan discipline of ongehoorzaamheid worden onmiddellijk medegedeeld door de coördinator aan de Directie van het Departement Opvoeding en Vrije Tijd via de Jeugddienst.
Volgende sancties worden toegestaan:

a. *de berisping en/of de tijdelijke uitsluiting van één of meerdere activiteiten. Deze sancties gaan onmiddellijk in en worden beslist door de coördinator, die vooraf de Jeugddienst zal informeren. De Jeugddienst brengt de ouders op de hoogte;*
b. *de tijdelijke en de definitieve uitsluiting van de "Gemeentelijke Vakanties". Deze sancties dienen voor toepassing ervan goedgekeurd te worden door de Schepen van Jeugd en dienen aan het College van Burgemeester en Schepenen te worden medegedeeld.*

Artikel 8: Typeprogramma van een dag
De activiteiten gaan door tussen 9u en 16u. De kinderen dienen dus uiterlijk om 9 uur aanwezig te zijn.
De avondopvang loopt tot 18u, de kinderen dienen dus uiterlijk om 18u afgehaald te worden.

Kleuters

7u30 – 9u	*Onthaal en opvang*
9u – 12u	*Spelletjes en/of diverse activiteiten*
12u – 13u	*Middagmaal*
13u – 14u	*Ontspanningsperiode of kalme activiteiten*
14u – 15u30	*Spelletjes en/of diverse activiteiten*
16u – 18u	*Opvang*

Lagere

7u30 – 9u	*Onthaal en opvang*
9u – 12u	*Activiteit naar keuze van het kind*
12u – 12u30	*Middagmaal*
12u30 – 13u30	*Ontspanningsperiode of kalme activiteiten*
13u30 – 15u30	*Activiteit naar keuze van het kind*
16u – 18u	*Opvang*

Een tussendoortje is voorzien in de voormiddag en de namiddag.

Artikel 9: Afsluiting van de dag
Om 18 uur sluit de activiteit haar deuren. Elke bijkomende prestatie van het personeel na 18 uur zal derhalve aan de ouders aangerekend worden, tenzij in geval van overmacht. Een bedrag van 15 euro zal gevraagd worden per kind en per bijkomend aangevat halfuur. Dit bedrag zal door het gemeentebestuur aan de ouders worden aangerekend.
Indien de ouder zijn kind niet kan zelf kan komen afhalen om welke reden dan ook dient hij het personeel 's morgens te verwittigen en een volmacht te geven met de naam van de persoon die hem vervangt.

Artikel 10: Maaltijden en tussendoortjes
De tussendoortjes in de voor- en namiddag bestaan uit een drankje en een stuk fruit,

yoghurt, ...
Het middagmaal (boterhammetjes) wordt meegebracht door de kinderen. Om gezonde voeding te stimuleren worden enkel water en fruitsap toegelaten. Ook snoepgoed is niet toegelaten.

Artikel 11: In geval van ongeval
De kinderen worden verzekerd door het gemeentebestuur tegen de ongevallen die zouden kunnen gebeuren gedurende de activiteiten of op de weg naar de "Gemeentelijke Vakanties" en terug.
Bij ongeval neemt de coördinator de nodige maatregelen, in overleg met de Jeugddienst. De ouders worden onmiddellijk gecontacteerd. Daarom moet de verantwoordelijke in het bezit zijn van een telefoonnummer waar de ouders op ieder ogenblik bereikbaar zijn.
In geval van twijfel zal een medisch onderzoek verricht worden. Indien er werd beslist dat een onderzoek niet nodig is en dat de ouders desondanks toch naar de dokter gaan, zullen ze de uitgaven van deze raadpleging zelf moeten bekostigen.
Soms is het mogelijk dat, ondanks de waakzaamheid van de animatoren, het kind 's avonds verontrustende tekens vertoont (na een val bij voorbeeld). In dat geval moeten de ouders die een dokter hebben geraadpleegd zich de volgende dag aanmelden bij de coördinator voorzien van de eventuele medische attesten zodat de Jeugddienst een dossier kan indienen bij de verzekeringsmaatschappij binnen de vastgestelde termijn.

Artikel 12: Ziektes
In geval van voorkomen van één van de volgende ziektes, zijn de ouders verplicht de coördinator onmiddellijk te verwittigen: kroep (difterie), buiktyfus, bacillaire, dysenterie, geelzucht, hersenvliesontsteking, kinderverlamming, roodvonk, mazelen, tuberculose, schurft, bof, kinkhoest, rubella, huidinfectie (impetigo), schimmels van de hoofdhuid, luizen.
Voor al deze aandoeningen is de verwijdering van de zieke kinderen (en broers en zussen in sommige gevallen) verplicht. Een medisch attest van genezing is vereist vooraleer het kind opnieuw kan deelnemen.
In geval van luisziekte (aanwezigheid van luizen of neten) mag het betrokken kind niet naar de "Gemeentelijke Vakanties" komen gedurende 24 uur. Mits een ouderlijk attest dat verklaart dat een behandeling werd toegediend kan het kind daarna opnieuw deelnemen..
Geen enkel medicijn zal toegediend worden aan de kinderen zonder een schriftelijke toelating van de arts waarin het volgende vermeld zal worden " dit medicijn dient gedurende de "Gemeentelijke Vakanties" toegediend te worden" met vermelding van de dosis en de periodiciteit.

Artikel 13: Persoonlijke voorwerpen en dieren
Verloren, beschadigde of gestolen kledij is niet verzekerd. Het meebrengen naar de "Gemeentelijke Vakanties" van onnodige en/of waardevolle voorwerpen (juwelen, speelgoed, geld, gsm, mp3speler, mp4speler, ipod of andere "hippe" voorwerpen) is verboden. Geen enkele verzekering zal de diefstal of beschadiging ervan dekken.
Er wordt aan de ouders gevraagd om indien mogelijk de naam van het kind aan te brengen in de kleding.
Gevonden voorwerpen en kledij mogen afgehaald worden aan het onthaal van de "Gemeentelijke Vakanties" 's morgens. Na de vakantie kan dit op de Jeugddienst van het Gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem – Koning Albertlaan, 19 – 1082 Brussel - (02/563.59.20).
Huisdieren worden niet toegelaten.

Artikel 14: Materiaal

De kinderen moeten het materiaal respecteren dat hen ter beschikking wordt gesteld. Bij vrijwillige vernieling zullen de herstellingskosten aan de ouders of ieder andere verantwoordelijke van het kind aangerekend worden.

Artikel 15: Suggesties en klachten
De ouders mogen hun suggesties en eventuele klachten schriftelijk aan het College van Burgemeester en Schepen bezorgen: Koning Albertlaan 33 – 1082 Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 16: Onvoorziene gevallen
Het College van Burgemeester en Schepenen regelt alle gevallen die in dit reglement niet voorzien zijn."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.03.2015/A/0018 **Département Education et Temps Libre - Service Seniors - Activités organisées par le Service Seniors - Règlement d'ordre intérieur**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;
Attendu que de nombreuses activités sont organisées par le Service Seniors;
Considérant le succès de ces activités et la demande importante de non-berchemois;
Attendu qu'il est nécessaire de fixer des conditions de participation qui permettent à une majorité de berchemois de participer aux activités;
Sur proposition du Conseil consultatif des Seniors;

ARRETE ce qui suit :

Article unique:
Le règlement d'ordre intérieur fixant les conditions de participation aux activités organisées par le Service Seniors, est approuvé comme suit:

"Règlement d'ordre intérieur des activités organisées par le Service Seniors

Article 1 – Public cible
Toutes les activités organisées par le Service Seniors sont accessibles à toute personne âgée de plus de 55 ans domiciliée sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe ainsi qu'aux membres pensionnés du personnel de l'Administration communale ou du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe.
Dans certains cas, les activités peuvent être ouvertes à des personnes âgées de plus de 55 ans non reprises à l'alinéa précédent.

Article 2 – Procédure d'inscription
Les inscriptions aux activités se font au guichet du Service Seniors. Celui-ci est situé au 19, Avenue du Roi Albert à 1082 Berchem-Sainte-Agathe.
Une personne peut inscrire maximum 3 autres personnes pour autant qu'elle puisse présenter une copie de la carte d'identité des personnes qu'elle inscrit.
Le paiement est effectué soit par Bancontact soit par versement au compte de l'Administration communale de Berchem-Sainte-Agathe.
La participation aux activités est définitive lorsque les coordonnées ainsi qu'une preuve de paiement ont été communiquées au Service Seniors.
En cas d'activité ouverte aux non-berchemois, une priorité est donnée durant les 10

jours qui suivent l'envoi du programme (courrier, Berchem News...) aux berchemois qui souhaitent s'inscrire. La période de priorité est notée dans le programme communiqué.
Le nombre de participants aux activités est limité aux places disponibles.

Article 3 – Fixation des tarifs
Le tarif des activités est fixé en fonction de 2 catégories:

- *Catégorie 1: Les personnes de 55 ans et plus domiciliées à Berchem-Sainte-Agathe et, par extension de l'article 2 du règlement du service social du personnel, les membres pensionnés de l'Administration communale et du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe.*
- *Catégorie 2: Les personnes de 55 ans et plus autres que celles reprises à la catégorie ci-dessus.*

Le tarif des activités est fixé comme suit par le Conseil communal et pourra être revu annuellement:

Catégorie	Excursion d'un jour (1)	Excursion d'1/2 jour (2)	Activité culturelle (3)	Après-midi récréative sans transport (4)	Cycle de conférence « Exploration du Monde » (5)	Activité gastronomique (6)
1	€ 30,00	€ 10,00	Ticket + € 5,00	€ 5,00	€ 5,00	€ 20,00
2	€ 60,00	€ 20,00	Ticket + € 10,00	€ 10,00	€ 10,00	€ 40,00

1. *Excursion d'un jour: Activité d'une journée, se déroulant hors de la Région de Bruxelles-Capitale et pour laquelle un transport en car, un repas et une visite sont prévus. Le tarif fixé comprend l'ensemble des activités prévues durant l'excursion. Ex.: Visite d'Ypres, de Namur...*
2. *Excursion d'1/2 jour: Activité d'1/2 journée, se déroulant hors de la Région de Bruxelles-Capitale et pour laquelle seul un transport en car est prévu. Le tarif fixé comprend le trajet en car. Ex.: Shopping Louvain-la-Neuve.*
3. *Activité culturelle: Activité d'1/2 journée se déroulant dans la Région de Bruxelles-Capitale ou dans une Commune limitrophe de Berchem-Sainte-Agathe et pour laquelle un transport est prévu. Le tarif fixé comprend le paiement du droit d'entrée + une participation aux frais de transport.*
4. *Après-midi récréative sans transport: Activité d'1/2 journée se déroulant à Berchem-Sainte-Agathe et pour laquelle une collation est prévue.*
5. *Cycle de conférence « Exploration du Monde: Activité de plusieurs 1/2 journées se déroulant à Berchem-Sainte-Agathe pour laquelle une collation est prévue. Possibilité de souscrire à un abonnement permettant de diminuer le prix à € 4,00/séance.*
6. *Activité gastronomique: Activité d'1/2 journée se déroulant à Berchem-Sainte-Agathe pour laquelle seule la participation au repas est inclue.*
7. *Cycle de remise en forme: Activité hebdomadaire d'1h en dehors des congés scolaires se déroulant à Berchem-Sainte-Agathe. Participation réservée aux berchemois et uniquement sur base d'un abonnement fixé par cycle de 10 séances.*
8. *Espace Public Numérique: Activité hebdomadaire d'informatique d'1h en dehors des congés scolaires se déroulant à Berchem-Sainte-*

Agathe. Participation gratuite réservée aux berchemois.

Article 4 - Désistement
En cas de désistement à une activité, un remboursement est possible pour les situations de force majeure (maladie, accident) à concurrence de 50% des frais de participation et de 100% pour les activités (4) et (5). Toute absence non annoncée par écrit au plus tard 2 jours ouvrables avant le début de l'activité ne pourra être prise en considération pour un remboursement.
Si la demande de remboursement est recevable, le paiement sera effectué par versement bancaire dans les 50 jours suivant l'activité.

Article 5 – Assurance
Les participants sont assurés par l'administration communale contre les accidents pouvant survenir pendant les activités. Le détail de la couverture peut être obtenu sur simple demande au Service Seniors.

Article 6 – Conditions d'exclusion
En cas de manquement aux règles de sécurité, de respect envers les autres participants ou le personnel d'encadrement, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit d'exclure temporairement ou définitivement un participant. Le Service Seniors établira une délibération pour le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 7 – Suggestions & plaintes
Les participants peuvent adresser leurs suggestions et plaintes éventuelles par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins de Berchem-Sainte-Agathe – Avenue du Roi Albert, 33 – 1082 Berchem-Sainte-Agathe.

Article 8 – Cas non prévus
Toute situation non prévue par le présent règlement sera traitée par le Collège des Bourgmestre et Echevins."

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Departement Opvoeding en Vrije Tijd - Dienst Senioren - Activiteiten georganiseerd door de Dienst Senioren - Reglement van inwendige orde

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gezien talrijke activiteiten georganiseerd worden door de Seniorendienst;
Gelet op het succes van deze activiteiten en de belangrijke vraag om deelname van niet-Berchemnaren;
Overwegende dat het noodzakelijk is om deelnemingsvoorwaarden en tarieven vast te leggen die aan zoveel mogelijk Berchemnaren toelaten om aan deze activiteiten te kunnen deelnemen;
Op voorstel van de Consultatieve Seniorenraad;

BESLUIT wat volgt:

Enig artikel:
Het reglement van inwendige orde betreffende de deelnemingsvoorwaarden aan activiteiten georganiseerd door de Dienst Senioren wordt goedgekeurd als volgt:

"*Reglement van inwendige orde voor de activiteiten georganiseerd door de Dienst Senioren*

Artikel 1 – Doelgroep
Alle activiteiten die door de Dienst Senioren georganiseerd worden zijn toegankelijk voor personen ouder dan 55 jaar die op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem wonen alsook voor de gepensioneerde leden van het personeel van het Gemeentebestuur en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem.
In bepaalde gevallen kunnen ook 55 +, die hierboven niet vermeld staan, tot deze activiteiten toegelaten worden.

Artikel 2 – Inschrijvingsprocedure
De inschrijving voor de activiteiten gebeurt aan het loket van de Dienst Senioren, Koning Albertlaan, 19 te 1082 Sint-Agatha-Berchem.
Eén persoon kan maximum 3 andere personen voor een activiteit inschrijven. Deze persoon dient een kopie van de identiteitskaarten van de andere deelnemers mee te brengen.
De betaling wordt verricht hetzij via Bancontact, hetzij via storting op de rekening van het Gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem.
De deelname aan de activiteit is definitief wanneer alle gegevens en een bewijs van betaling werden overgemaakt aan de Dienst Senioren.

Indien een activiteit ook toegankelijk is voor niet-Berchemnaren wordt bij inschrijving voorrang gegeven aan de Berchemnaren: gedurende de eerste 10 dagen die volgen op het verzenden van het programma (brief, Berchem News, ...) kunnen er zich enkel Berchemnaren inschrijven. Deze voorrangsperiode wordt vermeld in het programma.

Het aantal deelnemers is beperkt tot het aantal beschikbare plaatsen.

Artikel 3 – Tarieven
De bijdrage voor de activiteiten wordt vastgelegd in functie van 2 categorieën:

- *Categorie 1: personen ouder dan 55 jaar met woonplaats in Sint-Agatha-Berchem en, bij uitbreiding ingevolge artikel 2 van het reglement van de sociale dienst van het personeel, de gepensioneerde leden van het Gemeentebestuur en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem.*
- *Categorie 2: personen ouder dan 55 jaar die hierboven niet vermeld staan.*

De prijs van de activiteiten wordt als volgt vastgelegd door de Gemeenteraad et kan jaarlijks worden herzien:

Categorie	Daguitstap (1)	Halve daguitstap (2)	Culturele activiteit (3)	Recreatieve namiddag zonder vervoer (4)	Voordrachtcyclus "Exploration du Monde" (5)	Gastronomische activiteit (6)
1	€ 30,00	€ 10,00	Ticket + € 5,00	€ 5,00	€ 5,00	€ 20,00
2	€ 60,00	€ 20,00	Ticket + € 10,00	€ 10,00	€ 10,00	€ 40,00

1. *Daguitstap: Activiteit gedurende een hele dag die plaatsvindt buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en waarvoor een vervoer per bus, een maaltijd en een bezoek zijn voorzien. De prijs omvat het geheel van de activiteiten voorzien gedurende de uitstap. Voorbeeld : bezoek aan Ieper, Namen, ...*

2. *Halve daguitstap: Activiteit gedurende een halve dag die plaatsvindt buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en waarvoor alleen vervoer per bus is voorzien. De prijs omvat het vervoer per bus. Voorbeeld: Shopping Louvain-la-Neuve.*
3. *Culturele activiteit: Halve dag die plaatsvindt binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of in een buurgemeente van Sint-Agatha-Berchem en waarvoor er vervoer is voorzien. De prijs omvat de betaling van de toegang + deelname in de vervoerkosten.*
4. *Recreatieve namiddag zonder vervoer: Halve dag die plaatsvindt in Sint-Agatha-Berchem en waarvoor een snack is voorzien.*
5. *Voordrachtcyclus "Exploration du Monde": Activiteit over meerdere halve dagen die in Sint-Agatha-Berchem plaatsvindt en waarvoor een snack is voorzien. Mogelijkheid om op een abonnement in te schrijven en zo de prijs te verlagen tot € 4,00/voorstelling.*
6. *Gastronomische activiteit: Halve dag die in Sint-Agatha-Berchem plaatsvindt en waarvoor alleen de deelname aan de maaltijd is voorzien.*
7. *Fitness cyclus: Wekelijkse activiteit die in Sint-Agatha-Berchem plaatsvindt van één uur buiten de schoolvakanties. Deelname beperkt tot Berchemnaren en uitsluitend op basis van een abonnement van 10 sessies.*
8. *Publieke numerieke ruimte: Wekelijkse informatica-activiteit die in Sint-Agatha-Berchem plaatsvindt van één uur buiten de schoolvakanties. Gratis deelname - beperkt tot Berchemnaren.*

Artikel 4 – Niet-deelname

In geval van niet-deelname aan een activiteit is een terugbetaling mogelijk in geval van overmacht (ziekte, ongeval) van de helft van de deelnamekosten, behalve voor activiteiten van type 4 of 5 die volledig worden terugbetaald. Een eventuele afwezigheid die niet schriftelijk wordt aangekondigd uiterlijk binnen de 2 werkdagen vóór de aanvang van de activiteit zal niet kunnen in aanmerking worden genomen voor terugbetaling.

Indien de aanvraag tot terugbetaling ontvankelijk is, zal de betaling gebeuren door een overschrijving op rekening binnen de 50 dagen die op de activiteit volgt.

Artikel 5 – Verzekering

De deelnemers worden door het Gemeentebestuur verzekerd tegen ongevallen die zich tijdens de activiteiten kunnen voordoen. Details van de dekking kunnen worden verkregen op eenvoudige aanvraag bij de Deinst Senioren.

Artikel 6 - Voorwaarden tot uitsluiting

In geval van niet naleving van de veiligheidsregels of bij gebrek aan respect voor de andere deelnemers of het begeleidend personeel, behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht om een deelnemer tijdelijk of voorgoed uit te sluiten. De Dienst Senioren stelt hiervoor een Collegebeslissing op.

Artikel 7 - Suggesties en klachten

Deelnemers kunnen hun eventuele suggesties en klachten schriftelijk aan het College van Burgemeester en Schepenen van Sint-Agatha-Berchem overmaken – Koning Albertlaan 33 - 1082 Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 8 – Niet voorziene gevallen

Alle situaties die in dit reglement niet voorzien zijn, zullen door het College van Burgemeester en Schepenen beslecht worden."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.03.2015/A/0019 **Département Education et Temps Libre - Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la parole - Règlement de travail pour le personnel directeur, le personnel enseignant et assimilé à partir du 1er avril 2015**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;
Vu la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, modifiée par la loi du 18 décembre 2002 rendant applicable les règlements de travail à l'ensemble du secteur public depuis le 1er juillet 2003;
Vu le décret définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté française en date du 31 mars 1994;
Vu le décret de la Communauté française du 6 juin 1994 relatif au statut du personnel de l'enseignement subventionné;
Vu le décret de la Communauté française du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;
Vu le protocole de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement fondamental officiel subventionné du 14 mars 2013 relative au règlement de travail;
Vu la circulaire n° 4586 du 2 octobre 2013 de la Fédération Wallonie-Bruxelles relative au modèle de règlement de travail pour l'Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la parole;
Vu le PV de la COPALOC du 8 octobre 2014, approuvé le 5 février 2015, et le protocole d'accord signé à la COPALOC en date du 8 octobre 2014;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
Le règlement de travail pour le personnel directeur, le personnel enseignant et assimilé de l'Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la parole est arrêté comme suit ci-dessous.

Article 2:
Le règlement entrera en vigueur le 1er avril 2015.

« *Règlement de travail pour le personnel directeur, le personnel enseignant et assimilé de l'Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la parole.*

Coordonnées du Pouvoir organisateur:
Administration communale de Berchem-Sainte-Agathe
33 avenue du Roi Albert
1082 Berchem-Sainte-Agathe

Dénomination de l'établissement:
Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la Parole
Place du Roi Baudouin 1
1082 Berchem-Sainte-Agathe
Tél. :02/468.02.36.
Fax : 02/464.00.76

1.CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, impose aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant.

Article 2

Le présent règlement de travail s'applique à tous les membres du personnel soumis aux dispositions:

- *du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné.*
- *Le présent règlement s'applique durant l'exercice des fonctions sur le lieu de travail ainsi que sur tous les lieux qui peuvent y être assimilés (à titre d'exemples: lieux de stage, activités extérieures à l'établissement organisées dans le cadre des programmes d'études, etc.).*
- *Le présent règlement s'applique pour toute activité en lien avec le projet pédagogique et d'établissement.*
- *Le présent règlement ne s'applique pas aux catégories du personnel enseignant non statutaire (PTP, ACS, APE) ou professeurs à charge de l'Administration communale.*

Article 3

Un exemplaire à jour du présent règlement ainsi que les différents textes légaux, décrétaux, réglementaires ainsi que les circulaires applicables aux membres du personnel (notamment ceux cités dans le présent règlement de travail) sont rassemblés dans un registre conservé et consultable au sein de l'établissement.
Le registre reprend toutes les adresses des sites relativement à son contenu (notamment: www.cdadoc.cfwb.be, www.enseignement.be, www.moniteur.be, www.cfwb.be, www.emploi.belgique.be, etc.). Autant que possible, il est conservé et consultable dans un local disposant d'une connexion au réseau Internet.
Le registre est mis à la disposition des membres du personnel, qui peuvent le consulter librement pendant les heures d'ouverture de l'établissement, le cas échéant en s'adressant à son dépositaire.
Le dépositaire du registre garantit l'accès libre et entier de celui-ci aux membres du personnel. Son identité est communiquée à la COPALOC et fait l'objet d'une note interne de service.
Le directeur est responsable du contenu du registre, de son actualisation ainsi que de son accès au personnel.

Article 4

Le membre du personnel qui désire consulter les documents dont il est question à l'article 3 peut être aidé par le secrétariat ou le dépositaire du registre et, le cas échéant, recevoir copie du/des texte(s) qui l'intéresse(ent).

Article 5

§ 1er. Le directeur ou le délégué du Pouvoir organisateur (dont le nom est communiqué à la COPALOC) remet à chaque membre du personnel un exemplaire du règlement de travail.
Il remet également un exemplaire à tout nouveau membre du personnel lors de son entrée en fonction.
Il fait signer un accusé de réception dudit règlement au membre du personnel.

§ 2. Si des modifications sont apportées par la suite au règlement de travail, le directeur ou le délégué du Pouvoir organisateur en transmet copie à chaque membre

du personnel et fait signer un nouvel accusé de réception.
Il veille alors à mettre à jour le registre visé à l'article 3.

Article 6
Les adresses des organismes suivants sont reprises en annexe du présent règlement de travail :

- *les bureaux régionaux ainsi que les permanences de l'inspection des lois sociales (annexe VII);*
- *le service de l'enseignement du Pouvoir organisateur;*
- *le bureau déconcentré de l'A.G.P.E. (Administration générale des Personnels de l'Enseignement) (annexe III);*
- *les autres adresses utiles aux membres du personnel (médecine du travail, SIPPT ou SEPPT, centre médical du MEDEX, ONAFTS, personnes de référence, Cellule « accident de travail », etc.....) (annexe IV);*
- *Les adresses des organes de représentation des pouvoirs organisateurs;*
- *Les adresses des organisations syndicales représentatives.*

2. DEVOIRS ET INCOMPATIBILITÉS

Article 7: Obligations, devoirs, incompatibilités et interdiction
Les membres du personnel doivent fournir à la demande du Pouvoir organisateur tous les renseignements nécessaires à leur inscription au registre du personnel (état civil, nationalité, composition de ménage, lieu de résidence...). Toute modification doit être signalée au Pouvoir organisateur dans les plus brefs délais.
Le membre du personnel a le droit d'avoir accès à son dossier administratif dès qu'il le demande tant au sein de l'établissement qu'auprès des services administratifs de l'enseignement du Pouvoir organisateur dont il relève. Il peut le consulter sur place et obtenir copie de tout document le concernant.

Article 8
§ 1er. Les devoirs et incompatibilités des membres du personnel sont fixés par les articles 6 à 15 du Décret du 6 juin 1994 précité:

- *Les membres du personnel doivent, en toute circonstance, avoir le souci constant des intérêts de l'enseignement du Pouvoir organisateur où ils exercent leurs fonctions (article 6);*
- *Dans l'exercice de leur fonction, les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements, par les règles complémentaires des commissions paritaires et par l'acte de désignation (article 7);*
- *Les membres du personnel sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs relations avec les parents des élèves et toute autre personne étrangère au service. Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction (article 8);*
- *Ils ne peuvent exposer les élèves ou étudiants à des actes de propagande politique, religieuse ou philosophique, ou de publicité commerciale (article 9);*
- *Les membres du personnel doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente et par leur acte de désignation, les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements où ils exercent leurs fonctions. Ils ne peuvent*

suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable du Pouvoir organisateur ou de son représentant (article 10);

- *Les membres du personnel ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret (article 11);*
- *Les membres du personnel ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais à raison de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques (article 12);*
- *Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution, les lois du peuple belge qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité;*
- *Ils ne peuvent adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature (article 13);*
- *Les membres du personnel doivent respecter les obligations, fixées par écrit dans l'acte de désignation, qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif du Pouvoir organisateur auprès duquel ils exercent leurs fonctions (article 14);*
- *Est incompatible avec la qualité de membre du personnel d'un établissement de l'enseignement officiel subventionné, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif de ce Pouvoir organisateur ou qui serait contraire à la dignité de la fonction. Les incompatibilités visées à l'alinéa 1er sont indiquées dans tout acte de désignation ou de nomination (article 15).*

Le travailleur est tenu de prendre en considération toutes les règles de bienséance, de bonnes mœurs et politesse.
Cela implique également qu'il doit s'abstenir de se rendre coupable de toute forme de racisme et de discrimination et traiter chaque personne avec le respect de la dignité humaine, des sentiments et de la conviction. Toute forme de racisme verbal ou de discrimination basée sur le sexe, le genre humain, la couleur de la peau, l'origine, la descendance, la nationalité et la conviction est interdite et doit entraîner des sanctions disciplinaires.
Le membre du personnel est invité à faire preuve, dans son comportement, de neutralité sur le plan politique, philosophique ou religieux. Les paroles, les actes ou les signes distinctifs qui seraient contraires à cette disposition sont interdits.
Le membre du personnel ne porte aucun symbole visible relatif à ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ou tout autre signe qui compromettrait le respect de la neutralité de l'enseignement communal.

§2. Les membres du personnel sont tenus à un devoir général de réserve.

§3. Le non-respect par un membre du personnel d'un ou plusieurs articles du présent règlement de travail peut entraîner la mise en œuvre d'une procédure de licenciement ou d'une procédure disciplinaire en application des articles 34 et 35.

<u>Article 8 bis</u>
Les membres du personnel enseignant sont également tenus de collaborer au relevé de présence des élèves selon les modalités en vigueur dans l'établissement.

<u>Article 8 ter</u>

En raison des responsabilités qui découlent des articles 1382 à 1384 (surtout 1384) du code civil, les membres du personnel exercent un devoir de surveillance sur les élèves qui leur sont confiés dans les limites des moyens qui leur sont dévolus pour ce faire.

Article 8 quater
Les membres du personnel qui exercent ou exerceront une activité accessoire rémunérée quelconque hors enseignement dans le respect des articles 15 à 17 du décret du 6 juin 1994 en informeront leur Pouvoir organisateur.

3. HORAIRE DE TRAVAIL

Article 9
Le personnel directeur est en fonction pendant les heures d'ouverture de l'académie. Dans ce cadre, il aligne autant que possible ses horaires de travail sur celui des cours, conformément aux articles 54 et 69 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française (horaire limité à 36 heures par semaine, quel que soit le nombre d'heures d'ouverture de l'établissement), cf. annexe 1.
Sauf si le Pouvoir organisateur en décide autrement, il dirige les séances de concertation, conseils de classes, coordination et assume la responsabilité de ces séances. Il ne peut s'absenter que pour les nécessités du service et avec l'accord du Pouvoir organisateur.

Article 10
La charge hebdomadaire de travail des divers types de fonctions dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit se trouve en annexe I.

Article 11
Les prestations du personnel enseignant qui sont visées dans le présent règlement ne comprennent pas le temps de préparation des cours et de correction des travaux.

Article 12
La charge hebdomadaire de travail des divers types de fonctions des membres du personnel auxiliaire d'éducation se trouve en annexe I.

Article 13
§ 1er. L'horaire d'ouverture des établissements est repris en annexe IX.

§ 2. A titre indicatif, au début de chaque année scolaire, le membre du personnel reçoit du directeur un document lui indiquant les heures d'ouverture de l'école ainsi que le calendrier annuel de l'établissement tel que visé à l'article 17 du présent règlement de travail.

Article 14
L'horaire des membres du personnel chargés de fonctions à prestations complètes peut être réparti sur tous les jours d'ouverture de l'établissement.

Article 15
L'horaire des membres du personnel de l'Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la parole à prestations incomplètes est déterminé en conformité avec l'article 57 du décret du 2 juin 1998 précité.

Article 16
Les prestations des membres du personnel enseignant, directeur et assimilé s'effectuent

durant les jours et heures d'ouverture de l'établissement, selon les grilles-horaires telles qu'elles sont mises à disposition du service de la vérification de la Communauté française et qui leur sont communiquées individuellement par écrit et tenues à disposition des membres du personnel dans une farde.

Les horaires individuels sont définis en conformité avec l'article 57 du décret du 2 juin 1998 précité et soumis à la concertation en assemblée plénière de l'établissement avec les membres du personnel en fin d'année scolaire en tenant compte des exigences du projet d'établissement, des programmes, des nécessités pédagogiques et d'une répartition équitable des tâches. Il en va de même pour toute modification qui y serait apportée par la suite, sauf cas de force majeure.
L'horaire individuel est communiqué au membre du personnel et aux membres de la COPALOC avant sa mise en application. La COPALOC remet un avis sur l'organisation générale des horaires et examine les éventuels cas litigieux.
Sauf difficulté matérielle admise par la COPALOC, une pause d'au moins 15 minutes doit être garantie au personnel prestant 4 périodes de cours successives.
Dans ce cadre, la pause de 15 minutes, accordée ou imposée aux membres du personnel prestant 4 périodes de cours successives, fera l'objet d'une décision de la COPALOC qui peut tenir compte des spécificités de l'école.
Le membre du personnel est tenu d'être présent sur son lieu de travail, durant ses prestations; tout départ justifié par des raisons urgentes de santé ou de force majeure doit être immédiatement signalé au directeur ou à son délégué; tout autre départ anticipé ou momentané est subordonné à l'autorisation préalable du Pouvoir organisateur ou de son délégué.

Article 17
Dans le courant du mois de septembre, la direction de l'établissement établit en assemblée plénière de l'établissement en concertation avec les membres du personnel concernés, un calendrier des conseils de classe et d'admission afin de répondre aux obligations de l'article 21 du décret du 2 juin 1998 précité.
Il sera tenu compte de la problématique des membres du personnel exerçant leur fonction dans plusieurs établissements.
Toute modification de ce calendrier doit faire l'objet d'une concertation avec les membres du personnel, sauf en cas d'événement imprévisible lors de la planification initiale et revêtant un caractère urgent ou de force majeure.
Ce calendrier est soumis préalablement pour approbation à la COPALOC. Il est communiqué aux membres du personnel avant sa mise en application.
Le principe repris ici n'impose pas nécessairement un calendrier précis.

4. RÉMUNÉRATION

Article 18
§ 1er. Les subventions-traitements afférentes aux rémunérations sont payées, par virement, au numéro de compte bancaire indiqué par les membres du personnel. Elles sont fixées et liquidées par la Communauté française dans le respect des dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, pour l'enseignement de plein exercice.

§ 2. Les échelles de traitement attribuées aux fonctions du personnel directeur et enseignant et assimilé sont déterminées par l'arrêté royal du 25 juin 1998.

§ 3. La loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs est applicable aux rémunérations des membres du personnel directeur,

enseignant et assimilé.

§ 4. Tous les mois, les membres du personnel ont accès via un accès Internet individualisé à une fiche individuelle qui reprend les principaux éléments de rémunération (revenu brut, retenues de sécurité sociale et de précompte professionnel ainsi que le net versé).
Les membres du personnel reçoivent annuellement de la Communauté française une fiche de rémunération.
A leur demande, ils obtiennent du Pouvoir organisateur les copies des extraits de paiement qui les concernent.

§ 5. L'intervention dans les frais de déplacement a lieu aux conditions et selon les modalités fixées par le décret du 17 juillet 2003 et la circulaire n° 2561 du 18 décembre 2008 intitulée « Intervention de l'employeur dans les frais de déplacement en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel » ou tout autre document qui viendrait l'actualiser ou la remplacer.

§ 6. En application de l'art. 8-1° de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995, l'organisation et les conditions d'exercice des prestations complémentaires assurées par le personnel enseignant en dehors du temps scolaire de travail sont fixées par la COPALOC.

5. BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL ET TUTELLE SANITAIRE

Article 19
§ 1er. La matière du bien-être au travail est réglée par la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ainsi que ses arrêtés d'application;

§ 2. Les renseignements nécessaires en matière de bien-être au travail se trouvent en annexe IV du présent règlement.

Article 19 bis
Chaque membre du personnel doit prendre soin dans l'exercice de ses fonctions et selon les possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées du fait de ses actes ou de ses omissions au travail, conformément à sa formation et aux instructions de son Pouvoir organisateur qui seront précisées en COPALOC.

Article 20
Les membres du personnel féminin qui le souhaitent bénéficient, pendant une durée de 12 mois à partir de la naissance de l'enfant, de pauses d'allaitement d'une durée d'une demi-heure chacune à raison d'une pause par journée de travail de minimum 4 heures et de deux pauses par journée de travail de minimum 7 heures 30, moyennant preuve de l'allaitement.
Le Pouvoir organisateur ou son délégué met un endroit discret, bien aéré, bien éclairé, propre et convenablement chauffé à la disposition du membre du personnel afin de lui permettre d'allaiter ou de tirer son lait dans des conditions appropriées.

Article 21
Il est interdit de fumer dans les locaux scolaires fréquentés par les élèves, que ceux-ci soient présents ou pas.
Cette interdiction s'étend à tous les lieux ouverts situés dans l'enceinte de l'établissement ou en dehors de celui-ci et qui en dépendent. Elle pourrait encore

s'étendre selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur propre à l'établissement.
Les membres du personnel qui ne respectent pas cette interdiction se voient appliquer les mesures disciplinaires prévues par les décrets du 6 juin 1994 précité.

Article 21 bis
Une politique préventive en matière d'alcool et de drogue sera menée dans les établissements conformément à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné prise en sa séance du 28.09.2010, reprise en annexe.

Article 21 ter
A l'occasion de l'utilisation tant dans le cadre privé que professionnel des moyens de communication électroniques, et notamment des réseaux sociaux, les membres du personnel veilleront à respecter les règles déontologiques inhérentes à leur profession et à leur statut. Ces règles sont rappelées dans la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 20.07.2007 et dans la charte informatique du Pouvoir organisateur approuvée par la COPALOC.

6. ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Article 22
§ 1er. Les matières des accidents du travail et des maladies professionnelles sont réglées par les dispositions suivantes:

- *la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles;*
- *l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;*
- *l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public ainsi que les circulaires qui s'y rapportent;*
- *la circulaire n° 1345 du 24 janvier 2006 intitulée « Accidents du travail et maladies professionnelles – Contacts avec la Cellule des accidents du travail de l'enseignement ».*

§ 2. Le membre du personnel victime d'un accident de travail (sur le lieu du travail ou sur le chemin du travail), avertira ou fera avertir immédiatement, sauf cas de force majeure, le Pouvoir organisateur ou son délégué qui prendra les mesures qui s'imposent et apportera toute l'aide nécessaire afin de régler administrativement le problème (déclaration d'accident).
Il enverra un certificat médical (formulaire S.S.A. 1B, disponible sur le site internet www.adm.cfwb.be, circulaire n° 1369) au centre médical dont il dépend.
La direction met à tout moment à la disposition du personnel une réserve desdits certificats sur lesquels elle aura inscrit le numéro de l'école.

Article 23
Le Pouvoir organisateur souscrit, en tant qu'employeur, une police d'assurance pour couvrir la responsabilité civile professionnelle de chaque membre du personnel dans le cadre des activités scolaires.

7. ABSENCES POUR CAUSE DE MALADIE OU INFIRMITÉ

Article 24

§ 1er. Les absences pour cause de maladie ou d'infirmité sont réglées par les dispositions suivantes:

- *le décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement;*
- *le décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement.*

§ 2. Le membre du personnel doit, sauf cas de force majeure dûment justifié, avertir ou faire avertir la direction ou le délégué désigné à cet effet le jour-même (de préférence avant le début de ses prestations) par la voie la plus rapide (le téléphone par exemple); il précisera ou fera préciser la durée probable de l'absence.
Il prendra toutes les mesures nécessaires, sauf cas de force majeure, pour être en ordre au point de vue administratif, conformément à la circulaire n° 3012 du 8 février 2010 intitulée « Contrôle des absences pour maladie des membres des personnels de l'Enseignement en Communauté française – Instructions et informations complètes. » ou tout autre document qui viendrait l'actualiser ou la remplacer.
La direction met à tout moment à disposition des membres du personnel une réserve des formulaires à remplir ainsi que le vade-mecum repris dans la circulaire 3012 précitée. Le membre du personnel doit s'assurer qu'il dispose bien chez lui d'une réserve suffisante de ces formulaires.

Article 24 bis

L'inobservance des articles précédents du présent règlement pourrait entraîner le caractère irrégulier de l'absence et la perte du droit à la subvention-traitement pour la période d'absence.

8. ACTES DE VIOLENCE ET HARCÈLEMENT

Article 25

Les dispositions relatives aux actes de violence et au harcèlement sont reprises:

- *dans la loi du 11 juin 2002 relative à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail;*
- *dans l'arrêté royal du 11 juillet 2002 relatif à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail;*
- *dans la circulaire n° 1551 du 19 juillet 2006 intitulée « Guide de procédure pour la mise en application de la loi du 11 juin 2002 relative à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail » à titre purement informatif;*
- *dans les articles 51bis à 51octies de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;*
- *dans les articles 37quater à 37decies de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 précité;*
- *dans les articles 47 à 49 du décret du 2 juin 2006 précité;*
- *dans la circulaire n° 1836 du 11 avril 2007 intitulée « Information des membres du personnel des établissements scolaires au sujet des droits des victimes d'actes de violence ».*

Article 26

Le soutien psychologique et/ou juridique aux victimes d'actes de violence ou de harcèlement est réglé par les dispositions suivantes:

- *l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;*
- *l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.*

<u>*Article 27*</u>

§ 1. Aucune forme de harcèlement moral, sexuel et de violence au travail ne peut être admise ou tolérée.
Le harcèlement sexuel se définit comme toute forme de comportement verbal, non verbal ou corporel de nature sexuelle dont celui qui se rend coupable sait ou devrait savoir qu'il affecte la dignité des hommes et des femmes sur les lieux de travail.
Par harcèlement moral au travail, on entend les conduites abusives et répétées, tels les comportements verbaux, non-verbaux ou corporels, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à la personnalité ou l'intégrité psychique d'un travailleur, voire à sa vie privée, et dont celui qui s'en rend coupable sait ou devrait savoir qu'il affecte la dignité des hommes et des femmes sur les lieux de travail.
On appelle violence au travail, toute situation de fait où un travailleur est persécuté, menacé ou agressé verbalement, psychiquement ou physiquement lors de l'exécution de son travail ou des comportements instantanés d'agression physique ou verbale.
Tout membre du personnel qui s'estime victime d'un harcèlement sexuel, moral ou de violence au travail, quel qu'en soit l'auteur, a le droit de porter plainte et ce sans crainte de représailles ou de mesures de rétorsion.

§ 2. Mesures de prévention
Le Pouvoir organisateur doit déterminer les mesures concrètes pour protéger les travailleurs contre la violence et le harcèlement au travail. Celles-ci portent au minimum sur:

- *les aménagements matériels des lieux de travail afin de prévenir la violence ou le harcèlement au travail;*
- *la définition des moyens mis à la disposition des victimes pour obtenir de l'aide et de la manière de s'adresser au conseiller en prévention et à la personne de confiance;*
- *l'investigation rapide et en toute impartialité des faits de violence et de harcèlement;*
- *l'accueil, l'aide et l'appui requis aux victimes;*
- *les mesures de prise en charge et de remise au travail des victimes;*
- *les obligations de la ligne hiérarchique dans la prévention des faits de violence et de harcèlement;*
- *l'information et la formation des travailleurs.*

Ces mesures doivent être soumises pour accord préalable à la COPALOC.

§ 3 La victime d'un harcèlement sexuel, moral ou de violence au travail peut recevoir de l'aide ou des conseils auprès du conseiller en prévention et, si elle existe, de la personne de confiance.

§ 4 Lorsque les tentatives de conciliation lancées par la personne de confiance ou le conseiller en prévention échouent, la procédure est la suivante:

- *La victime rédige une plainte motivée à l'attention de la personne de confiance (qui la transmet immédiatement au conseiller en prévention) ou du conseiller en prévention;*
- *Le conseiller en prévention entend la victime et les témoins;*
- *Le conseiller en prévention avise le Pouvoir organisateur en l'invitant à prendre des mesures adéquates afin de mettre fin aux actes de violence ou de harcèlement;*
- *Lorsque la plainte est retenue par le Pouvoir organisateur, elle peut servir de base à une procédure disciplinaire (pour les membres du personnel définitif) ou peut constituer un motif grave justifiant le licenciement (pour les membres du personnel temporaire).*

9. DROITS ET OBLIGATIONS DU PERSONNEL DE SURVEILLANCE (Fonctions de promotion et de sélection)

A. Missions

Article 28
Pour les fonctions de promotion et de sélection du personnel directeur et enseignant dont les titulaires doivent assumer des missions de contrôle, de surveillance et de direction, il importe de se référer aux dispositions réglementaires suivantes:

- *fonctions de direction: le Titre II, chapitre 1 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;*
- *fonctions de sélection et autres fonctions de promotion: chapitres IV et V du Décret du 6 juin 1994 précité.*

Article 29
§ 1er. A l'Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la parole, le sous-directeur remplace le directeur absent. A défaut d'un sous-directeur, le Pouvoir organisateur désigne un membre du personnel nommé à titre définitif pour assurer le remplacement du directeur absent. Il agira avec l'accord du Pouvoir organisateur. Il veillera aussi à préciser les responsabilités et limites de l'autorité du remplaçant. Il en informe l'ensemble de l'équipe pédagogique par la voie usuelle des communications de service.

§ 2. Le directeur est tenu de signaler son absence au Pouvoir organisateur et à son remplaçant et de mettre à la disposition de ce dernier les éléments nécessaires à l'accomplissement de cette tâche.
Il indiquera au Pouvoir organisateur et à son remplaçant la durée probable de son absence ainsi que dans la mesure du possible, les coordonnées permettant de le joindre en cas de force majeure.

§ 3. L'absence dont il est question aux paragraphes précédents est une absence occasionnelle. Tout remplacement temporaire (non occasionnel) ou définitif devra faire l'objet du respect des dispositions statutaires en la matière.

§ 4. En début d'année scolaire, chaque membre du personnel reçoit un organigramme des responsables du Pouvoir organisateur en matière d'enseignement.

B. Lettre de mission

Article 30
§ 1er. Le directeur exerce sa mission générale et ses missions spécifiques conformément au contenu de la lettre de mission qui lui a été remise par son Pouvoir organisateur, conformément au chapitre III du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Mission générale
Le directeur est le représentant du Pouvoir organisateur. Il met en œuvre au sein de l'établissement le projet pédagogique de son Pouvoir organisateur dans le cadre de la politique éducative de la Communauté française.
Le directeur a une compétence générale d'organisation de l'établissement. Il analyse régulièrement la situation de l'établissement et promeut les adaptations nécessaires.

Missions spécifiques

- *Axe pédagogique et éducatif: le directeur assure la gestion de l'établissement scolaire sur le plan pédagogique et éducatif;*
- *Axe relationnel: le directeur assure la gestion et la coordination de l'équipe éducative; il est responsable des relations de l'établissement scolaire avec les élèves, les parents et les tiers; il représente son établissement dans le cadre de ses relations extérieures;*
- *Axe administratif, matériel et financier: le directeur organise les horaires et les attributions des membres du personnel dans le cadre de la législation existante; il gère les dossiers des élèves et des membres du personnel, il veille à l'application des consignes de sécurité et d'hygiène au sein de l'établissement.*

§ 2. Les dispositions similaires concernant les fonctions de sélection et les autres fonctions de promotion sont fixées par le décret du 6 juin 1994 précité.

C. Evaluation formative

Article 31
En ce qui concerne l'évaluation formative:

- *les dispositions concernant les fonctions de direction sont fixées par le Titre III, chapitre II, Section 3 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;*
- *les dispositions concernant les fonctions de sélection et les autres fonctions de promotion sont fixées par le Décret du 6 juin 1994 précité.*

10. CONGÉS DE VACANCES ANNUELLES - JOURS FÉRIÉS

Article 32
§ 1er. La matière des congés de vacances annuelles et jours fériés est réglée par les dispositions suivantes:

- *les articles 1 à 4bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974;*
- *l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française.*

§ 2. Le nombre de jours de classe est fixé par les dispositions reprises dans la circulaire annuelle d'organisation de l'ESAHR envoyée par l'AGERS pour l'année

scolaire concernée.

§ 3. Le nombre de jours de classe et de jours de congé pour l'année scolaire en cours seront communiqués au personnel ou tenus à leur disposition.

11. AUTRES CONGES - DISPONIBILITES - NON-ACTIVITE

Article 33

A. Les congés applicables aux membres du personnel (temporaires et définitifs) sont les suivants:

	DÉFINITIFS	*TEMPORAIRES*
1. Congé de circonstances et de convenances personnelles		
1.1. Congés exceptionnels	*A.R. 15/01/1974, art. 5*	
1.2. Congés exceptionnels pour cas de force majeure	*A.R. 15/01/1974, art. 5bis*	
1.3. Congé pour don de moelle osseuse	*A.R. 15/01/1974, art. 7*	
1.4. Congé pour motifs impérieux d'ordre familial	*A.R. 15/01/1974, art. 9, littera a)*	
1.5. Congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'État,	*A.R. 15/01/1974, art. 9, littera b)*	-
1.6. Congé pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales	*A.R. 15/01/1974, art. 9, littera c)*	-
1.7. Congé « protection civile »	*A.R. 15/01/1974, art. 10*	-
1.8. Congé pour suivre des cours, se préparer à passer des examens et subir des examens	*A.R. 15/01/1974, art. 11*	-
1.9. Congé pour subir les épreuves prévues par l'A.R. du 22/03/1969	*A.R. 15/01/1974, art. 12*	-
1.10. Congé de promotion sociale	*A.R. 15/01/1974, art. 13*	-

2. Congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse	*A.R. 15/01/1974, arts. 13bis et 13ter*	
3. Congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement		
3.1. Dans l'enseignement autre que l'enseignement universitaire		
3.1.1. Exercice d'une fonction de sélection ou d'une fonction de promotion	*A.R. 15/01/1974, art. 14, § 1er, 1° ou 2°*	-
3.1.2. Exercice d'une fonction également ou mieux rémunérée	*A.R. 15/01/1974, art. 14, § 1er, 3°*	-
3.1.3. Exercice d'une fonction moins bien rémunérée	*A.R. 15/01/1974, art. 14, § 1er, 4°*	-
3.2. Dans l'enseignement universitaire	*A.R. 15/01/1974, art. 14, § 2*	-
4. Congé pour prestations réduites en cas de maladie ou d'invalidité	*A.R. 15/01/1974, arts. 19 à 22*	-
5. Congé pour prestations réduites justifié par des raisons sociales ou familiales	*A.R. 15/01/1974, arts. 23 à 26* *Décret 17/07/2002 portant modifications urgentes en matière d'enseignement*	-
6. Congé pour accomplir des prestations militaires en temps de paix (POUR MEMOIRE)	*A.R. 15/01/1974, art. 27*	-
7. Congé pour activité syndicale	*A.R. 15/01/1974, art. 29*	-
8. Congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenances personnelles	*A.R. 15/01/1974, arts. 30 à 32* *Décret 17/07/2002*	-
9. Congé politique		
9.1. Exercice d'un mandat de bourgmestre, échevin,		

conseiller communal, président du conseil de l'aide sociale, membre du conseil de l'aide sociale ou de conseiller provincial	*A.R. 15/01/1974, arts. 41 à 50* *Décret 17/07/2002*	-
9.2. Exercice d'un mandat de membre du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française	*Décret 10/04/1995*	
9.3. Exercice d'un mandat de membre d'une assemblée législative ou d'un gouvernement autres que le Conseil ou le Gouvernement de la Communauté française	*Décret 10/0 4/1995*	
10. Congé de maternité et mesures de protection de la maternité		
10.1. Congé de maternité	*A.R. 15/01/1974, arts. 51 à 55* *Décret 05/07/2000, art. 5*	*A.R. 15/01/1974, arts. 51 à 55* *Décret 05/07/2000, art. 5*
10.2. Congé de paternité	*A.R. 15/01/1974, art. 56*	
10.3. Mesures d'écartement des femmes enceintes ou allaitantes	*Décret 08/05/2003, arts. 40 à 48*	
10.4. Pauses d'allaitement	*A.R. 15/01/1974, arts. 57 à 65*	
11. Congé prophylactique	*Décret 20/12/2001 relatif à la promotion de la santé à l'école* *AGCF 17/07/2002*	
12. Congé pour prestations réduites, justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordé au membre du personnel qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans ou âgé de 50 ans	*AECF 22/06/1989*	-
13. Congé pour interruption de	*AECF 03/12/1992*	*AECF du 3/12/92 : Octroi de soins palliatifs, octroi de soin à un membre du ménage ou de la*

carrière	*Décret 20/12/1996*	*famille gravement malade, dans le cadre d'un congé parental (naissance ou adoption d'un enfant)*
14. Congé parental	*AECF 02/01/1992*	
15. Congé pour mission	*Décret 24/06/1996* *Décret 17/07/2002*	-
16. Congé de maladie	*Décret 05/07/2000* *Décret 22/12/1994*	
17. Congé pour don d'organe	*Décret du 23 janvier 2009*	
18. Congé pour activités sportives	*Décret du 23 janvier 2009*	

B. Les disponibilités applicables aux membres du personnel définitifs sont les suivantes:

1. Disponibilité pour convenances personnelles	*A.R. 18/01/1974, arts 13 et 14*
2. Disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite	*A.R. du 31/03/1984, arts. 7 à 10quater*
2.1. Type 1 : 55 ans – 20 ans de service	*A.R. 31/03/1984, art. 8*
2.2. Type 2 : 55 ans – disponibilité par défaut d'emploi	*A.R. 31/03/1984, art. 10*
2.3. Type 3 : 55 ans – remplacement par un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi	*A.R. 31/03/1984, art. 10bis*
2.4. Type 4 : 55 ans – disponibilité partielle	*A.R. 31/03/1984, art. 10ter*
3. Disponibilité pour mission spéciale	*Décret 24/06/1996*
4. Disponibilité pour maladie	*Décret 05/07/2000, arts 13 à 17*
5. Disponibilité par défaut d'emploi	*A.R 22/03/1969, arts 167 à 167ter* *A.R. du 18.01.1974, arts. 1er à 3nonies.* *A.R. du 25/10/1971, art. 47ter et s.*

C. Les absences réglementairement autorisées dont peuvent bénéficier les membres du personnel définitifs:

Absence de longue durée justifiée par des raisons familiales	*A.R. 25/11/1976*

D. La non-activité est réglée par les dispositions suivantes:

Un membre du personnel est dans la position de non-activité dans les mêmes conditions que dans l'enseignement de la Communauté. (articles 161 à 163 de l'arrêté royal du 22 mars 1969).

12. CESSATION DES FONCTIONS

Article 34
Les modalités de fin de fonctions des membres du personnel temporaires sont fixées aux articles 22, 25 à 27 et 58 du décret du 06 juin 1994 précité.

Les modalités de fin de fonction des membres du personnel définitif sont fixées aux articles 58 et 59 du décret du 6 juin 1994 précité.

Sans préjudice du pouvoir d'appréciation du juge, est considéré comme constituant une faute grave permettant au Pouvoir organisateur un licenciement sans préavis, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel temporaire et son Pouvoir organisateur. (article 25 §2 du décret du 06 juin 1994 et article 27 du décret du 10 mars 2006).

Par ailleurs, un membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école (article 60 §4 et 63 ter §3, du décret du 6 juin 1994 précité et article 57§3 du décret du 10 mai 2006).

13. REGIME DISCIPLINAIRE – SUSPENSION PREVENTIVE – RETRAIT D'EMPLOI DANS L'INTERET DU SERVICE

Article 35
La hiérarchie des peines disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel nommés à titre définitif sur base du décret du 6 juin 1994 précité ainsi que la procédure à suivre sont énoncées aux articles 64 et suivants dudit décret.

14. COMMISSIONS PARITAIRES

A) Commissions paritaires locales

Article 36
§ 1er. En ce qui concerne les compétences, la composition et le fonctionnement des Commissions paritaires locales (COPALOC), la matière est réglée par:

- *les articles 93 à 96 du décret du 06 juin 1994 précité;*
- *l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995.*

§ 2. Les membres de la COPALOC sont repris en annexe VI.

B) Commission paritaire centrale

Article 37
En cas de litige dans le cadre de l'adoption - ou de la modification - des règlements de travail, l'article 15quinquies § 2 de la loi du 8 avril 1965 a établi une procédure spécifique, prévoyant l'intervention d'un fonctionnaire du Contrôle des lois sociales visant à la conciliation des points de vue des parties.
Dans l'hypothèse où l'Inspecteur des lois sociales ainsi désigné ne parviendrait pas à une conciliation des points de vue, il est convenu que le différend soit porté alors à la connaissance de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné. »

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

2 annexes / 2 bijlagen
protocole Reglement de travail Académie.pdf, Règlement de Travail 2014-2015 Final.pdf

Departement Opvoeding en Vrije Tijd - Franstalige Academie voor Muziek, Dans en Woordkunst - Arbeidsreglement voor het directiepersoneel en het onderwijzend en gelijkgesteld personeel vanaf 1 april 2015

26.03.2015/A/0020 **Département Education et Temps Libre - Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la parole - Mise à jour du projet d'établissement à partir de l'année scolaire 2015-2016**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;
Vu le décret de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'école de la réussite, tel que modifié;
Vu le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 relatif aux missions prioritaires de l'école, tel que modifié;
Vu le décret du 2 juin 1998 relatif à l'Enseignement Secondaire Artistique à Horaire Réduit;
Vu l'avis positif de la Commission paritaire locale pour l'enseignement communal francophone et le protocole d'accord signé en séance du 8 octobre 2014;
Vu le nouveau protocole d'accord signé à la séance de la COPALOC du 5 février 2015 suite aux modifications apportées à la demande de l'Inspection concernant la structure des cours du domaine des Arts de la parole;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
Le projet d'établissement de l'Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la parole est approuvé tel que suit:

"Projet d'établissement de l'Académie de Musique, de la Danse et des Arts de la parole

SOMMAIRE

A. POUVOIR ORGANISATEUR

1. Projet éducatif 3
2. Projet pédagogique 5

B. PROJET D'ETABLISSEMENT
1 Objectifs 6
2 Moyens 7
3 Règlement d'ordre intérieur du Conseil des Etudes 9
4 Structures des cours
4.1 Domaine de la musique 13
4.2 Domaine des arts de la parole 14
4.3 Domaine de la danse 15

LE PROJET EDUCATIF DU RESEAU OFFICIEL SUBVENTIONNE

« S'il n'y avait pas d'enfant à élever, à protéger, à instruire et à transformer en homme pour demain, l'homme d'aujourd'hui deviendrait un non-sens et pourrait disparaître. »
O. Decroly

Au niveau d'un réseau d'enseignement, le Projet Educatif constitue un projet de politique de l'éducation auquel adhèrent les responsables des communautés éducatives et dont la mise en œuvre est assurée par l'équipe éducative locale dans le cadre de son Projet Pédagogique.
Une nécessaire cohérence existe donc entre projet éducatif (les intentions, les buts et les valeurs) et projet pédagogique (les options pédagogiques et les choix méthodologiques).

Le réseau officiel subventionné est:
-un réseau officiel puisqu'il est organisé par les pouvoirs publics: les communes et les provinces
-un réseau subventionné bénéficiant de subventions en provenance de l'Etat
-un réseau qui associe les pouvoirs organisateurs de petite, moyenne et grande importance
-un réseau démocratique, proche des citoyens, puisque géré par les mandataires élus par la communauté locale et responsable vis-à-vis d'elle
-le premier réseau d'enseignement fondamental qui regroupe 47% des effectifs scolaires

Faisant siennes les valeurs reprises dans les décrets du 24 juillet 1997 sur les missions prioritaires de l'école, et du 14 mars 1995 relatif à l'école de la réussite, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces, association représentative et porte-parole du réseau au niveau de l'enseignement fondamental, spécial et secondaire artistique à horaire réduit, entend défendre, dans le respect et la tolérance, une école communale ouverte à tous, respectueuse de toutes les conceptions philosophiques et idéologiques, proche du citoyen, centrée sur le développement et l'épanouissement de l'enfant.

CITOYENNETE RESPONSABLE

L'académie proche du citoyen est démocratique.
Gérée par des responsables élus, elle s'efforce de répondre aux aspirations et aux besoins de la collectivité locale en matière d'éducation.
Elle encourage le jeune à participer à la construction d'une société démocratique et l'amène à s'exercer à la citoyenneté responsable en créant des lieux et des temps de parole où chacun a le droit de s'exprimer et d'être écouté.
Elle est par excellence le point de rencontre, le milieu social, le lieu où l'on étudie.
Respectueuse de toutes les conceptions philosophiques et idéologiques, elle est une école de tolérance refusant tout endoctrinement ou neutralisme pris dans le sens de

non-engagement et de passivité ; elle s'enrichit de l'échange et de la confrontation d'idées et de convictions différentes.

RESPECT DES DROITS DE L'ENFANT

L'académie communale, respectueuse des droits de l'enfant, prend en charge le développement de sa personne dans sa totalité. Elle vise à son mieux-être affectif, physique et intellectuel.

La gestion dynamique de l'école génère une qualité de vie qui privilégie l'épanouissement personnel, la confiance en soi, la socialisation, la solidarité, l'autonomie, le sens des responsabilités, la liberté, l'efficacité, la créativité, le développement corporel, la curiosité d'esprit, l'esprit critique, ...

Le dialogue, le consensus, la collégialité suscitent la motivation nécessaire pour y arriver.

L'erreur ne sera plus sanction mais au contraire source de défis, d'ajustements et de dépassement de soi.

MAITRISE DES COMPETENCES DE BASE

L'académie communale s'engage à amener les enfants qui lui sont confiés à la maîtrise des compétences en ayant pour chacun d'eux la meilleure ambition, ce qui les rendra plus aptes à suivre avec succès leur cursus scolaire et à prendre une place active dans la vie sociale et culturelle.

EGALITE DES CHANCES

L'académie communale, ouverte à tous, refuse toute sélection sociale ou économique; elle accorde une égale sollicitude à tous les enfants quelle que soit leur origine sociale et culturelle.

Les Projets Pédagogiques s'inscriront dans la politique de l'éducation du réseau qui constitue un cadre de référence et de réflexion. Ils tiendront compte des aspirations et des besoins spécifiques des communautés éducatives locales.

LE PROJET PEDAGOGIQUE DU RESEAU OFFICIEL SUBVENTIONNE

Le projet éducatif du réseau officiel subventionné définit sa spécificité à travers les grandes valeurs humanistes et démocratiques d'un enseignement public.

Toutefois, le chemin qui va des grandes intentions à la pratique des classes est souvent difficile.

Un projet, pour être réellement éducatif, doit avoir des répercussions directes et quotidiennes sur la vie scolaire.

Les intentions, les buts et les valeurs étant clairement exprimés dans notre projet éducatif, il nous reste à définir les options pédagogiques et les choix méthodologiques permettant sa mise en œuvre dans nos écoles, dans le respect de l'autonomie des pouvoirs organisateurs.

Notre projet pédagogique s'inscrit dans le cadre du décret « Ecole de la réussite » du 14 mars 1995 et du décret « Missions » du 24 juillet 1997.

Il tient compte de l'évolution récente en matière de sciences cognitives et de psychologie de l'apprentissage. Il se veut un référentiel pédagogique, un outil de repérage pour faire progresser notre académie vers une école de la réussite ambitieuse pour tous.

Il opte pour la capacité de l'école à éduquer chaque enfant et à l'amener à maîtriser les compétences de base.

L'ENFANT, CENTRE DU PROJET, POURRA CONSTRUIRE SES SAVOIRS, LES INTEGRER ET LES REINVESTIR AU QUOTIDIEN. TEL EST NOTRE DEFI

1. OBJECTIFS DU PROJET D'ETABLISSEMENT

C'est dans le respect des Projets Educatif et Pédagogique adoptés par le Pouvoir Organisateur que l'équipe éducative a élaboré ce Projet d'Etablissement.

Les objectifs de celui-ci s'alignent sur les finalités définies dans l'article 3 du décret du 2 juin 1998 relatif à l'Enseignement Secondaire Artistique à Horaire Réduit, à savoir:
- Concourir à l'épanouissement des élèves en promouvant une culture artistique par l'apprentissage des divers langages et pratiques artistiques
- Donner aux élèves les moyens et formations leur permettant d'atteindre l'autonomie artistique suscitant une faculté créatrice personnelle
- Offrir un enseignement préparant des élèves à rencontrer les exigences requises pour accéder à l'enseignement artistique de niveau supérieur

2. MOYENS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS

Afin d'essayer d'atteindre ces objectifs définis tant par les Projets Educatif et Pédagogique que par le Projet d'Etablissement, l'équipe pédagogique a mis en œuvre une série de moyens concrets:
- Deux années d'initiation pour les enfants de 5 et 6 ans (les « Arlequins ») qui comprennent une période/semaine de Formation musicale préparatoire et une période/semaine d'Expression corporelle (méthode Dalcroze).
- Pour le cours d'Art dramatique, mise en place de la Spécialité techniques de base «pluridisciplinaire » permettant d'accueillir les enfants à partir de 8 ans, à raison de deux périodes/semaine, dans un cours qui aborde, comme son nom l'indique, plusieurs disciplines des Arts de la Parole.
- Ouverture depuis septembre 2010 d'une section jazz venant compléter l'offre du domaine de la musique, comprenant un cours de Formation générale, un cours de piano, un cours de saxophone et un cours d'ensemble. Nous souhaitons dès que possible développer cette section.
- Les petits violonistes et violoncellistes peuvent participer aux « groupes Suzuki » les initiant à la pratique musicale d'ensemble et préparant ces jeunes élèves à intégrer l'ensemble instrumental de l'académie et/ou les cours de musique de chambre.
- Outre les groupes Suzuki, l'ensemble instrumental jazz et l'ensemble instrumental (orchestre symphonique) dont il vient d'être fait mention, l'académie compte un ensemble instrumental
«vent » (harmonie), un ensemble vocal et des ensembles de guitares.
- Parmi les nombreux spectacles mis sur pieds par l'académie au cours de l'année scolaire, plusieurs mettent l'accent sur l'interdisciplinarité, notamment les deux cafés-concerts annuels organisés en collaboration avec l'Apam (Association des Parents de l'Académie) ainsi que les spectacles organisés par l'Association des Directions des Académies Bruxelloises Francophones (« Acafolies »). De plus, depuis plusieurs années, une intéressante collaboration entre cette association et les académies bruxelloises néerlandophones a vu le jour et donne lieu à une journée de concerts baptisée « Academix ».
- Des collaborations régulières ou ponctuelles s'établissent entre l'académie et les autres institutions culturelles berchemoises, à savoir l'académie néerlandophone, les deux centres culturels (fr et nl) et les deux bibliothèques (fr et nl) sous le label commun « Symbiose 1082 ».

Toutes ces actions visent à développer chez les élèves une ouverture la plus large possible sur le monde culturel en général et artistique en particulier, par la diversité des pratiques artistiques et des contextes dans lesquels celles-ci se placent (cours, spectacles intra et extra-muros, collaborations diverses).

Néanmoins, cet esprit d'ouverture ne s'apparente pas à de l'animation socioculturelle. L'équipe pédagogique de l'académie est consciente de se situer dans un cadre

d'enseignement secondaire, même s'il est artistique et à horaire réduit.

Ceci signifie que nous tentons d'obtenir pour chaque élève le meilleur résultat possible et que, bien entendu, pour une petite partie d'entre eux, ce résultat se concrétisera par l'entrée dans une école d'enseignement artistique supérieur.

Nous entendons donc par le biais, entre autre, de l'ouverture d'esprit, de la diversité des pratiques, de l'interdisciplinarité, favoriser l'investissement personnel, le sérieux, l'assiduité, la motivation des élèves à être exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes, l'autonomie, l'autodiscipline, la précision, la créativité, le sens de l'écoute et du dialogue, toutes choses que les pratiques artistiques nous permettent d'aborder et de développer sans cesse. Nous osons croire que ces qualités humaines concourent non seulement à l'épanouissement personnel des élèves mais également à la construction d'un monde meilleur.

3. REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU CONSEIL DES ETUDES
Le Conseil des études se compose de deux entités:

** au moins deux assemblées générales, présidées par la direction ou son délégué, réunissent l'ensemble du corps professoral, conformément aux articles 19 à 22 du décret du 2 juin 1998. Elles ont lieu en début et en fin d'année scolaire.*
** conformément à l'article 21 du même décret, des conseils de classe et d'admission sont organisés durant l'année scolaire.*

3.1 Modalités des évaluations
Pour l'ensemble des Domaines et des Filières, un bulletin, à signer par les parents pour les élèves mineurs, est remis à chaque élève. Il synthétise un moment d'évaluation pour l'élève et témoigne du suivi assuré par les différents professeurs (d'une même discipline ou non, d'un même domaine ou non). L'élève reçoit en outre un certificat à la fin de chaque filière, en cas de réussite.

> Domaine de la musique
-> Docimologie utilisant les cotations chiffrées
Le conseil de classe et d'admission évalue à chaque fin de trimestre, et en fonction des socles de compétences, le travail hebdomadaire de l'élève ainsi que sa(ses) prestation(s) à l'examen de fin de trimestre. Une moyenne de ces cotations est établie en fin d'année scolaire et la réussite est acquise si l'élève a obtenu au moins 60 % des points et a présenté toutes les évaluations. Le conseil de classe et d'admission est souverain en matière de passage d'année et règle les éventuels cas litigieux.

-> Docimologie sans cotations chiffrées (cours de base)
Des grilles d'évaluation (voir annexe) sont élaborées par année ou par groupe d'année. Ces grilles sont composées d'une série de compétences qui pourront être, selon le cas, considérées comme acquises, en voie d'acquisition ou non acquises. Ces grilles sont complétées à chaque fin de trimestre par le professeur. La réussite de l'année est obtenue si l'élève a acquis les compétences voulues et a en outre présenté toutes les auditions (une par trimestre) et les œuvres travaillées en autonomie (une par trimestre également). Une personne extérieure peut être invitée à commenter de façon constructive les auditions des élèves. Le conseil de classe et d'admission est souverain en matière de passage d'année et règle les éventuels cas litigieux.

-> Docimologie utilisant des mentions (cours complémentaires)
Le conseil de classe et d'admission indique dans le bulletin, en fonction des socles de compétences, des appréciations sur le travail de l'élève. Ces appréciations sont:

E: Excellent
TB: Très Bien
B: Bien
S: Satisfaisant
I: Insuffisant

> Domaine des Arts de la Parole
Des grilles d'évaluation (voir annexe) sont élaborées par année ou par groupe d'année. Ces grilles sont composées d'une série de compétences qui pourront être, selon le cas, considérées comme acquises, en voie d'acquisition ou non acquises. Ces grilles sont complétées à chaque fin de trimestre par le professeur. La réussite de l'année est obtenue si l'élève a acquis les compétences voulues et a en outre présenté toutes les évaluations. Une personne extérieure peut être invitée à commenter de façon constructive les auditions des élèves. Le conseil de classe et d'admission est souverain en matière de passage d'année et règle les éventuels cas litigieux.

> Domaine de la Danse
Le conseil de classe et d'admission évalue à chaque fin de trimestre, et en fonction des socles de compétences, le travail hebdomadaire de l'élève ainsi que sa(ses) prestation(s) à l'examen de fin d'année. Une moyenne de ces cotations est établie en fin d'année scolaire et la réussite est acquise si l'élève a obtenu au moins 60 % des points et a présenté toutes les évaluations. Le conseil de classe et d'admission est souverain en matière de passage d'année et règle les éventuels cas litigieux.

3.2 Règles de prise de décision relatives à l'admission des élèves et règles de délibération
L'admission d'un élève dans une année d'étude autre que celle de début est autorisée sur présentation d'une attestation, d'un certificat ou d'un diplôme provenant d'une autre académie subventionnée par la Communauté française.
Si l'élève ne peut présenter une telle attestation, un test est organisé au sein de l'établissement, dont le résultat servira au conseil de classe et d'admission à orienter l'élève vers la filière et l'année d'étude la mieux adaptée à son niveau.
Le contenu de l'épreuve et la date de celle-ci sont déterminés par le conseil de classe et d'admission.

Si un élève est absent à un examen mais présente un motif valable, un examen de rattrapage peut être organisé. La date de l'épreuve et son contenu sont fixés par le conseil de classe et d'admission.

En fin d'année, le conseil de classe et d'admission motive l'éventuel échec de l'élève et consigne cette motivation dans un procès-verbal.
Un élève peut bénéficier seul d'une période de cours de 50 minutes sur avis du conseil de classe et d'admission. Celui-ci motive sa décision sur base des progrès de l'élève par rapport au programme de cours de la discipline concernée. Cette décision est révisable chaque année.

L'élève qui désire changer de professeur (dans une même discipline) au sein de l'établissement devra en faire la demande par écrit via un formulaire fourni par le secrétariat de l'établissement. Ce formulaire doit être signé par les parents de l'élève mineur et par les deux professeurs concernés. Cette demande doit être introduite auprès de la direction pour signature avant le 30 juin. L'acceptation du changement sera décidée en septembre par le conseil de classe et d'admission.

3.3 Listes d'attente

Les mesures de rationalisation imposées aux académies conjuguées à une constante augmentation de la population scolaire ne permettent plus de prendre en charge la totalité des demandes ou souhaits des élèves. Les élèves dont la demande n'a pu être rencontrée sont donc placés en liste d'attente.

Ces listes d'attente sont gérées par la direction en fonction de plusieurs priorités:

1) personne habitant la Commune de Berchem-Sainte-Agathe
2) ancienneté de l'inscription
3) disponibilité d'horaire

Chaque élève ne peut s'inscrire que sur une seule liste d'attente et à condition d'être valablement inscrit à au moins un cours dans le domaine de la musique à l'académie de Berchem-Sainte-Agathe. Pour conserver sa priorité sur cette liste, l'élève doit se réinscrire chaque année au mois de juin.

En fonction de ce qui précède, les élèves ne pourront plus prétendre à la pratique simultanée de deux ou plusieurs instruments (sauf avis contraire du conseil de classe et d'admission).

3.4 Absence d'un professeur et surveillance

L'absence d'un professeur est affichée à l'extérieur (dans l'enceinte du bâtiment, sur la porte d'entrée, en haut des marches) comme à l'intérieur du bâtiment scolaire. Elle sera également communiquée aux parents et élèves par courriel.

Aucune surveillance n'est effectuée auprès des élèves en dehors de leur(s) période(s) de cours. Les élèves du cours de Formation musicale et les « Arlequins » (initiation musicale et expression corporelle) attendent leur professeur dans le hall et y attendent leurs parents après le cours.

3.5 Prêt d'instruments

Selon les disponibilités, l'académie offre aux élèves la possibilité de louer un instrument. Le prix de la location couvre les frais d'entretien de l'instrument.

L'assurance « tous risques » de l'administration communale couvre les dégâts en cas d'accident. Le montant de la franchise est à charge de l'élève.

Un instrument de taille 4/4 ne peut être loué que deux ans maximum (afin de permettre à un maximum d'élèves de profiter du système de prêt).

3.6 Discipline

Toute personne fréquentant l'académie est tenue de respecter la propreté des locaux, des couloirs, du hall d'entrée, et de prendre soin du matériel de classe.

Le port d'un couvre-chef est interdit pendant les cours de l'académie.

Le silence doit être respecté dans le hall d'entrée et les couloirs.

Les animaux sont interdits dans l'établissement.

Il est interdit de fumer dans les locaux de l'académie.

Le Pouvoir Organisateur, à savoir l'administration communale, se réserve le droit d'exclure de l'établissement tout élève ne respectant pas les règles de discipline.

Les modalités de cette exclusion sont les suivantes:

° 1er avertissement: convocation, par la direction, des parents de l'élève ou de l'élève majeur. Celle-ci prévient qu'en cas de récidive l'élève peut être renvoyé de l'établissement.

° 2ième avertissement: une lettre recommandée est adressée aux parents de l'élève ou à

l'élève majeur indiscipliné notifiant la décision du conseil de classe et d'admission concerné, de son renvoi pour une semaine.
° en cas de récidive, une lettre recommandée est adressée aux parents de l'élève ou à l'élève majeur notifiant son renvoi définitif. Avant cette notification, l'élève sera entendu par le conseil de classe et d'admission concerné et un représentant du Pouvoir Organisateur.

4. STRUCTURE DES COURS

4.1 Domaine de la musique

> Les Arlequins
-> 5 ans: Formation musicale préparatoire: 1période/semaine
Expression corporelle: 1 période/semaine
-> 6 ans: Formation musicale préparatoire: 1période/semaine
Expression corporelle: 1 période/semaine

> Formation musicale
-> Formation 1, 2, 3, 4: à partir de 7 ans: 2 périodes/semaine
-> Qualification 1: à partir de 11 ans: 2 périodes/semaine
-> Filière adulte: à partir de 14 ans: formation 1, 2: 2 périodes/semaine
à partir de 16 ans: qualification 1, 2: 2 périodes/semaine

> Formation instrumentale et vocale
-> Préparatoire 1: à partir de 5 ans: 1 période/semaine
-> Préparatoire 2: à partir de 6 ans: 1 période/semaine
-> Formation 1, 2, 3, 4, 5: à partir de 7 ans: 1 période/semaine
-> Qualification 1, 2, 3, 4, 5: à partir de 11 ans: 1 période/semaine
-> Filière adulte (à partir de 14 ans): Formation 1, 2, 3, 4: 1 période/semaine
Qualification 1, 2, 3, 4: 1 période/semaine

> Cours complémentaires
-> Chant d'ensemble: 2 périodes/semaine
-> Musique de chambre: 1 période/semaine
-> Histoire de la musique: 2 années: 1 période/semaine
-> Ensemble instrumental (orchestre): 8 années: 2 périodes/semaine
-> Ensemble instrumental (à vent): 8 années: 2 périodes/semaine
-> Ensemble instrumental (guitares): 8 années: 1 période/semaine
-> Ensemble instrumental (jazz): 8 années: 1 période/semaine
-> Formation générale jazz: 1 année: 1 période/semaine
-> Guitare d'accompagnement: 2 années: 1 période/semaine
-> Improvisation (claviers): 2 années: 1 période/semaine
-> Rythme: 1 année: 1 période/semaine

4.2 Domaine des arts de la parole

> Diction
-> Spécialité orthophonie théorique et pratique:
2 années: à partir de 12 ans: 1 période/semaine

> Déclamation
-> Spécialité interprétation
Formation 1, 2, 3, 4, 5, 6: à partir de 8 ans: 1 à 2 périodes/semaine
Qualification 1, 2, 3, 4, 5: à partir de 13 ans: 1 à 2 périodes/semaine
Adultes: Formation 1, 2: à partir de 14 ans: 1 à 2 périodes/semaine
Qualification 1, 2, 3, 4, 5: 1 à 2 périodes/semaine

-> Ateliers d'applications créatives et techniques du spectacle
8 années: à partir de 14 ans: 1 période/semaine

> Art dramatique
-> Spécialité interprétation
Formation 1, 2, 3, 4, 5, 6: à partir de 8 ans: 1 à 2 périodes/semaine
(Adultes: Formation 1, 2): à partir de 14 ans: 1 à 2 périodes/semaine)
Qualification 1, 2, 3, 4, 5: à partir de 16 ans: 1 à 2 périodes/semaine

-> Formation pluridisciplinaire
Formation 1, 2, 3, 4: à partir de 8 ans: 2 périodes/semaine

-> Spécialité techniques de base: improvisation: à partir de 12 ans: 2 périodes/semaine
-> Ateliers d'applications créatives et techniques du spectacle: à partir de 14 ans

4.3 Domaine de la danse – danse classique

> Filière de Formation
1ère année: 1 période/semaine (à partir de 7 ans)
2ième année: 1 période/semaine
3ième année: 1 période/semaine
4ième année: 2 périodes/semaine
5ième année: 2 périodes/semaine

> Filière de qualification
1ère année: 2 périodes/semaine (à partir de 11 ans)
2ième année: 2 périodes/semaine
3ième année: 2 périodes/semaine
4ième année: 2 périodes/semaine
5ième année: 2 périodes/semaine
6ième année: 2 périodes/semaine
7ième année: 2 périodes/semaine

> Cours de pointes (à partir de la qualification)

> Expression chorégraphique"

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

2 annexes / 2 bijlagen
Projet d'établissement Final.pdf, Académie - Projet Etablissement suite.pdf

Departement Opvoeding en Vrije Tijd - Franstalige Academie voor Muziek, Dans en Woordkunst - Update van het schoolwerkplan vanaf het schooljaar 2015-2016

26.03.2015/A/0021 **Convention 2015-2019 relative au Projet de Cohésion Sociale Hunderenveld - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la convention 2012-2014 relative au Projet de Cohésion Sociale Hunderenveld,

établie entre la SLRB, La Cité Moderne scrl, l'asbl Association des Locataires de Molenbeek et Koekelberg et la Commune de Berchem-Sainte-Agathe;
Considérant que cette convention vise à recréer ou amplifier des liens sociaux parmi les habitants des sociétés de logement social de la Cité Moderne dans le cadre d'un Projet de Cohésion Sociale;
Considérant que l'implication de l'autorité communale dans ce projet consiste en l'émission de propositions, l'accompagnement et le soutien du Projet de Cohésion, ainsi que la participation aux comités de suivi composés d'un représentant des cosignataires à la convention;
Attendu le courrier du 12 décembre 2012 de la SLRB proposant pour signature un avenant à la convention 2012-2014;
Considérant que la SLRB a réalisé une première évaluation des Projets de Cohésion Sociale en Région de Bruxelles-Capitale en 2011 et que cette évaluation a mis en exergue des faiblesses au projet de cohésion sociale Hunderenveld;
Considérant la décision du Conseil d'Administration de la SLRB de demander une deuxième évaluation du Projet de Cohésion Sociale en 2012 afin d'évaluer la progression;
Considérant que, suite à cette deuxième évaluation, le Conseil d'Administration de la SLRB a décidé de proposer un avenant à la convention 2012-2014 marquant les conditions suivantes:

- que les partenaires s'engagent à s'investir pleinement dans le rôle qui leur est dévolu
- que le respect de cet engagement fera l'objet d'un suivi au sein du Comité de Suivi Local
- qu'en cas de non-respect des missions du projet de cohésion sociale, la Convention 2012-2014 prendra fin;

Considérant l'évaluation positive du projet de ce second avenant par le CEGI en août 2014;
Considérant la décision de la SLRB d'accorder au projet de Cohésion Sociale une nouvelle convention cadre relative au projet de cohésion sociale pour la période 2015-2019;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
La convention-cadre 2015-2019 relative au Projet de Cohésion Sociale Hunderenveld, établie entre la SLRB, La Cité Moderne scrl, l'asbl Association des Locataires de Molenbeek et Koekelberg et la Commune de Berchem-Sainte-Agathe, est approuvée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Overeenkomst 2015-2019 betreffende het Project voor Sociale Cohesie Hunderenveld - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst 2012-2014 met betrekking tot het Project van Sociale Cohesie Hunderenveld tussen de BGHM, La Cité Moderne cvba, de vzw Association des Locataires de Molenbeek et Koekelberg en de Gemeente Sint-Agatha-Berchem;
Overwegende dat deze overeenkomst tot doel heeft de sociale betrekkingen onder de

inwoners van de sociale huisvestingsmaatschappijen van La Cité Moderne in het kader van een Project van Sociale Cohesie te versterken;
Overwegende dat de rol van het gemeentebestuur in dit project uit het formuleren van voorstellen, de begeleiding en de steun van het Project van Cohesie, evenals de deelname tot de opvolgingscomité's samengesteld uit vertegenwoordigers van de ondertekenaars van de overeenkomst, bestaat;
Gezien de brief van 12 december 2012 die aan de ondertekenaars voorstelt om een aanhangsel tot de overeenkomst 2012-2014 te ondertekenen;
Overwegende dat de BGHM in 2011 een eerste beoordeling van de Projecten van Sociale Cohesie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ondernomen heeft en dat deze beoordeling zwakke punten in het Project van Sociale Cohesie Hunderenveld aan het licht heeft gebracht;
Overwegende het besluit van de Raad van Bestuur van de BGHM om een tweede beoordeling van het Project van Sociale Cohesie in 2012 aan te vragen;
Overwegende dat, ten gevolge van deze tweede beoordeling, de Raad van Bestuur van de BGHM besloten heeft de overeenkomst PSC 2012-2014 te verlengen op voorwaarde dat:

- de partners zich volledig inzetten in de rol die hen toevertrouwd werd
- het nakomen van deze verplichting aan een opvolging door het Comité van Locale Opvolging onderworpen zal worden
- in geval van niet-nakomen van de opdrachten van Sociale Cohesie, de overeenkomst 2012-2014 een einde zal nemen

Overwegende dat de evaluatie van het project van dit tweede aanhangsel door de STIC positief was in augustus 2014;
Overwegende de beslissing van de BGHM om aan het Project van Sociale Cohesie een nieuwe raamovereenkomst, met betrekking tot het Project van Sociale Cohesie, toe te kennen voor de periode 2015-2019;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:
De raamovereenkomst 2015-2019 met betrekking tot het Project voor Sociale Cohesie Hunderenveld tussen de BGHM, La Cité Moderne cvba, de vzw Association des Locataires de Molenbeek et Koekelberg en de Gemeente Sint-Agatha-Berchem, wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
Convention cadre 2015-2019_NL.pdf, Convention cadre 2015-2019.pdf, evaluation CEGI 08-2014.pdf

---

26.03.2015/A/0022 **Culture francophone – Avenant n° 3 au contrat-programme pour les années 2009-2012 entre le Centre culturel francophone berchemois "Le Fourquet", la Communauté française, la COCOF et la Commune de Berchem-Sainte-Agathe - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention

des centres culturels, modifié par le décret du 10 avril 1995;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 relatif aux conditions de reconnaissance et de subventions des centres culturels;
Vu la décision du Conseil communal du 28.05.2009 (référence 28.05.2009/A/010) approuvant le contrat-programme 2009-2012 avec le Centre culturel francophone berchemois "Le Fourquet", la Communauté française et la COCOF;
Vu la décision du Conseil communal du 28.06.2012 approuvant l'avenant n° 2 au contrat-programme 2009-2012 avec le Centre culturel francophone berchemois "Le Fourquet", la Communauté française et la COCOF;
Vu le décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels;
Considérant qu'il convient d'adapter le contrat-programme au regard du décret du 21 novembre 2013 mettant en place un régime transitoire à compter du 1er janvier 2014;
Considérant que cet avenant n° 3 au contrat-programme 2009-2012 vient à échéance au plus tard le 31 décembre 2018;
Considérant la signature prochaine par les parties d'un nouveau contrat-programme en application du décret du 21 novembre 2013;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
L'avenant n° 3 au contrat-programme pour les années 2009-2012 entre le Centre culturel francophone berchemois "Le Fourquet", la Communauté française, la COCOF et la Commune de Berchem-Sainte-Agathe, est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

1 annexe / 1 bijlage
Avenant n°3_fourquet_contrat-programme 2009-2012.pdf

Franstalige Cultuur - Aanhangsel nr. 3 bij de contractovereenkomst voor de jaren 2009-2012 tussen het Berchems Franstalig Cultureel Centrum "Le Fourquet", de Franstalige Gemeenschap, de COCOF en de Gemeente Sint-Agatha-Berchem - Goedkeuring

---

26.03.2015/A/0023 **Commission communale de l'Accueil (CCA) - Plan d'actions 2014-2015 - Mise à jour des délais - Communication**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu le décret du 3 juillet 2003 de la Communauté française relatif à la Coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;
Considérant que la Coordination Accueil Temps Libre (ATL) a pour objectif de développer l'offre d'accueil temps libre sur le territoire de la Commune afin de répondre aux besoins des familles, de développer la qualité de l'accueil et de construire une politique cohérente et globale dans ce secteur en collaboration avec la Commission Communale de l'Accueil (CCA);
Vu le programme de Coordination Locale pour l'Enfance (CLE), valable du 01.01.2011 au 31.12.2015, approuvé par le Conseil Communal en séance du 28 octobre 2010, qui vise à mettre en place les missions de la Coordination ATL;

Attendu que l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) demande que ce programme CLE soit réparti en plan d'actions annuel pour définir les objectifs prioritaires à travailler dans le secteur de l'accueil temps libre sur la Commune et les actions à mener pour les atteindre année par année;
Vu que le Plan d'actions 2014-2015 initial a été soumis pour information au Conseil Communal en séance du 23 octobre 2014;
Considérant le congé de maternité de la Coordinatrice ATL qui engendre un changement, non pas dans le contenu des actions, mais dans le délai des actions du Plan d'actions annuel 2014-2015;
Considérant la dérogation accordée par l'ONE en date du 27 novembre 2014 pour prolonger le programme CLE actuel de 6 mois;
Vu que, suite à cette dérogation, de nouveaux délais ont été établis pour la réalisation du Plan d'actions 2014-2015;
Attendu que le Plan d'actions annuel doit passer au Conseil communal pour information après avoir été approuvé en CCA (le 15 janvier 2015), ce avant d'être envoyé à la Commission d'agrément ATL;

PREND CONNAISSANCE:

Article unique:
De nouveaux délais ont été établis pour le Plan d'actions annuel 2014-2015:

1. Evaluation finale du programme CLE 01.01.2010-30.06.2016: dans la quatrième année du programme, initialement prévu en mars 2015, reportée en septembre 2015.
2. Etats des lieux: février 2015-décembre 2015
3. Analyse des besoins: janvier 2016
4. Elaboration du nouveau programme CLE 2016-2020: janvier 2016-avril 2016

Le Conseil prend connaissance.

2 annexes / 2 bijlagen
accord report 6 mois CLE.pdf, NOUVEAU DELAI plan d'action 2014-2015.doc

"Commission communale de l'Accueil (CCA)" - Actieplan 2014-2015 - Update van de termijnen - Mededeling

---

26.03.2015/A/0024 **Interpellation du 19.03.2015 de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, concernant les perspectives d'aménagement de la place située devant l'église**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, concernant les perspectives d'aménagement de la place située devant l'église.

"Monsieur le bourgmestre, madame l'échevine, messieurs les échevins,

Nous avons appris qu'une séance d'information avait été mise en place concernant ce projet. Des plans ont été présentés et des remarques ont été formulées par les personnes présentes.
Si nous ne pouvons que nous réjouir de la mise en route d'un aménagement de l'espace à cet endroit pour le rendre plus convivial, attirant, attractif pour les commerces riverains et intégré à l'environnement proche, nous devons pour la enième fois faire des constats de défaillance et d'occasion manquée dans les processus de participation.
Pourquoi les personnes convoquées à cette réunion d'information ont -elles été limitées

aux riverains directs, sans un élargissement minimum? Ainsi, pourquoi les habitants de la rue courte par exemple ont été oubliés ?
Pourquoi, obstinément et malgré les suggestions faites dans tant de situations similaires et malgré que vous avez chaque fois déclaré votre accord avec nos avis, maintenez-vous une attitude peu participative dans le déroulement des choses?
Pouvons nous nous accorder sur les évolutions de société qui nécessitent désormais
-d'associer les gens non seulement à donner un avis sur un plan quasi définitif, mais sur les étapes préalables, voire sur les objectifs pour le bien de tous,
- d'élargir la réflexion en associant aussi des personnes , des groupes, des partenaires et des techniques variées permettant d'ouvrir les champs des possibles
-de garantir au plus grand nombre de particper réellement à ces réflexions (et ainsi faire en sorte que les nouveaux venus, commerçants et riverains prennent leur place dans ces réflexions qui les engageront pareillement pour des dizaines d'année?)
Nous signalons en outre, que nous déplorons le fait que l'information et l'invitation faite aux conseillers communaux n'ait été transmise que quelques heures avant la réunion; empêchant la plupart d'entre nous d'être présents.
Pouvez-vous nous dire
- quel est l'agenda précis des suites données à ce projet?
- quelle marges de manoeuvre réelles y-a-t-il pour une négociation concernant les aménagements envisagés?
Pour les projets futurs
- comment comptez-vous envisager - via la Maison de la Participation par exemple - des processus innovants en matière de participation avant et au-delà d'une simple consultation?
- comptez-vous enfin associer l'ensemble des groupes du Conseil communal à réfléchir, avec vous à de telles procédures ?

En vous remerciant,
Christian Boucq, conseiller communal"

Le Collège donne la réponse suivante:

***"Concernant les personnes invitées à cette réunion d'information destinée aux riverains**, l'info-quartier a été distribué le 30 janvier 2015. 600 copies ont ainsi été déposées en boite aux lettres dans le périmètre de la place du Roi Baudouin, la rue des Soldats, la rue Dr. Ch. Leemans, la rue de Grand-Halleux, la rue de l'Eglise et la rue Courte.*
Des exemplaires ont également été remis aux commerçants environnants de cette zone. Les infos-quartier sont toujours relayés sur notre site Internet et une communication via facebook a été envoyée la veille.
Pour la suite, la consigne a été donnée de systématiser l'envoi par mail de tous les infos-quartier aux Conseillers communaux.
***Concernant la démarche participative**, outre la réunion des riverains, des rencontres avec les commerçants ont eu lieu, ceux-ci ont pu expliquer leurs visions de la place. Entre les demandes et la réalisation effective, 90% de leurs demandes ont été prises en compte.*
***Concernant l'agenda des suites données à ce projet de la rénovation de la place**, le dernier avant-projet ayant fait l'objet d'une présentation aux habitants et d'une concertation avec les commerçants a été approuvé au Collège du 10.03.2015. Le Département des Travaux Publics notifiera cette décision au bureau d'études et lui ordonnera d'entamer sa mission de confection du dossier du permis et des prescriptions techniques en parallèle.*
***Concernant les procédures d'information**, traditionnellement, les réunions avec les riverains sont organisées lorsque des dossiers urbanistiques risquent d'avoir une*

incidence sur la vie du quartier, et ce souvent même dès réception de l'avant-projet par la Commune. En plus d'être disponible au service Urbanisme, tous les dossiers de projets peuvent être consultés également à la Maison de la Participation et au service urbanisme.
Notez dès à présent qu'une seconde réunion publique sera organisée par le Collège 8 à 15 jours avant la période de mise à l'enquête publique pour la demande de permis. En outre, il sera loisible pour tout habitant, sur demande motivée, de venir s'exprimer sur la demande de permis lors de la concertation urbanistique."

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van 19.03.2015 van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, betreffende de aanlegperspectieven van het plein gesitueerd voor de kerk

De Raad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, betreffende de aanlegperspectieven van het plein gesitueerd voor de kerk.

"Monsieur le bourgmestre, madame l'échevine, messieurs les échevins,

Nous avons appris qu'une séance d'information avait été mise en place concernant ce projet. Des plans ont été présentés et des remarques ont été formulées par les personnes présentes.
Si nous ne pouvons que nous réjouir de la mise en route d'un aménagement de l'espace à cet endroit pour le rendre plus convivial, attirant, attractif pour les commerces riverains et intégré à l'environnement proche, nous devons pour la enième fois faire des constats de défaillance et d'occasion manquée dans les processus de participation.
Pourquoi les personnes convoquées à cette réunion d'information ont -elles été limitées aux riverains directs, sans un élargissement minimum? Ainsi, pourquoi les habitants de la rue courte par exemple ont été oubliés ?
Pourquoi, obstinément et malgré les suggestions faites dans tant de situations similaires et malgré que vous avez chaque fois déclaré votre accord avec nos avis, maintenez-vous une attitude peu participative dans le déroulement des choses?
Pouvons nous nous accorder sur les évolutions de société qui nécessitent désormais
-d'associer les gens non seulement à donner un avis sur un plan quasi définitif, mais sur les étapes préalables, voire sur les objectifs pour le bien de tous,
- d'élargir la réflexion en associant aussi des personnes , des groupes, des partenaires et des techniques variées permettant d'ouvrir les champs des possibles
-de garantir au plus grand nombre de particper réellement à ces réflexions (et ainsi faire en sorte que les nouveaux venus, commerçants et riverains prennent leur place dans ces réflexions qui les engageront pareillement pour des dizaines d'année?)
Nous signalons en outre, que nous déplorons le fait que l'information et l'invitation faite aux conseillers communaux n'ait été transmise que quelques heures avant la réunion; empêchant la plupart d'entre nous d'être présents.
Pouvez-vous nous dire
- quel est l'agenda précis des suites données à ce projet?
- quelle marges de manoeuvre réelles y-a-t-il pour une négociation concernant les aménagements envisagés?
Pour les projets futurs
- comment comptez-vous envisager - via la Maison de la Participation par exemple - des processus innovants en matière de participation avant et au-delà d'une simple consultation?
- comptez-vous enfin associer l'ensemble des groupes du Conseil communal à réfléchir, avec vous à de telles procédures ?

En vous remerciant,
Christian Boucq, conseiller communal"

Het College geeft volgend antwoord:

"Op 30 januari 2015 werd er een wijkinfo verdeeld ***om de inwoners uit te nodigen op deze informatievergadering****. Er werden op die manier 600 exemplaren verdeeld in de buurt van het Koning Boudewijnplein, de Soldatenstraat, de Dr. Ch. Leemansstraat, de Grand-Halleuxstraat, de Kerkstraat en de Kortestraat.*
Er werden eveneens exemplaren overhandigd aan de handelaars in die zone. De wijkinfo is steeds terug te vinden op onze website en een kennisgeving is de dag voordien op onze Facebookpagina geplaatst.
Vervolgens werd de instructie gegeven om systematisch via mail alle wijkinfo naar de Gemeenteraadsleden te verzenden.
Betreffende de samenwerking *zijn er naast de vergadering met de bewoners samenkomsten geweest met de handelaars die hun visie over het plein hebben kunnen verduidelijken. Tussen de aanvragen en de effectieve realisatie is er met 90% van hun vragen rekening gehouden.*
Wat betreft het gevolg gegeven aan het vernieuwingsproject van de plaats *is het laatste voorproject, voorgesteld aan de bewoners en in overleg met de handelaars, goedgekeurd tijdens de zitting van het College van 10.03.2015. Het Departement Openbare Werken zal het studiebureau van deze beslissing op de hoogte brengen en zal deze de opdracht geven het dossier op te starten en gelijktijdig de technische voorschriften te bepalen.*
Aangezien de stedenbouwkundige dossiers een impact kunnen hebben op het leven in de buurt, en dit zelfs vaak na ontvangst van het voorproject door de Gemeente, worden er traditiegetrouw vergaderingen met de inwoners georganiseerd. Alle projectdossiers zijn beschikbaar op de dienst Stedenbouw en kunnen eveneens geconsulteerd worden in het Huis van de Participatie.
Neem er nu nota van dat het College een tweede openbare bijeenkomst zal organiseren en dit 8 tot 15 dagen voorafgaand aan het openbaar onderzoek voor de vergunningsaanvraag. Daarnaast zal het aan elke inwoner toegestaan worden om, op gemotiveerd verzoek, zich tijdens het stedenbouwkundig overleg uit te spreken over de vergunningsaanvraag."

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Interpellation Boucq perspectives aménagement place devant l'église.pdf

Luc Demullier quitte la séance à 22h10 / verlaat de zitting om 22u10.

26.03.2015/A/0025 **Interpellation du 19.03.2015 de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, concernant la procédure d'inscription scolaire**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, concernant la procédure d'inscription scolaire.

"Monsieur le bourgmestre, monsieur l'échevin de l'Enseignement francophone, madame l'échevine, messieurs les échevins,

La transumance des enfants du cocon familial à l'école, ouverture indispensable sur le monde est une période de stress ou de difficulté pour les familles.

Au sein de notre commune, comme dans toutes les autres, les exigences formelles d'un parcours administratif strict s'ajoutent à ces difficultés psychologiques et sociales. Les services doivent gérer à la fois ces impératifs e les attentes sociales des personnes concernées et leur apporter des réponses claires.
Cependant, plusieurs témoignages que nous recevons font état d'inquiétudes qui nous amènent à poser quelques questions relatives à la manière dont les réponses sont apportées.
Ces témoignages indiquent que:
- aucune information concernant le suivi de leur dossier n'est donné, sauf à contacter directement les écoles
- les réponses données à propos des places sur les listes, l'avancement des procédures etc restent floues et peu rassurantes, au contraire, il semble que l'on décourage plutôt les gens en les invitant à subir ou à envisager de devoir se déplacer plus loin;
- les inquiétudes particulières des parents dont les enfants ont une date de naissance qui ne permet pas l'inscription, faute d'avoir le minimum de 2,5 ans effectifs en septembre, et à qui on indique le peu d'espoir laissé à une possibilité d'avoir une place en cours d'année. sachant par ailleurs, le refus des crèches d'accepter des enfants au-delà de 3ans, il s'agit d'une situation angoissante.
Pourriez-vous nous dire
- quels dispositifs d'information sont créés pour que les parents disposent d'une information rapide et claire à propos des procédures à remplir, des agendas, mais également du suivi des situations individuelles ?
- quels processus de formations internes sont mis en place pour que les personnes chargées de ces suivis puissent intégrer au plus vite et au mieux les bonnes pratiques et les expériences utiles pour prendre en compte les réalités vécues, les angoisses subies avec les contraintes de gestion?
- envisagez-vous que le site Internet puisse utilement intégrer les informations et les avancées des procédures pour les berchemois et berchemoises?

en vous remerciant
Christian Boucq,
pour le groupe Ecolo-Groen"

Le Collège donne la réponse suivante:

***"Concernant les inquiétudes particulières des parents dont les enfants ont une date de naissance qui ne permet pas l'inscription, faute d'avoir le minimum de 2,5 ans effectifs en septembre**, il faut savoir qu'avec nos huit classes de M0-M1, nous intégrons en moyenne entre 48 et 64 enfants qui auront 2,5 ans en cours d'année scolaire. Ceux qui restent sur liste d'attente rentreront l'année scolaire suivante directement en M1.*
***Concernant les dispositifs d'information créés**, et dans un but de faciliter les démarches des parents, un seul numéro de téléphone est utilisé pour toute inscription maternelle et primaire. Les listes d'attente sont gérées au même endroit, ce qui permet d'avoir une gestion transparente et équitable et d'obtenir les mêmes informations.*
Les listes d'attente sont mises à jour au moins 3 x par an, le secrétariat appelle chaque parent afin de savoir s'il désire toujours rester sur liste d'attente et un courrier est par ailleurs envoyé en octobre à toute la liste d'attente.
Par ailleurs, les inscriptions ont été faites en janvier et février. Fin du mois de mars, les parents qui restent sur liste d'attente recevront un courrier leur indiquant que l'école est complète et qu'ils seront recontactés en septembre s'il y a des désistements. Ceux-ci doivent donc prendre des mesures afin de trouver une autre école.
Pour les inscriptions dans la nouvelle école, tous les berchemois ayant fait la demande rentrerons en première primaire. Pour les autres classes, et selon nos projections en comparaison des doubles inscriptions avec les autres années, tous les élèves

berchemois devraient obtenir une place.
***Concernant les processus de formations internes**, les membres du personnel ont eu l'occasion de suivre une formation en « communication non-violente » l'année passée. L'offre des formations est communiquée régulièrement à chaque membre du personnel (ERAP, SIPP...).*
Le secrétariat de l'école renvoie si nécessaire les parents vers le service enseignement ou vers la médiatrice scolaire pour tout renseignement qui dépasse le cadre de l'école communale. L'Echevin de l'instruction publique est également interpellé dans le cadre de situations particulières.
***Concernant l'utilisation du site internet et de l'intégration des informations et des avancées des procédures pour les berchemois et berchemoises**, si l'année passée avec la création de l'école Openveld et cette année avec la création de la nouvelle école primaire, la gestion des inscriptions se fait de manière transitoire, l'objectif pour l'année prochaine sera d'avoir une procédure claire avec des périodes d'inscription publiées sur le site internet de la commune.*
Cette procédure détaillée concernant les inscriptions, en cours de réflexion, sera publiée sur le site."

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van 19.03.2015 van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, betreffende de procedure van schoolinschrijving

De Raad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, betreffende de procedure van schoolinschrijving.

"Monsieur le bourgmestre, monsieur l'échevin de l'Enseignement francophone, madame l'échevine, messieurs les échevins,

La transumance des enfants du cocon familial à l'école, ouverture indispensable sur le monde est une période de stress ou de difficulté pour les familles.
Au sein de notre commune, comme dans toutes les autres, les exigences formelles d'un parcours administratif strict s'ajoutent à ces difficultés psychologiques et sociales. Les services doivent gérer à la fois ces impératifs e les attentes sociales des personnes concernées et leur apporter des réponses claires.
Cependant, plusieurs témoignages que nous recevons font état d'inquiétudes qui nous amènent à poser quelques questions relatives à la manière dont les réponses sont apportées.
Ces témoignages indiquent que:
- aucune information concernant le suivi de leur dossier n'est donné, sauf à contacter directement les écoles
- les réponses données à propos des places sur les listes, l'avancement des procédures etc restent floues et peu rassurantes, au contraire, il semble que l'on décourage plutôt les gens en les invitant à subir ou à envisager de devoir se déplacer plus loin;
- les inquiétudes particulières des parents dont les enfants ont une date de naissance qui ne permet pas l'inscription, faute d'avoir le minimum de 2,5 ans effectifs en septembre, et à qui on indique le peu d'espoir laissé à une possibilité d'avoir une place en cours d'année. sachant par ailleurs, le refus des crèches d'accepter des enfants au-delà de 3ans, il s'agit d'une situation angoissante.
Pourriez-vous nous dire
- quels dispositifs d'information sont créés pour que les parents disposent d'une information rapide et claire à propos des procédures à remplir, des agendas, mais également du suivi des situations individuelles ?
- quels processus de formations internes sont mis en place pour que les personnes

chargées de ces suivis puissent intégrer au plus vite et au mieux les bonnes pratiques et les expériences utiles pour prendre en compte les réalités vécues, les angoisses subies avec les contraintes de gestion?
- envisagez-vous que le site Internet puisse utilement intégrer les informations et les avancées des procédures pour les berchemois et berchemoises?

en vous remerciant
Christian Boucq,
pour le groupe Ecolo-Groen"

Het College geeft volgend antwoord:

*"**Met betrekking tot de specifieke problemen van ouders wiens kinderen hun geboortedatum het niet toestaat deze in te schrijven in de school omdat zij de minimum leeftijd van 2,5 jaar in september niet hebben bereikt,** moet men weten dat we met onze acht M0-M1 klassen gemiddeld tussen de 48 en de 64 kinderen opvangen die in de loop van het schooljaar 2,5 jaar oud zullen zijn. Diegenen die op de wachtlijst staan, zullen het volgend schooljaar onmiddellijk in M1 worden ingeschreven.*
***Betreffende de opgerichte informatie voorzieningen** en met de bedoeling om het de ouders gemakkelijker te maken wordt er slechts 1 telefoonnummer gebruikt voor elke inschrijving in het kleuter- of basisonderwijs. De wachtlijsten worden op dezelfde locatie beheerd hetgeen een transparant en rechtvaardig beheer en het bekomen van dezelfde informatie mogelijk maakt.*
De wachtlijsten worden door het secretariaat 3 x jaar aangepast. Zij nemen contact op met elke ouder om te weten te komen of zij op de wachtlijst wensen te blijven staan en anderzijds wordt er in oktober aan iedere ouder de volledige wachtlijst verzonden per post.
Bovendien gebeurden de inschrijvingen in januari en februari. Eind maart zullen de ouders die op de wachtlijst staan een brief ontvangen die aangeeft dat de school compleet is en dat zij opnieuw zullen gecontacteerd worden als er in september een plaats zou vrijkomen.
Deze moeten dus maatregelen treffen om een andere school te zoeken.
Voor elke inschrijving in de nieuwe school zullen alle Berchemnaren die de aanvraag hebben gedaan, ingeschreven worden in het eerste leerjaar. Voor de andere klassen en volgens onze voorspelling en in vergelijking met de dubbele inschrijvingen van de afgelopen jaren, zouden alle Berchemse leerlingen een plaats moeten verkrijgen.
***Betreffende de procedures van interne opleidingen** hebben de personeelsleden de mogelijkheid gehad om verleden jaar een opleiding in « geweldloze communicatie » te volgen. De aanbieding aan opleidingen wordt op regelmatige basis aan ieder personeelslid gecommuniceerd (GSOB, IDPB...)*
Voor elke informatie die buiten de reikwijdte van de gemeentelijke school ligt, verwijst de school, indien nodig, de ouders door naar de dienst onderwijs of naar de schoolbemiddelaar.
In het geval van speciale situaties zal de Schepen van Onderwijs eveneens geïnterpelleerd worden.
*Als verleden jaar door de oprichting van de school Openveld en dit jaar door de oprichting van een nieuwe basisschool het beheer op een transparante manier gebeurt en **met betrekking tot het gebruik van de website en de integratie van informatie en geavanceerde procedures voor de Berchemnaren,** is het objectief om volgend jaar een duidelijke procedure te hebben met gepubliceerde inschrijvingsperiodes op het internet van de Gemeente.*
Deze in overweging genomen procedure met betrekking tot inschrijving zal op de site worden gepubliceerd."

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Interpellation Boucq procédure inscription scolaire.pdf

26.03.2015/A/0026 **Interpellation du 20.03.2015 de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant les actions entreprises dans le cadre de la journée internationale des femmes, le 08.03.2015**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant les actions entreprises dans le cadre de la journée internationale des femmes, le 08.03.2015.

"In maart 2013 interpelleerde ik naar aanleiding van de Internationale Vrouwendag en op die zitting werd een motie goedgekeurd voor de oprichting van een adviesraad Gelijke Kansen Vrouw/Man.
In maart 2014 herhaalde ik mijn vraag en zei de bevoegde schepen dat er schot in de zaak zat.
In januari 2015, bijna 2 jaar na mijn eerste tussenkomst, werd het initiatief genomen om het Europees Charter te tekenen, vandaag hebben we de oprichting van de adviesraad gelijke kansen vrouw/man goedgekeurd.
Voor het eerst werd er dit jaar een actie ondernomen in verband met de Internationale Vrouwendag. Enerzijds zou ik u willen feliciteren, niet alleen omdat ikzelf er gebruik van gemaakt heb en dit een fijne ervaring was, maar vooral omdat sensibiliseren rond dit thema, zelfs nu nog, bijzonder belangrijk is.
Anderzijds ben ik een beetje teleurgesteld. Ik vind het jammer dat de actie van de 20minutenbon het enige is dat u ondernam. Ik heb niets tegen een ludieke sensibiliseringsactie indien dit ter ondersteuning komt van andere, inhoudelijk sterke acties, maar deze bleven uit.
Er was zoveel meer mogelijk geweest indien u had samengewerkt met de andere leden van het college en met andere organisaties. Samen met de schepenen van onderwijs had u bijvoorbeeld een tentoonstelling voor kinderen rond gelijke kansen voor jongens en meisjes kunnen opzetten. Ik had graag een theatervoorstelling of een film gezien, gevolgd door een debat.
Helaas blijf ik qua inhoudelijke initiatieven op mijn honger zitten.
Bij gebrek aan de gemeentelijke Adviesraad Gelijke Kansen had u beroep kunnen doen op het Gewest, op vrouwenverenigingen of lokale verenigingen om iets uit te bouwen.
We zijn nu twee weken na vrouwendag en graag zou ik van u vernemen hoe u uw actie evalueert.
Is de respons groot geweest? Heeft de facebookpagina het beoogde succes behaald?
Heeft u contacten gehad met uw collega's van het college, met verenigingen, met het Gewest, met vrouwenorganisaties, om een inhoudelijke activiteit op poten te zetten? Zo ja, waarom ging die uiteindelijk niet door?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden.

Katia Van den Broucke
Gemeenteraadslid Ecolo/Groen"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Egalement inspirée par les commémorations 14-18, l'initiative « bon 20 minutes » a permis de marquer le coup de manière originale pour la journée des femmes. Ce « bon » était également mis en évidence dans le Berchem News et disponible par la voie

électronique.
Des exemplaires de ce « bon 20 minutes » ont été distribués le vendredi 6 mars 2015 durant l'heure de pointe du matin à la place Schweitzer à toutes les dames croisées. Les retours à ce sujet ont été nombreux et positifs.
***Concernant l'exposition pour les enfants** autour de l'égalité des chances pour les garçons et les filles, celle-ci a été mise en place en 2011 par le service Prévention. Tous les élèves de primaire l'ont visitée et ont été sensibilisés. Le matériel de l'exposition existe toujours et nous comptons le réutiliser et réorganiser cette action dans le futur.*
***Concernant d'autres actions à ce sujet et concernant les contacts avec des partenaires extérieurs**, la Commune participe à une plate-forme qui vient d'être mis sur pied par l'AVCB. La Secrétaire d'Etat régionale en charge nous assure son soutien dans ce domaine. Les rencontres des institutions et des associations locales faites lors du voyage d'étude à Lyon sur cette matière en sa compagnie et celle de 10 autres Echevins et Echevines bruxellois du 25 au 27 février 2015 ont été l'occasion de ramener plusieurs idées sur le sujet.*
Les séances du conseil consultatif pour l'égalité des chances femmes/hommes donneront également l'opportunité de réflexions innovantes en la matière."

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van 20.03.2015 van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE, Gemeenteraadslid, betreffende de ondernomen acties in het kader van de internationale vrouwendag op 08.03.2015

De Raad neemt kennis van de interpellatie van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE, Gemeenteraadslid, betreffende de ondernomen acties in het kader van de internationale vrouwendag op 08.03.2015.

"In maart 2013 interpelleerde ik naar aanleiding van de Internationale Vrouwendag en op die zitting werd een motie goedgekeurd voor de oprichting van een adviesraad Gelijke Kansen Vrouw/Man.
In maart 2014 herhaalde ik mijn vraag en zei de bevoegde schepen dat er schot in de zaak zat.
In januari 2015, bijna 2 jaar na mijn eerste tussenkomst, werd het initiatief genomen om het Europees Charter te tekenen, vandaag hebben we de oprichting van de adviesraad gelijke kansen vrouw/man goedgekeurd.
Voor het eerst werd er dit jaar een actie ondernomen in verband met de Internationale Vrouwendag. Enerzijds zou ik u willen feliciteren, niet alleen omdat ikzelf er gebruik van gemaakt heb en dit een fijne ervaring was, maar vooral omdat sensibiliseren rond dit thema, zelfs nu nog, bijzonder belangrijk is.
Anderzijds ben ik een beetje teleurgesteld. Ik vind het jammer dat de actie van de 20minutenbon het enige is dat u ondernam. Ik heb niets tegen een ludieke sensibiliseringsactie indien dit ter ondersteuning komt van andere, inhoudelijk sterke acties, maar deze bleven uit.
Er was zoveel meer mogelijk geweest indien u had samengewerkt met de andere leden van het college en met andere organisaties. Samen met de schepenen van onderwijs had u bijvoorbeeld een tentoonstelling voor kinderen rond gelijke kansen voor jongens en meisjes kunnen opzetten. Ik had graag een theatervoorstelling of een film gezien, gevolgd door een debat.
Helaas blijf ik qua inhoudelijke initiatieven op mijn honger zitten.
Bij gebrek aan de gemeentelijke Adviesraad Gelijke Kansen had u beroep kunnen doen op het Gewest, op vrouwenverenigingen of lokale verenigingen om iets uit te bouwen.
We zijn nu twee weken na vrouwendag en graag zou ik van u vernemen hoe u uw actie

evalueert.
Is de respons groot geweest? Heeft de facebookpagina het beoogde succes behaald?
Heeft u contacten gehad met uw collega's van het college, met verenigingen, met het Gewest, met vrouwenorganisaties, om een inhoudelijke activiteit op poten te zetten? Zo ja, waarom ging die uiteindelijk niet door?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden.

Katia Van den Broucke
Gemeenteraadslid Ecolo/Groen"

Het College geeft volgend antwoord:

"Eveneens geïnspireerd door de herdenking 14-18, wilden we van de Internationale vrouwendag op een originele manier een punt maken. De "bon" was dan ook niet alleen duidelijk zichtbaar in onze Berchem News, maar kon ook elektronisch worden gedownload.
Deze "20 minuten bonnen" werden op vrijdag 6 maart 2015 op het Schweitzerplein tijdens de ochtendspits aan alle dames die ons pad kruisten uitgedeeld.
Wij kregen alleszins heel wat en louter positieve feedback.
Het idee voor een tentoonstelling rond gendergelijkheid voor jongens en meisjes werd in 2011 wel degelijk door de Preventiedienst concreet uitgewerkt. Alle leerlingen van het lager onderwijs brachten een bezoek aan die tentoonstelling en werden voor het onderwerp warm gemaakt. Het materiaal voor die tentoonstelling hebben we nog steeds en we hopen het op een dag opnieuw te kunnen gebruiken voor een heruitgave van dit initiatief.
Wat betreft de contacten met externe partners willen we graag meegeven dat de Gemeente deelneemt aan een platform dat zonet door de VSGB in de steigers werd gezet. Bovendien kunnen we daarbij rekenen op de steun van Mevrouw de Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor Gelijke Kansen. Bovendien werd er, in haar aanwezigheid en die van 10 andere Schepenen van Gelijke Kansen uit Brussel, deelgenomen aan een studiereis naar Lyon van 25 tot 27 februari 2015. Er was een afspraak met de lokale verenigingen en instellingen waardoor er heel wat ideeën over dit onderwerp konden opgedaan worden."

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Interpellatie Van den Broucke internationale vrouwendag.pdf

26.03.2015/A/0027 **Interpellation du 20.03.2015 de Monsieur Yonnec POLET, Conseiller communal, concernant l'enseignement fondamental à Berchem-Sainte-Agathe**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Yonnec POLET, Conseiller communal, concernant l'enseignement fondamental à Berchem-Sainte-Agathe.

"Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

L'essor démographique que connaît notre région a entraîné des besoins en création de places dans l'enseignement fondamental et ce principalement dans les communes du Nord-Ouest de la Région. Plusieurs publications (de l'ADT et de l'IBSA) l'illustrent

avec précisions.
Cette augmentation de la population va dans les prochaines années se répercuter au niveau de l'enseignement secondaire. Des moyens ont déjà été dégagés par les Communautés pour y faire face. Via le monitoring de l'offre scolaire, on évalue que 6.249 nouvelles places sont programmées d'ici 2020 dans l'enseignement secondaire. Néanmoins, à ce jour, il n'existe aucun projet dans notre commune ni dans les communes avoisinantes.
Nous le savons, il n'y a pas d'école secondaire à Berchem-Sainte-Agathe. En outre, c'est la seule commune de la Région Bruxelles-Capitale dans ce cas. Dès lors et jusqu'à ce jour, les enfants Berchemois ont bénéficié d'une clause favorable dans le décret inscription les rendant prioritaires par rapport aux enfants des autres communes.
La ministre en charge de l'Enseignement, Madame Milquet, a annoncé son intention de revoir ce décret. Il n'y a malheureusement aucune garantie que la clause « Berchem » soit maintenue dans le nouveau décret.
Ainsi, il est du devoir des autorités Berchemoises de protéger les intérêts de sa population, mais aussi d'anticiper les éventuelles conséquences et d'étudier les scenarios qui s'offrent à elles.

Scénario 1 : une école sur le sol berchemois
L'échevin en charge, Mr Tempelhof, nous avait dit précédemment qu'il n'y avait pas de réserve foncière sur le territoire de la commune.
L'ADT a finalisé en 2013, un cadastre des sites renseignés par les autorités publiques comme potentiellement mobilisables pour l'enseignement (voir le lien http://www.adt-ato.irisnet.be/sites/default/files/documents/Cadastre_ecoles_1_Annexe%201_bilingue_M
A l'époque, il recensait 4 sites potentiellement envisageables.

- ***Pourquoi ne pas avoir, à l'époque, recensé la Maison de repos Val des fleurs alors que le projet de déménagement allait bon train avec la construction d'une nouvelle maison de repos ?***
- ***Qu'en est-il du cadastre des terrains privés ? Est-il prévu d'en réaliser un?***

S'il y avait une possibilité, vous avez également argumenté dans le passé que cela serait impayable pour Berchem-Sainte-Agathe. Au-delà de l'ensemble des subsides de fonctionnement et d'infrastructures disponibles, il existe également la possibilité de mutualiser les coûts par des partenariats avec d'autres communes.

- ***Avez envisagé des coopérations avec d'autres communes ?***

Il est en effet possible que plusieurs communes s'associent pour organiser un établissement scolaire. Ainsi, les communes de Saint-Gilles et de Forest travaillent actuellement à la constitution d'une intercommunale afin d'ériger ensemble une école secondaire. A noter également la participation de plusieurs communes dans la gestion de l'Institut Decroly via une structure de type associative.

Scénario 2 : une école hors du territoire berchemois
S'il n'y a aucune disponibilité foncière dans notre commune, un second scénario est envisageable : que Berchem-Sainte-Agathe s'engage dans un partenariat avec une ou plusieurs communes voisines qui auraient du foncier disponible sur leur territoire.

- ***Avez-vous envisagé cette possibilité ? Si non, pourquoi ?***

Une révision du décret inscription défavorable à notre commune aurait un impact catastrophique pour nos enfants et leurs familles. La majorité doit prendre ses

responsabilités. Gouverner c'est prévoir.

En vous remerciant pour l'attention portée à la présente, je vous prie de recevoir, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, l'assurance de mes salutations distinguées.

Yonnec Polet,
Conseiller communal"

Le Collège donne la réponse suivante:

*"**Concernant l'implantation d'une école secondaire à Berchem**, nous vous invitons à (re)parcourir l'ensemble des réponses qui ont été données en séance à ce sujet lors des précédentes interpellations sur ce sujet récurrent.*
*Pour répondre au défi démographique et aux besoins de la population berchemoise, la Commune termine actuellement la construction de l'école maternelle et primaire sur le site du complexe sportif. Pour mémoire, son cout a été de €5.834.000,00 d'investissement dont €3.402.000 de subside par la Communauté française, soit un investissement de €2.432.000,00 pour la Commune. En ce qui concerne la charge de la dette pour la Commune, elle sera de €130.000,00 par an durant les 20 prochaines années, sans compter les dépenses de fonctionnement **(non couvertes par les subventions communautaires)** estimés à €325.000,00 par an.*
En matière de programmation, il faut noter également que pour des raisons budgétaires, la Communauté française souhaite d'abord explorer la piste des locaux disponibles avant d'investir dans de nouveaux bâtiments. Il faut savoir que la création d'un établissement pouvant recevoir 500 élèves représente un investissement de €10.000.000,00.
Néanmoins, les indicateurs actuels de la Fédération Wallonie-Bruxelles concernant le monitoring des places disponibles montrent que si les nouvelles places décidées dans le fondamental sont toutes mises en œuvre, l'offre de place au niveau de l'ensemble de la Région de Bruxelles-capitale devrait suffire. Néanmoins, nous pouvons nous attendre à ce que la Fédération Wallonie-Bruxelles avec le bureau du plan, réactualise son cadastre des places disponibles et à créer. Nous serons attentifs à cette réactualisation.
***Concernant le cadastre ADT**, au mois de février 2014, l'ADT a sorti son dernier rapport sur « le suivi de la programmation d'équipements scolaires : analyse territoriale et problématiques locales ». Les sites potentiels pour les places scolaires encore à programmer renseignés par les pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel sont pour le territoire Berchemois: le site Kasterlinden (en construction) et le site de l'école Openveld (les pavillons sont opérationnels).*
***Concernant le home Val des fleurs**, une réflexion sur la destination de ce bâtiment est actuellement menée. Notons que le projet devra se faire en phase avec la place disponible sur le terrain, en harmonie avec son environnement immédiat, et selon les prescriptions urbanistiques en vigueur.*
***Concernant des coopérations avec d'autres Communes hors du territoire Berchemois**, l'Echevin de l'enseignement francophone a eu des contacts avec les autorités politiques des communes voisines à ce sujet. Aucune ne souhaite élargir l'offre ni établir un partenariat de cette manière.*
***Concernant le nombre de place disponible dans les écoles secondaires**, le cabinet Milquet semble confiant dans l'application du décret inscription. En phase 1 des inscriptions, si 74 établissements secondaires francophones sont déjà complets, il en existe encore 398 où il reste de nombreuses places pour élèves. La seconde phase des inscriptions débutera le 4 mai 2015."*

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van 20.03.2015 van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende het middelbaar onderwijs in Sint-Agatha-Berchem

De Raad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende het middelbaar onderwijs in Sint-Agatha-Berchem.

"Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

L'essor démographique que connaît notre région a entraîné des besoins en création de places dans l'enseignement fondamental et ce principalement dans les communes du Nord-Ouest de la Région. Plusieurs publications (de l'ADT et de l'IBSA) l'illustrent avec précisions.
Cette augmentation de la population va dans les prochaines années se répercuter au niveau de l'enseignement secondaire. Des moyens ont déjà été dégagés par les Communautés pour y faire face. Via le monitoring de l'offre scolaire, on évalue que 6.249 nouvelles places sont programmées d'ici 2020 dans l'enseignement secondaire. Néanmoins, à ce jour, il n'existe aucun projet dans notre commune ni dans les communes avoisinantes.
Nous le savons, il n'y a pas d'école secondaire à Berchem-Sainte-Agathe. En outre, c'est la seule commune de la Région Bruxelles-Capitale dans ce cas. Dès lors et jusqu'à ce jour, les enfants Berchemois ont bénéficié d'une clause favorable dans le décret inscription les rendant prioritaires par rapport aux enfants des autres communes.
La ministre en charge de l'Enseignement, Madame Milquet, a annoncé son intention de revoir ce décret. Il n'y a malheureusement aucune garantie que la clause « Berchem » soit maintenue dans le nouveau décret.
Ainsi, il est du devoir des autorités Berchemoises de protéger les intérêts de sa population, mais aussi d'anticiper les éventuelles conséquences et d'étudier les scenarios qui s'offrent à elles.

Scénario 1 : une école sur le sol berchemois
L'échevin en charge, Mr Tempelhof, nous avait dit précédemment qu'il n'y avait pas de réserve foncière sur le territoire de la commune.
L'ADT a finalisé en 2013, un cadastre des sites renseignés par les autorités publiques comme potentiellement mobilisables pour l'enseignement (voir le lien http://www.adt-ato.irisnet.be/sites/default/files/documents/Cadastre_ecoles_1_Annexe%201_bilingue_M
A l'époque, il recensait 4 sites potentiellement envisageables.

- ***Pourquoi ne pas avoir, à l'époque, recensé la Maison de repos Val des fleurs alors que le projet de déménagement allait bon train avec la construction d'une nouvelle maison de repos ?***
- ***Qu'en est-il du cadastre des terrains privés ? Est-il prévu d'en réaliser un?***

S'il y avait une possibilité, vous avez également argumenté dans le passé que cela serait impayable pour Berchem-Sainte-Agathe. Au-delà de l'ensemble des subsides de fonctionnement et d'infrastructures disponibles, il existe également la possibilité de mutualiser les coûts par des partenariats avec d'autres communes.

- ***Avez envisagé des coopérations avec d'autres communes ?***

Il est en effet possible que plusieurs communes s'associent pour organiser un

établissement scolaire. Ainsi, les communes de Saint-Gilles et de Forest travaillent actuellement à la constitution d'une intercommunale afin d'ériger ensemble une école secondaire. A noter également la participation de plusieurs communes dans la gestion de l'Institut Decroly via une structure de type associative.

Scénario 2 : une école hors du territoire berchemois

S'il n'y a aucune disponibilité foncière dans notre commune, un second scénario est envisageable : que Berchem-Sainte-Agathe s'engage dans un partenariat avec une ou plusieurs communes voisines qui auraient du foncier disponible sur leur territoire.

- ***Avez-vous envisagé cette possibilité ? Si non, pourquoi ?***

Une révision du décret inscription défavorable à notre commune aurait un impact catastrophique pour nos enfants et leurs familles. La majorité doit prendre ses responsabilités. Gouverner c'est prévoir.

En vous remerciant pour l'attention portée à la présente, je vous prie de recevoir, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, l'assurance de mes salutations distinguées.

Yonnec Polet,
Conseiller communal"

Het College geeft volgend antwoord:

*"**Wat betreft de vestiging van een middelbare school in Sint-Agatha-Berchem,** nodigen wij u uit om al de antwoorden die jullie reeds gegeven zijn over dit steeds terugkerende onderwerp tijdens de vorige interpellaties, te (her)doorlopen.*
Om aan de demografische uitdaging en de behoeften van de Berchemse bevolking te voldoen, finaliseert de Gemeente momenteel de bouw van de kleuter- en lagere school op het terrein van het sportcomplex. Ter herinnering, de investeringskosten liepen op tot €5.834.000,00 waarvan €3.402.000,00 subsidies door de Franse Gemeenschap. Dit betekent een investering van €2.432.000,00 voor de Gemeente. De schuldenlast van de Gemeente zal oplopen tot €130.000,00 per jaar gedurende de volgende 20 jaren, zonder de werkingskosten bij te rekenen (niet gedekt door de communautaire subsidies) die geschat worden op €325.000,00 per jaar.
Er dient rekening mee gehouden te worden dat door budgettaire redenen de Franstalige Gemeenschap eerst de piste met beschikbare lokalen wil onderzoeken alvorens te investeren in nieuwe gebouwen. Jullie dienen te weten dat de bouw van een gebouw dat 500 leerlingen zou kunnen opvangen, een investering betekent van €10.000.000,00.
De huidige indicators van de Federatie Wallonië-Brussel duiden echter aan dat wanneer de nieuwe beschikbare plaatsen allemaal geïmplementeerd zijn, de aangeboden plaatsen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zouden moeten volstaan. Toch kunnen we er ons aan verwachten dat de Federatie Wallonië-Brussel in samenwerking met het studiebureau zijn beschikbare en te creëren plaatsen herziet. Wij zullen aandacht schenken aan deze herziening.
***Wat betreft het grondgebied ATO** heeft ATO in de maand februari 2014 zijn laatste rapport opgemaakt aangaande « het vervolg van het programma van de schoolvoorzieningen: territoriale analyse en lokale problematiek ». Potentiële locaties, voorgesteld door de inrichtende machten van het onderwijs, zijn voor het Berchems grondgebied: de site Kasterlinden (in opbouw) en de site van de school Openveld (de paviljoenen zijn operationeel).*
***Over het doel van het gebouw van het tehuis Bloemendal** wordt momenteel nog*

nagedacht.
Het project zal in lijn moeten zijn met de beschikbare ruimte van het terrein, in harmonie met zijn onmiddellijke omgeving en volgens de van kracht zijnde bouwvoorschriften.
***Aangaande de samenwerking met de Gemeenten buiten het Berchems grondgebied** heeft de Schepen van het Franstalig onderwijs contacten gehad met de politieke autoriteiten van de buurgemeenten over dit onderwerp.*
Niemand wil op deze manier samenwerken, noch het aanbod uitbreiden.
***Met betrekking tot het aantal beschikbare plaatsen in het secundair onderwijs** lijkt het kabinet Milquet vertrouwen te hebben in de toepassing van het inschrijvingsdecreet.*
In de eerste fase van de inschrijvingen blijven er nog 398 plaatsen beschikbaar, zelfs indien er al 74 middelbare scholen volzet zijn. De tweede fase voor inschrijvingen start op 4 mei 2015."

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Interpellation Polet enseignement fondamental.pdf

26.03.2015/A/0028 **Motion du 20.03.2015 de Monsieur Yonnec POLET, Conseiller communal, concernant l'implication de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe dans la mise en oeuvre de la garantie jeunes en Région de Bruxelles-Capitale**

LE CONSEIL,

Vu le taux encore trop élevé que connait le chômage bruxellois en général et le chômage des jeunes en particulier;
Vu la volonté du Gouvernement Bruxellois de placer les jeunes bruxellois au cœur de ses actions;
Considérant que le Gouvernement entend offrir à chaque jeune de moins de 25 ans nouvellement inscrit chez Actiris soit un emploi, soit une formation qualifiante, soit un stage et cela dans l'année de sortie de leurs études (= Garantie Jeunes) dans le 4 mois de leur inscription comme demandeur d'emploi;
Considérant que pour la mise en œuvre de ce projet, l'objectif du Gouvernement est de proposer, chaque année, 6000 mesures pour les jeunes qui s'inscrivent à Actiris (3000 formations professionnelles, 2000 stages et 1000 emplois);
Considérant que le financement de la Garantie pour la jeunesse est déjà assuré pour les années 2014-2015;
Considérant le mécanisme de financement européen;
Considérant que les pouvoirs locaux sont des employeurs important;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:
Des engagements chiffrés en termes d'offre de places de formation, de stages et d'emplois seront pris.
Article 2:
Contact sera pris dans les plus brefs délais avec le service « garantie jeunes » d'Actiris ainsi qu'avec les services de Bruxelles-Formation (coordination garantie-jeunes)

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Motie van 20.03.2015 van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid,

betreffende de implicatie van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem in het verwezenlijken van de jongerengarantie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

DE RAAD,

Gezien het nog steeds te hoge percentage van de Brusselse werkloosheid in het algemeen en jeugdwerkloosheid in het bijzonder;
Gezien de wil van de Brussels Regering om de Brusselse jongeren te betrekken bij hun acties;
Overwegende dat de regering van plan is om aan elke jongere onder de 25 jaar en opnieuw ingeschreven bij Actiris, ofwel een arbeidsplaats, een vaardigheidstraining, of een stage aan te bieden en dit in het jaar na het beëindigen van hun studies (= Jongeren Garantie) binnen de vier maanden van hun inschrijving als werkzoekende;
Overwegende dat voor de uitvoering van dit project de regering de doelstelling heeft om elk jaar 6000 maatregelen voor te stellen voor jongeren die zich inschrijven bij Actiris (3000 professionele opleidingen, 2000 stages en 1000 arbeidsplaatsen);
Overwegende dat de financiering voor de Jongeren Garantie reeds verzekerd is voor de jaren 2014-2015;
Overwegende het Europese financieringsmechanisme;
Overwegende dat de lokale overheden belangrijke werkgevers zijn;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:
Gekwantificeerde verbintenissen zullen aangegaan worden op het vlak van aanbieding van opleidingen, stages en arbeidsplaatsen.
Artikel 2:
Er zal zo snel mogelijk contact opgenomen worden met de dienst « Jongeren Garantie » van Actiris alsook met de diensten van Bruxelles-Formation (coördinatie Jongeren Garantie).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Motie.pdf, Motion Polet garantie jeunes.pdf

Levée de la séance à 22:55
Opheffing van de zitting om 22:55

Par ordonnance / In opdracht :

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Philippe Rossignol

Le Bourgmestre-Président,
De Burgemeester-Voorzitter,

Joël Riguelle